

Correspondance Internationale

N° 12 - septembre 1981

LA VÉRITÉ

Prix : 10 F

Ottawa : Reagan dégaine sa bombe

A Ottawa, Reagan a réussi à faire se regrouper le front impérialiste derrière son plan contre-révolutionnaire et d'armement, dirigé contre les processus révolutionnaires mondiaux et contre les Etats ouvriers.

Les impérialistes européens et japonais se sont alignés derrière lui indépendamment de leurs différentes formes de gouvernement. Parmi eux, le front populaire français. Voir pages 14 et 15.

La crise du PC espagnol : qui sème le vent récolte la tempête



Son X^e Congrès vient de terminer de sanctionner la crise et le processus de fractionnement du Parti communiste espagnol. Cette dislocation du parti qui, il y a des années, était hégémonique au sein du mouvement ouvrier espagnol est la conséquence de son soutien au régime, à la monarchie, au pacte social et au centralisme oppresseur des nationalités. Pages 10 et 11, les articles des camarades Enrique Sender et Raul Gomez, secrétaires du PST et du POSI, les sections de la « IV^e Internationale (Comité international) » en Espagne.

Haiti : vingt-quatre ans, ça suffit !

Après 24 années d'un règne sanglant, le clan Duvalier se retrouve confronté à une nouvelle crise. Suivra-t-il les traces de la famille Somoza ? Lire nos articles pages 18 et 19.

Pologne

« Un peuple affamé peut dévorer ses dirigeants »



Des files d'attente de centaines de personnes aux portes des magasins, tel est le spectacle qu'offrait cet été la Pologne aux visiteurs étrangers. Bientôt pourtant, des rassemblements d'une autre nature y sont également apparus, les marches de la faim, c'est-à-dire les manifestations du peuple polonais contre la pénurie. Notre envoyé spécial — Philippe Orlík — raconte en pages 2 à 6. Par ailleurs, nous reproduisons en page 7 la lettre qu'un camarade de l'Internationale a envoyée en réponse à un travailleur polonais que la persécution a obligé à s'exiler en Italie et qui l'interrogeait sur la situation politique que connaît actuellement son pays.



Amérique centrale

Six pays, une nationalité, une révolution

Le processus révolutionnaire centro-américain constitue un phénomène d'ensemble, produit de l'unité historique qui existe entre ces six pays. Voir l'article de Nahuel Moreno en page 15.



« Les informations démagogiques et mensongères sur une prétendue famine dont serait victime le pays sont destinées avant tout aux étrangers qui ne connaissent pas la situation en Pologne », déclarait le samedi 8 août l'agence Tass en citant le quotidien polonais *Trybuna Ludu*. Philippe Olrik était en Pologne quelques jours à peine avant que ne paraisse ce communiqué. Il raconte.

Retour



Le 3 août, marche de la faim à Varsovie : « C'est simple, tout est devenu introuvable. Il ne reste plus rien. »

Pas une boutique devant laquelle ne stationnent des files de 10, 20, 50, 100, voire 200 personnes. Non pas nécessairement qu'elles soient approvisionnées mais bien souvent dans l'attente d'un éventuel arrivage, ou de l'heure à laquelle le store doit être relevé.

Hormis d'envahissants paquets de thé d'une qualité détestable, des vitrines qui restent désespérément vides de toute denrée alimentaire.

Des restaurants qui n'affichent plus aucune carte puisque tous les plats qui y figuraient ont disparu depuis belle lurette.

Tel est le spectacle que l'on peut découvrir en arrivant en Pologne. Celui d'un pays frappé par quelque immense catastrophe, celui d'un pays sinistré, celui d'un pays qui ne peut même plus nourrir ses habitants.

« Il n'y a plus rien en Pologne »

Tout a commencé à la fin de l'année dernière. Par la lente dégradation d'une situation qui n'était déjà guère brillante. Les retards de livraison des magasins se sont multipliés. Ceux-ci ont été de plus en plus nombreux à placer sur leurs vitrines des affichettes annonçant l'épuisement de telle ou telle denrée. Les queues se sont allongées et les produits de première nécessité ont commencé à disparaître. Lentement mais inexorablement, la Pologne s'est installée dans une pénurie comme elle n'en avait jamais connue même aux heures les plus sombres de son histoire, Deuxième Guerre mondiale incluse.

C'est au printemps qu'ont fait leur apparition de petits cartons curieusement imprimés dans un style qui rappelle celui des billets de Monopoly : les tickets de rationnement. Il suffit de les lire pour savoir ce que mangent les Polonais ; pour un mois : viande 3,7

kilos (voir ci-contre) ; beurre : 500 grammes ; sucre : un kilo ; farine : un kilo. Pour trois mois : riz, 500 grammes. Pour six mois : gruau, la principale céréale de base de l'alimentation polonaise, 5,5 kilos. Presque rien ! « C'est simple, tout est maintenant devenu introuvable en Pologne. Il ne reste plus rien », m'avait prévenu dans l'avion une étudiante. Et à voir, lorsque la douane les a ouvertes, ce que contenaient ses valises et celles des autres voyageurs polonais, j'ai compris qu'elle m'avait dit vrai. Plutôt que les produits de luxe que l'on peut acheter dans tous les aéroports, il y avait là du sucre, du chocolat, des fruits, du savon, rien que des denrées qui n'auraient pas déparé dans un caddie de supermarché.

La pénurie atteint aujourd'hui des proportions inimaginables, jamais vues. Sait-on par exemple que les Polonais évitent maintenant de mettre ou d'acheter des vêtements de couleur claire ? Ou que la mode est aux cheveux de plus en plus courts ? Pourquoi ? Parce qu'il n'y a plus de lessive ni de shampoing.

On en arrive parfois aux limites de l'absurde. Le grand magasin Magasam, installé dans la banlieue de Varsovie, a été cambriolé le 7 août pour la troisième fois en six mois. Les voleurs ont emporté tout le stock de produits alimentaires mais ont négligé l'argent qui restait dans la caisse. Il leur aurait si peu servi !

Seule exception, seul îlot de relative abondance dans cet océan de pénurie : les fruits et légumes vendus au marché libre. Toutefois, si l'on considère ces quelques prix relevés au marché central de Varsovie, il s'agit là de produits de luxe : au kilo, les cerises valent de 80 à 120 zlotys (soit 3 à 5 heures de travail d'un ouvrier qualifié débutant qui gagne environ 4 000 zlotys mensuels) ; pommes, de 60 à 260 z (de 6 h 30 à 10 heures de travail) ; haricots verts, 25 z (1 heure de travail) ; giroles, 120 z (5

heures de travail) ; tomates, de 40 à 50 z (environ 2 heures de travail).

Et si catastrophique qu'elle soit, cette situation ne fait qu'empirer. Les temps d'attente aux portes des magasins continuent à s'allonger, les cartes de rationnement sont de moins en moins honorées. Chaque jour apporte son lot de mauvaises nouvelles. En août, le gouvernement a décidé de rationner la vodka à une bouteille par mois et par personne. Mais elle avait de toute façon déjà disparu depuis longtemps des vitrines et il fallait s'inscrire sur des listes d'attente pour espérer en recevoir dans deux semaines, dans deux mois, personne ne savait. Infiniment plus grave est la décision de diminuer la ration de viande à 3 kilos.

L'hiver risque d'être terrible et tous les Polonais y songent avec appréhension. Fruits et légumes frais auront disparu. Et au problème de l'alimentation s'ajoutera celui du chauffage. Tandis que la température extérieure sera comme à l'accoutumée de moins 15, moins 20 degrés, des coupures d'électricité et une diminution de l'approvisionnement en charbon sont déjà annoncées.

Une lutte permanente pour la vie

Une pièce avec à gauche un grand placard ou une petite salle de bains. Au choix. A droite, deux plaques électriques chauffantes. La cuisine. Une table, une armoire, un canapé qui, la nuit, sert de lit. Une télévision. C'est là le décor dans lequel Stanislaw, employé à Ursus, et sa femme Monica qui travaille dans le centre de Varsovie vivent depuis deux ans. Il se construit chaque année bien moins de logements qu'il n'y a de mariages. Alors, comme pour les frigidaires, les tapis ou les automobiles, il faut s'inscrire sur une liste d'attente.

« Vous ne savez pas ce que c'est ! Vous ne pouvez pas savoir ! », me dit

Monica effondrée, au bord des larmes, alors qu'elle vient de me raconter sa journée.

Levée à cinq heures et demie, elle est sortie peu après pour tenter de trouver de quoi se composer un petit déjeuner. Un coup d'œil rapide lui a suffi. Les queues étaient déjà si longues qu'elle n'avait pas le temps d'attendre que son tour soit arrivé.

A trois heures de l'après-midi, en sortant du bureau, elle est à nouveau partie à la recherche de nourriture, mais cette fois pour le dîner. Quatre heures de queue. Résultat : un poulet. C'est une aubaine étant donné la rareté de la viande, mais il n'y a pas là de quoi faire un repas. Et puis cette volaille représente à elle seule plus du quart de sa ration mensuelle de viande.

Cet exemple n'est pas exceptionnel. Il est normal, habituel, courant. Le souci permanent de tous les Polonais, leur première occupation, c'est la véritable lutte pour leur survie qu'ils doivent livrer quotidiennement.

Les trottoirs de Varsovie sont le lieu d'une agitation inhabituelle. Il y a une foule qui les parcourt, des sacs à la main. En train de chercher quelque chose. Les vieillards notamment sont mis à contribution en raison du temps libre dont ils disposent. Mais personne n'échappe à la corvée des files d'attente. Même pas les enfants que leurs mères ne peuvent laisser dans des crèches surchargées.

La vieille plaisanterie qui circulait dans les années cinquante en Pologne et qui disait qu'il y avait trois sortes de Polonais (ceux qui sont en prison, ceux qui vont y aller et ceux qui en sortent) retrouve une nouvelle actualité. Chacun est soit en train de faire la queue, soit de s'y rendre, soit d'en revenir.

On cite les horaires les plus inimaginables : dix-huit heures d'attente pour de la viande, par exemple. De même, il

n'est pas rare de voir des files d'attente commencer à se constituer à minuit, une heure ou deux heures du matin. Devant des magasins qui n'ouvriront que dans la matinée. Il y a aussi les queues pour les cigarettes qui rassemblent deux à trois cents personnes bien avant que ne soit apparu le camion de livraison.

Dans les bureaux et certaines usines, les cadres n'ont pas pu empêcher que les employés délaissent leur travail pour aller faire durant quelques heures une queue « courte » — tout est relatif — pour du pain, des journaux, etc.

Un gigantesque bond en arrière

Le 14 août, le principal quotidien du soir de Varsovie publiait un article très précieux : comment fabriquer du savon chez soi. En avant-dernière page, on y lisait une enquête sur la façon de se procurer du combustible à bon marché. Entre autres recettes conseillées : le ramassage du bois mort en forêt.

C'est un gigantesque bond en arrière que l'économie polonaise est en train d'effectuer. Pour peu que l'on puisse continuer à parler d'économie dans de telles conditions.

Puisque le réseau commercial officiel n'a plus rien à offrir, la famille redevient l'un des principaux agents économiques. C'est là que l'on produit du savon — d'après les recommandations de la presse — mais aussi des robes comme celles que ces femmes brodent et vendent elles-mêmes dans les rues de Varsovie à côté de grands magasins aux rayonnages vides. Ou seulement remplis par des vêtements de la même taille.

Un moyen d'échange cette fois quasiment préhistorique se développe aussi : le troc. Dans les couloirs de HLM, le kilo de sucre s'échange ainsi contre deux paquets de cigarettes. Mais c'est surtout par le développement du marché noir que l'économie polonaise tend à sombrer dans le chaos et la barbarie.

de Pologne

par Philippe Orlík

A Varsovie, il s'agit très littéralement d'un marché, le Bazar Rozyckiego, et il a quelque peu noirci dans un incendie qui l'a complètement détruit il y a deux mois. Toutefois, ses fructueuses activités n'en ont pas pour autant cessé et c'est sur les trottoirs qu'il se tient maintenant. On y trouve de tout ce qu'il n'y a plus dans le reste de la ville. Mais à quel prix ! La bouteille de vodka vaut environ 1 000 zlotys au lieu des 200 qu'elle revient officiellement, le kilo de porc 300 zl au lieu de 54, la barre de chocolat 100 au lieu de 20, le paquet de cigarette Marlboro 160 au lieu de 40. C'est-à-dire que les prix y sont en moyenne quatre fois plus élevés qu'ailleurs. Pour qui sont donc ces denrées ? Certainement pas pour l'ouvrier d'Ursus avec qui j'y suis allé et qui me faisait remarquer que le prix du paquet de Marlboro représentait très exactement ce qu'il gagnait en une journée. Tout cela est réservé aux dignes représentants de l'« autre Pologne » (voir ci-contre), de celle qui, si elle travaille à

Ursus, le fait dans les bureaux de la direction. Et il est également une forme, si ce n'est de trafic, tout du moins d'encouragement au trafic, parfaitement légale : la place officiellement accordée aux devises étrangères. Au premier rang desquelles le dollar.

D'un côté, les Pewex. Ce sont des « magasins spéciaux » où l'on trouve également à peu près de tout ce qui fait défaut dans le reste du pays, mais à la condition de payer en devises.

De l'autre, les comptes bancaires que n'importe quel particulier peut posséder en devises et sans qu'il ne lui soit jamais demandé la provenance de cet argent.

Quoi d'étonnant alors à ce que le dollar qui vaut aujourd'hui 33 zlotys au change officiel atteignait l'année dernière 120 zlotys au marché noir et qu'il se vende aujourd'hui au prix record de 250 zlotys ? De même, les transactions entre particuliers s'effectuent de plus en plus en dollars. Ainsi, une annonce rédigée dans un journal et qui déclare : « *Personne rentrant de l'étranger cherche maison à vendre* » ou « *rentrant de l'étranger, cherche voiture* », ne veut pas du tout dire que celui dont le nom et l'adresse suivent vient de voyager, mais bien plutôt qu'il possède des dollars, des francs ou des livres.

L'autre Pologne

D'un côté, la plus extrême pénurie, les cartes de rationnement, les files d'attente, de maigres salaires de 4 000 zlotys (et même moins puisque le salaire minimum n'est en Pologne que de 2 400 zlotys).

De l'autre, l'abondance des biens les meilleurs, le dollar-roi, des revenus inestimables et une cascade d'avantages de toute nature.

Telle est la réalité de la société polonaise telle qu'elle apparaît au visiteur étranger à peine est-il arrivé dans le pays. A côté de *Solidarité* et des travailleurs, existe en effet une autre Pologne, avec ses lieux de prédilection, ses propres magasins, ses circuits à part.

Parfois même, on ne peut passer de l'une à l'autre de ces Polognes insensiblement, sans s'en rendre tout d'abord compte. Ainsi, avenue Jerolimskie, en plein centre de Varsovie, vous croisez des mendiants, des aveugles jouant de la musique dans un bar. Epaisse moquette, doubles rideaux luxueux et soigneusement tirés, une clientèle à la dernière mode américaine et sur les tables de la bière et d'autres consommations encore, toutes à peu près introuvables dans le reste de la ville. C'est là qu'étaient recrutées les victimes d'une affaire de traite des blanches qui a éclaté il y a peu.

Autre Pologne que celle de *Solidarité* aussi dans les couloirs du congrès du POUP où l'on a, comme l'a révélé le syndicat ouvrier, distribué 250 000 paquets de Marlboro aux quelques 2 000 délégués.

Face cachée de la société polonaise

encore qu'un hôtel comme le Forum. Constituée pour la moitié au moins de Polonais, sa clientèle peut y manger autant de viande qu'elle le désire, y boire toute la vodka qu'elle peut mais pour 500 zlotys environ le repas soit deux à trois jours de travail d'un jeune ouvrier, près d'une semaine de salaire minimum.

Récemment, une affaire d'escroquerie a défrayé la chronique polonaise. Elle vaut la peine d'être contée car elle illustre bien un aspect fondamentale des privilèges de la bureaucratie des Etats ouvriers : le fait que ceux-ci étant en contradiction avec l'étatisation des moyens de production, hauts dirigeants du parti et de l'Etat, doivent recourir à des moyens souvent illégaux ou dissimulés pour s'assurer leurs prébendes et se lier à des trafiquants de toute sorte.

Le 13 mars, la police est-allemande arrêtait à la frontière un citoyen polonais déclarant s'appeler Roman Urbaniak et qui avait « oublié » de lui déclarer sept brillants, une horloge ancienne et plusieurs montres en or. Au total, il y en avait pour un million de zlotys, soit 33 000 dollars au taux de change officiel. Comme il serait étonnant qu'un tel personnage passe par les guichets d'une banque, c'est au taux du marché noir qu'il convient d'évaluer cette fortune : 120 000 dollars.

Et l'enquête s'est mise en route. Elle a notamment permis de découvrir qu'Urbaniak s'était spécialisé dans le trafic de diamants entre l'Union soviétique et l'Allemagne de l'Est via la Pologne. Lorsque l'on a perquisitionné à son domicile, bijoux, pierres précieuses, métaux rares et œuvres d'art y ont été découverts pour une valeur de plus de 150 millions de zlotys, 5 millions de dollars au change officiel, 20 millions au change au noir. Comme l'a révélé la presse polonaise elle-même le 4 mars, Urbaniak possédait un casier judiciaire déjà passablement chargé et c'est seulement certaines « protections » qui l'avaient jusqu'alors rendu intouchable. Dans la mémoire de son téléphone ultramoderne, figuraient les numéros de fonctionnaires qui ne figurent pas dans l'annuaire. Les policiers précisaient même que plusieurs personnalités « souvent rencontrées à la première page des journaux » faisaient partie de ses commanditaires et proclamaient bien haut : « *Cela ne s'arrêtera pas là* ».

On n'a pourtant plus jamais entendu parler de Roman Urbaniak et l'affaire en est donc restée là. Trop explosive pour ne pas avoir été étouffée, elle n'avait éclaté que parce que les dirigeants du POUP mis en cause faisaient partie de l'entourage de Gierek.

Toutefois, l'affaire Urbaniak avait eu le temps de jeter une lumière crue sur la réalité de la société polonaise, les incroyables fortunes qui peuvent s'y bâtir à l'ombre du « socialisme », l'inégalité qui y règne et est d'autant plus éclatante aujourd'hui que l'immense majorité des Polonais se trouve dépourvue des biens les plus élémentaires.

Un an de révolution polonaise invaincue, un an d'impossible « normalisation », voilà qui constitue bien évidemment un formidable point d'appui aux luttes de tous ceux qui résistent à la bureaucratie dans l'ensemble des Etats ouvriers. Comme nous l'expliquions dans notre précédent numéro, c'est d'ailleurs là l'une des principales raisons pour lesquelles le Kremlin ne cesse de faire pression sur le POUP pour qu'au plus vite celui-ci parvienne à « inverser le cours des événements ». Pour qu'il éteigne cette lueur d'espoir qui s'est allumée en Pologne mais brille en réalité pour plus d'un milliard d'hommes et de femmes eux aussi victimes de l'oppression bureaucratique.

URSS

« Le poing de l'unité prolétarienne »

Constituant une éclatante démonstration des répercussions que commence à avoir en URSS même la révolution polonaise, un tract distribué à Moscou au mois de mars et émanant d'un Comité de soutien aux ouvriers polonais vient de nous parvenir. En voici le texte :

Chers amis polonais,

Au nom de la majorité du peuple russe dont la voix est masquée par les slogans du parti nous saluons votre juste lutte pour la défense de vos droits.

De même qu'il y a soixante-trois ans la révolution en Russie a ébranlé le mouvement ouvrier mondial, de même votre mouvement doit donner une puissante impulsion à la lutte pour la démocratie des pays « socialistes ».

Nous sommes sûrs que l'activité du syndicat *Solidarité* reflète les aspirations authentiques des travailleurs polonais, et que, sous la direc-

tion de ce syndicat, vous parviendrez à assainir la situation en Pologne.

Nous ferons tous les efforts possibles pour que votre mouvement reçoive un large soutien en URSS. Nous espérons que la classe ouvrière russe, fidèle à ses traditions de combat et inspirée de votre exemple, lèvera le poing fortement serré de l'unité prolétarienne.

Nous suivons avec beaucoup d'attention le développement du mouvement ouvrier polonais et nous sommes sûrs, chers amis, de votre rapide victoire. Solidarité avec *Solidarité* !

Comité russe de soutien aux ouvriers polonais

Chine

« Une ère nouvelle dans l'histoire du mouvement ouvrier »

Le document que nous reproduisons ci-dessous est daté du 14 novembre 1980. Son origine explique aisément les raisons pour lesquelles il n'est pas parvenu plus rapidement à notre journal.

C'est en effet en Chine que son auteur, Xu Wenli, a rédigé cette lettre au moment où *Solidarité* obtenait sa légalisation en Pologne. Xu Wenli est l'un des fondateurs du mouvement d'opposition *La Tribune du 5 avril*, qui est la première revue indépendante de la bureaucratie éditée au cours du « Printemps de Pékin », en novembre 1978.

En mars 1980, la répression a contraint *La Tribune du 5 avril* à cesser sa parution. Xu Wenli entreprend alors de rédiger et de ronéoter tout seul un bulletin d'études. Il est arrêté au début d'avril 1981.

Chers président Lech Walesa et membres de la commission consultative nationale du syndicat indépendant et autonome *Solidarité*.

Mes amis et moi avons appris avec une grande joie que votre syndicat indépendant et autonome *Solidarité* avait accompli victorieusement les formalités légales d'enregistrement, érigeant ainsi, grâce à votre courage, votre intelligence et votre perspicacité, un modèle lumineux pour les classes ouvrières des pays socialistes du monde entier et ouvrant une ère nouvelle dans l'histoire du mouvement ouvrier socialiste.

Je vous félicite de tout mon cœur pour votre succès et vous souhaite de remporter des victoires encore plus grandes !

La Pologne appartient au peuple polonais ! Vive le peuple polonais ! Vive l'amitié entre les peuples et les classes ouvrières de Chine et de Pologne !

Avec les compliments respectueux de Xu Wenli, ancien animateur de la revue parallèle chinoise de Pékin, *La Tribune du 5 avril*, ouvrier électricien de la branche de Pékin des chemins de fer.

Pékin, le 14 novembre 1980

50 grammes de viande par jour

Comme lors du soulèvement de la Baltique en 1970 ou de la grève semi-insurrectionnelle de 1976, la question de l'approvisionnement en viande et de son prix a été au centre des marches de la faim de cet été.

Aux travailleurs et aux ménagères qui critiquaient la modicité des rations qui leur étaient attribuées par le gouvernement, celui-ci a répondu à diverses reprises que si ces quantités étaient certes faibles, elles restaient toutefois « honorables ». Voyons d'un peu plus près ce qu'il en est.

Jusqu'à juillet, chaque Polonais recevait des tickets lui attribuant 3,7 kilos de viande répartis comme suit : un lot dit de « premier choix » de 400 grammes de rôti de bœuf ou de jambon ; un deuxième lot composé de rôti de porc ou de veau ; deux lots ensuite de 850 grammes chacun de viande de « deuxième choix », l'un composé de ragoût, l'autre de saucisse ou de saucisson de foie ; un poulet, enfin.

Cependant, ces rations souffrent d'un défaut majeur : celui de rester toutes théoriques. Ainsi, les morceaux de « deuxième choix » sont de si mauvaise qualité qu'ils comprennent autant de gras et d'os que de viande.

De plus, la possession de tickets de rationnement ne garantit absolument pas qu'il soit possible de se procurer les quantités auxquelles on a droit. Ainsi, en août, les cartes de viande étaient jaunes pâles. Toutefois, il suffisait d'entrer dans une boucherie pour voir que nombreux étaient ceux ou celles qui continuaient à présenter des cartons imprimés en bleu : des tickets qui n'avaient pas été honorés le mois précédent et dont le gouvernement avait dû prolonger la validité.

La ration de viande journalière effectivement consommée par les Polonais est donc bien plus proche de 50 que de 100 grammes. Une situation aux conséquences catastrophiques. Ainsi, selon une estimation couramment admise et notamment reprise dans *Le Quotidien de Paris*, un tiers des enfants polonais souffrieraient aujourd'hui de malnutrition. C'est-à-dire que, sans qu'ils aient nécessairement faim, leur alimentation présente de graves carences qui, si cette situation se prolongeait, leur laisserait des séquelles pour le reste de leur vie.

De même, comme l'a récemment révélé le journal allemand *Neue Ruhr Zeitung*, les experts de l'organisation humanitaire *Care* ont constaté que de plus en plus d'enfants polonais pesaient à la naissance moins que la normale (cité par *Libération* du 24 août).



Varsovie : pas une boutique devant laquelle ne stationnent 10, 20, 50, 100, voire 200 personnes.

Rationnement, famine et pénurie

L'arme alimentaire de la bureaucratie

Pourquoi la Pologne offre-t-elle aujourd'hui le spectacle d'un pays sinistré ? Des cas de sabotage ont été prouvés. Toutefois, c'est avant tout parce que l'on y assiste au naufrage de l'économie dirigée par une bureaucratie corrompue et dont la dépendance à l'égard de l'impérialisme s'avère chaque jour plus néfaste pour les masses polonaises.

La Pologne est un pays riche en hommes comme en ressources naturelles. Tous les économistes le savent et les travailleurs polonais ne cessent de le répéter face à l'immense gâchis auquel ils assistent actuellement et dont ils constituent les premières victimes.

De même, il y a un an encore, en dépit d'une crise économique chronique, les vitrines polonaises faisaient l'admiration des visiteurs en provenance des autres démocraties populaires ainsi que de l'URSS et même s'ils étaient déjà atteints de plein fouet par une féroce austérité, les travailleurs pouvaient au moins y manger à leur faim.

Aussi, la question est maintenant sur les lèvres de chacun. Pourquoi la pénurie et la famine règnent-elles aujourd'hui ? Comment ce véritable naufrage de toute une économie a-t-il pu se produire ?

Une curieuse ferraille

Constituant un premier élément de réponse, des cas de sabotage délibéré du ravitaillement et de la production par la bureaucratie ont été découverts à de nombreuses reprises.

Quelques exemples. Le 12 juin dernier, 12 tonnes de ferraille étaient trouvées à Przemysl. Appelée sur les lieux par les ouvriers, la commission de contrôle de *Solidarité* constate qu'il ne s'agit pas du tout de vieux métaux mais au contraire de pièces détachées neuves de matériel agricole. De ces pièces dont les paysans manquent cruellement et dont la rareté conduit à la paralysie d'une énorme proportion du parc polonais de machines agricoles.

Le 18 juin, 28 wagons de tabac et de papier sont découverts à Lodz sur une voie de garage alors que les cigarettes sont un produit qui est devenu à peu près aussi introuvable en Pologne que la viande (*Le Monde* du 6 août). Rappelons également que début juin, c'est un entrepôt contenant des millions de cigarettes qui avait brûlé.

Plus grave encore. Certaines sections de *Solidarité* ont reproduit dans leurs journaux des notes non signées mais émanant de comités régionaux du POUP et prônant ouvertement une politique de sabotage. C'est par exemple le cas du numéro 42 de *Wolne*

Slowa, le bulletin des militants de Torun et de sa région.

Les raisons d'une telle politique sont relativement limpides. La bureaucratie cherche ainsi à démoraliser les Polonais, à user leur combativité et leur résolution dans la lutte quotidienne pour leur survie à laquelle ils doivent se livrer dans une telle situation. De plus, le POUP tente par ce biais d'isoler *Solidarité* et les ouvriers les plus combatifs en expliquant à longueur de colonnes de sa presse que ce sont eux et leurs grèves les responsables de la pénurie.

Le pillage des biens d'Etat

Toutefois, il ne semble pas que l'on puisse entièrement expliquer la situation économique présente de la Pologne par un sabotage délibéré du POUP. Il est en effet deux autres facteurs de crise au moins qui, s'ils sont totalement imputables à l'existence d'une bureaucratie à la tête de l'Etat ouvrier, ne constituent pas à proprement parler un sabotage.

Tout d'abord, le marché noir. Impossible d'imaginer la désorganisation de l'économie à laquelle son existence conduit. Ainsi, la plupart de ses circuits sont alimentés par des biens ou des denrées qui ont été volés aux circuits de l'économie officielle.

La fraude la plus artisanale ne dépasse pas le niveau du vendeur de magasin ou du chef de rayon qui achè-

tent de leur poche une partie du stock, l'entreposent « sous le comptoir » et ne le vendent qu'à des clients sûrs et moyennant un prix largement supérieur au cours officiel.

Toutefois, il ne s'agit là que d'un trafic de fourmi, et, le plus souvent, c'est par convois ou trains entiers que les marchandises disparaissent. Dans ce cas, les magasins d'Etat reçoivent l'argent correspondant à la valeur de la livraison qui n'est jamais arrivée augmentée d'une commission pour le directeur qui peut ainsi établir une comptabilité fictive mais parfaitement en ordre. A charge pour lui de déclarer à la clientèle et au personnel qu'il ne comprend pas, que sa commande aurait déjà dû être là depuis longtemps et que les transports fonctionnent décidément de plus en plus mal en Pologne...

La dénonciation du marché noir est avec celle de *Solidarité* le principal cheval de bataille de la presse officielle.

Toutefois, la bureaucratie se garde bien d'adopter la seule mesure qui serait à même de couper l'herbe sous le pied aux trafiquants de toute sorte qui pillent ainsi l'Etat : l'enregistrement des tickets de rationnement dans des magasins choisis par les clients et l'envoi de quantités prévues par avance. Quelles que soient en effet ces dénonciations vertueuses des spéculateurs, c'est bel et bien la bureaucratie polonaise qui tire le plus grand bénéfice du marché noir. A

côté des maigres profits que peuvent ainsi réaliser certains vendeurs, ce sont les responsables des chaînes de grands magasins, des réseaux de distribution, des chemins de fer même qui se partagent l'essentiel du gâteau. Or, qui sont-ils ceux-là, si ce n'est la base sociale du POUP et ses plus chauds soutiens face à une révolution ouvrière qui veut supprimer leurs privilèges ?

La sujétion à l'impérialisme

Il est ensuite un second facteur de pénurie que la bureaucratie a elle-même introduit dans l'économie polonaise et qui constitue peut-être la principale cause de son actuelle crise de dislocation : sa sujétion économique et politique à l'impérialisme.

Ainsi, l'énorme endettement de la bureaucratie polonaise lui interdit de continuer à importer comme par le passé tous les biens pour lesquels elle se fournissait auprès des capitalistes. Incapable de les fabriquer en quantités suffisantes ou ne dominant pas les techniques nécessaires à leur production, ceux-ci lui font aujourd'hui cruellement défaut. Une situation d'autant plus dramatique qu'il suffit de la disparition d'un seul « chaînon », d'un seul composant pour que la production d'un bien soit remise en cause.

Il en est ainsi des cigarettes. Dans une large mesure leur pénurie s'explique par le fait que la plupart des colles nécessaires à leur confection n'étaient pas fabriquées en Pologne mais achetées à l'Ouest. Maintenant que le gouvernement n'a plus guère de devises, il a considéré que les cigarettes étaient loin de constituer un produit dont la fabrication pouvait être considérée comme prioritaire et a donc sévèrement contingenté l'importation de la colle qui sert à les confectonner.

De même, la solidarité politique profonde existant entre la bureaucratie et l'impérialisme conduit celle-ci à tout faire pour honorer les dettes qu'elle a contractées auprès des banques et des capitalistes occidentaux. Avec aussi peu de scrupules qu'en aurait la bourgeoisie d'un pays semi-colonial, celle-ci est donc conduite à remettre brutalement en cause le niveau de vie et les conditions d'existence des travailleurs polonais. C'est déjà là la raison de la politique d'austérité qui a été décidée lors du congrès du POUP et rendue publique à peine ses délégués avaient-ils rejoint leur province, le 22 juillet très exactement, par la bouche du président de la commission des prix qui annonçait une augmentation de 110 à 400 % selon les produits.

Mais cette politique est également à l'origine d'autres opérations dont le caractère strictement clandestin les apparente plus à un trafic, à un pillage en catimini de l'économie polonaise qu'à autre chose. Ainsi, le quotidien régional français *Les Dernières nouvelles d'Alsace* révélait le 9 août que quelques jours plus tôt, un automobiliste qui suivait un camion sur une route allemande avait aperçu qu'une bête était en train de mourir de soif. Il dépasse alors ce véhicule, lui fait signe de s'arrêter et explique la situation au chauffeur. Le chargement, constitué de moutons, est emmené dans un abreuvoir pour qu'il soit désaltéré et qu'elle n'est pas alors la stupéfaction de tous les témoins d'apprendre que ces animaux proviennent de Pologne et qu'ils font partie d'un marché de 80 000 têtes environ passé avec une société française de Toulouse, la Cotelso.

Ainsi, au moment même où l'on ne trouve plus de viande nulle part en Pologne et que le gouvernement tente de justifier cette pénurie par une soi-disante baisse aussi soudaine que dramatique de la production, il vend des animaux à l'étranger. Et cet exemple



Une boutique polonaise : vide comme de coutume.

n'est pas isolé puisque début août, les dockers de Gdansk avaient découvert que l'un des chargements qu'ils transportaient à bord d'un navire en partance pour l'Angleterre était constitué de boîtes de conserves de viande de cheval et qu'ils avaient en conséquence décidé de bloquer ce stock sur les quais en attendant que le gouvernement leur fournisse la démonstration de l'utilité pour le pays d'une telle exportation. Démonstration qui n'est bien sûr jamais venue mais a été remplacée par des menaces de poursuites judiciaires si les dockers continuaient à entraver ainsi la réalisation d'une transaction commerciale qui avait eu l'aval des responsables du commerce extérieur.

Démoralisation ou remise en cause de la bureaucratie ?

Si la famine et la pénurie qui règnent aujourd'hui en Pologne ne s'expliquent donc pas seulement par le sabotage mais aussi par la corruption de la bureaucratie et surtout par son inféodation à l'impérialisme, ceci n'aurait-il toutefois pas les effets qu'en attendent ceux qui se livrent à des actes de sabotage, à savoir la démoralisation des travailleurs polonais et même le retournement d'une partie de la population contre *Solidarité* ?

D'un côté, il est certain que des secteurs de la population polonaise ne peuvent pas ne pas s'éloigner de la lutte et rechercher des « solutions individuelles » de tous ordres à l'inimaginable détresse dans laquelle ils sont plongés.

Ainsi, même si nombreux sont ceux qui m'ont nié le fait et m'ont déclaré qu'il s'agissait là d'une campagne lancée par les autorités en faveur de l'ordre public et contre bandits et syndicalistes mêlés, il semble que vols et agressions soient en ce moment en augmentation en Pologne. En tous cas, j'ai personnellement pu voir à deux reprises en moins d'une semaine des vitrines brisées dans le centre de Varsovie pour les délester de choses de peu de valeur comme de bijoux de pacotille.

De même, le nombre d'émigrés ou de candidats à l'émigration est en train de croître de façon importante. Un exemple : en France, un pays traditionnellement de forte émigration polonaise, les demandes de visa pour les six premiers mois de 1981 (plus de 60 000) avaient déjà dépassé le nombre total de celles de 1980. De même, 65 594 cartes de séjour avaient déjà été demandées au 1^{er} août (70 056 pour tout 1980) et 7 708 cartes de réfugié politique (8 256 en 1980). (*Le Matin de Paris* du 26 août).

Enfin, lorsque le mercredi 19 août s'est ouvert en Silésie un large débat sur la nécessité ou pas de continuer les marches de la faim, un syndicaliste a pu déclarer sans se voir interrompu ou particulièrement critiqué : « On commence, sous l'effet de la propagande du pouvoir, à voir en nous une organisation destructrice. Dans les petites villes, nous commençons à perdre la confiance de la population ». (cité par *Le Monde* du 21 août).

Toutefois, ce phénomène de démoralisation ne représente qu'une tendance et s'en tenir là serait une vue pour le moins partielle de la réalité. D'une part, les conséquences de la famine et de la pénurie sur la population polonaise et au premier chef sur les ouvriers seront fonction des luttes que ceux-ci pourront impulser et des succès qu'ils obtiendront. Elles ne sont pas données d'avance mais dépendent elles aussi de l'émergence en Pologne d'une direction capable d'impulser résolument la lutte à l'échelle nationale contre les plans du gouvernement et en particulier ses plans de famine et d'exploitation des travailleurs pour le compte de l'impérialisme.

D'autre part, la pénurie et la famine signifient la faillite d'un régime et conduisent ainsi une fraction des ouvriers polonais à répondre par une lutte aussi radicale contre le gouvernement, le POUP et la bureaucratie que l'attaque que ceux-ci font actuellement subir aux masses polonaises.

Ainsi, ce n'est par exemple pas autre chose que disait Andrzej Krajewski lors que dans le numéro 86-87 de *Niezaleznosc* — l'un des deux organes auprès de la direction de la région de Mazovie de *Solidarité* — il écrivait : « *Indépendamment des formules employées par la Constitution rédigée par le pouvoir lui-même, nous savons tous que la propriété étatique polonaise a été obligée de se déclarer en faillite en 1981... Il faut réaliser une vraie nationalisation de l'ancienne propriété étatique... Le pouvoir n'est pas capable de freiner la chute économique... Nous avons donc compris qu'il nous fallait prendre les affaires en mains.* »

P.O.



La marche de la faim organisée à Varsovie bloquant le centre-ville.

« Un peuple affamé peut dévorer ses dirigeants »

« *L'affaiblissement du pouvoir et la décomposition de l'Etat.* » Tels étaient d'après un expert en la matière, le général-Premier ministre Jaruzelski, les périls que faisaient courir à la Pologne « populaire » les marches de la faim.

Et en effet, au moment même du premier anniversaire de la grève généralisée d'août 1980, le pouvoir du POUP était plus directement que jamais remis en cause.

Une situation qui a conduit toutes les forces qui travaillent à son maintien à se mobiliser avec la dernière énergie. A commencer par la plus insidieuse et peut-être aussi la plus efficace d'entre elles, la hiérarchie catholique.

Dire des marches de la faim qu'elles ont — selon la formule consacrée — éclaté comme un coup de tonnerre dans un ciel bleu serait exagéré. Toutefois, il n'en reste pas moins vrai que la Pologne n'avait pas connu de mouvement d'une ampleur comparable depuis la lutte menée en mars dernier pour le châtiement des coupables de la provocation de Bydgoszcz, où des syndicalistes avaient été sauvagement frappés par la milice.

Ainsi, ces manifestations ont tout d'abord pris le caractère d'un démenti. De façon éclatante, par leur simple tenue comme par l'importance des effectifs qu'elles ont réunis ou la rapidité avec laquelle elles se sont propagées à travers tout le pays, elles ont démontré à ceux qui croyaient à un début de reflux de la révolution polonaise — ou qui l'espéraient — que la combativité ouvrière était restée intacte. Qu'il n'y avait toujours pas l'ombre d'une « normalisation » et qu'en dépit de tous ses efforts, qui venaient de culminer à la mi-juillet avec le IX^e Congrès du POUP, la bureaucratie n'était pas parvenue à restaurer ses positions menacées.

L'unité d'un peuple

Loin donc d'enregistrer un recul, le processus de révolution politique a même commencé par effectuer quelques

nouveaux pas en avant à l'occasion des marches de la faim.

Ainsi, jamais l'alliance forgée autour de la classe ouvrière et de ses bastions n'était apparue aussi solide. La composition sociale des marches de la faim suffit à l'établir : ouvriers, employés, ménagères, intellectuels et étudiants, tout le peuple polonais y était représenté. Mais c'est lors du véritable blocus du centre de Varsovie, auquel se sont livrés trois jours durant les participants à la manifestation du 3 août que la milice n'a pas laissé défilé devant le siège du comité central du POUP, que les choses ont été plus claires encore. Ainsi, renouvelant en cela le geste spontané de tous ceux qui, l'ayant vue parcourir les larges avenues de la capitale polonaise, s'y étaient spontanément joints, toute la population de Varsovie ou presque est au moins une fois allée exprimer son soutien à ceux qui stationnaient sur place et constituaient le fer de lance de la protestation : les conducteurs de véhicules municipaux, bus et trams notamment, ainsi que les sidérurgistes de Huta Warszawa.

Cette unité, cette quasi unanimité du peuple polonais s'explique notamment par la nature des enjeux de la lutte. Pourquoi les participants aux marches de la faim manifestent-ils en effet ? Contre la famine et la pénurie. Pour un droit aussi élémentaire que celui de la nourriture.

La question du pouvoir

Autre avancée significative aussi, le fait que les manifestants qui ont participé aux marches de la faim posaient avec une force et une insistance encore jamais vues la question du pouvoir. C'était là le sujet autour duquel tournaient la plupart des slogans qui ont été lancés dans ces cortèges. « *Le gouvernement gouverne, le parti dirige, le peuple meurt de faim* », disait par exemple une banderole brandie le 27 juillet à Lodz. « *Un peuple affamé peut dévorer ses dirigeants* », proclamait une autre, tandis que le même mot d'ordre était souvent repris à Varsovie sous une autre forme : « *Un peuple qui meurt de faim peut se nourrir du pouvoir.* »

Et là encore, cette progression sensible du processus révolutionnaire et de la conscience politique des masses polonaises ne peut se comprendre qu'en rapport avec les conditions qui leur sont actuellement faites. Alors que la bureaucratie s'avère chaque jour plus incapable de gérer l'économie de l'Etat ouvrier sans conduire à la misère et à la famine le plus grand nombre, les masses polonaises s'annoncent prêtes à prendre sa place à la tête de l'Etat.

La politique de la hiérarchie catholique...

Au même moment, des dizaines de navires de guerre soviétiques, dont de nombreuses unités de débarquement, entamaient une inquiétante ronde dans la mer Baltique. Le maréchal russe Koulikov, commandant en chef des armées du Pacte de Varsovie, se rendait en Pologne pour — selon ses propres termes — y discuter de « *la préparation au combat de l'armée polonaise* » (*Le Monde* du 11 août).

Vendredi 14 août, enfin, Kania et Jaruzelski étaient reçus par Leonid Brejnev. Le communiqué commun publié à l'issue de cette rencontre dénonçait les « *différentes actions des-*

tructives des forces hostiles au socialisme » et mentionnait la surveillance « *attentive et très sérieuse* » dont la situation polonaise fait actuellement l'objet de la part du Kremlin (reproduit par *Le Monde* du 18 août).

Une fois de plus, il est ainsi démontré que la menace d'une éventuelle intervention des forces armées de la bureaucratie soviétique n'est pas une vague possibilité, mais qu'elle constitue au contraire une donnée centrale de la situation polonaise. Un facteur essentiel du maintien en place d'un régime qui, face à la haine qu'il suscite chez le peuple polonais, tend à ne plus constituer que l'ombre des tours du Kremlin sur la Pologne.

Cependant, une autre force s'est également mobilisée avec la dernière énergie en faveur du régime de Kania et de Jaruzelski. Une force qui, si elle ne recourt pas aux mêmes méthodes, abat aujourd'hui plus de travail encore que les divisions blindées soviétiques stationnées aux frontières polonaises : la hiérarchie catholique.

Ainsi, le communiqué publié le 14 août à l'issue de la réunion du conseil général de l'épiscopat était particulièrement net : « *La société est prête à faire des sacrifices (...). Il faut s'opposer d'une façon ferme aux tentatives faites pour profiter de la situation actuelle et des tensions croissantes pour des luttes fractionnistes et politiques.* » (*Le Monde* des 16-17 août.)

Cependant, c'est au cours des différents sermons prononcés par Mgr Glemp lors du traditionnel pèlerinage du 15 août à la Vierge noire de Czestochowa que la hiérarchie catholique est le plus ouvertement apparue comme le flanc-garde du gouvernement du POUP. Faisant référence aux manifestations qui devaient avoir lieu deux jours plus tard à l'initiative des comités de défense des prisonniers politiques et

(suite page 6)

« Un peuple affamé peut dévorer ses dirigeants »

(suite de la page 5)

du NZS, le nouveau primat de Pologne y lançait en effet « un appel aux intellectuels, aux professeurs, scientifiques, étudiants, peu importe leur point de vue, pour qu'ils se joignent à cette œuvre de salut national à laquelle toute l'Eglise et sa hiérarchie se joignent aussi » (Libération du 17 août).

La hiérarchie catholique défend donc les affameurs contre les affamés, le pouvoir de la bureaucratie contre celui des masses, parce que cette institution aux structures et à l'idéologie réactionnaires, d'un autre âge, a tout autant à perdre que le POUP au développement victorieux de la révolution polonaise. Toutefois, elle n'en a pas pour cela renoncé à jouer son rôle propre. C'est ce qu'a également révélé Mgr Glemp ce 15 août, lorsqu'avant de conclure « Nous, Eglise, nous voulons être une institution de salut national », il déclarait à ceux qui l'entouraient : « Vos pèlerinages ont été de véritables marches de la paix et personne n'a eu peur de vous, bien que vous soyez des milliers. Mais c'est avec une certaine crainte que nous pensons à ces autres marches », les marches de la faim et les manifestations pour la libération des prisonniers politiques (Libération du 17 août).

Rarement l'opposition irréductible qui existe entre les intérêts des travailleurs polonais et ceux de la hiérarchie catholique n'a été aussi flagrante que dans cette cynique opposition effectuée par le primat de Pologne en personne entre manifestations et pèlerinages. Jamais les évêques n'ont aussi franchement exposé leur projet : bâtir leur propre pouvoir sur les ruines du pouvoir ouvrier.

...et ses répercussions à la tête de Solidarité

La hiérarchie catholique polonaise ne s'est bien sûr pas contentée d'accumuler les déclarations, mais elle a également joint le geste à la parole. Tout au long des marches de la faim, elle a multiplié les efforts et les pressions pour que la direction syndicale les freine et parvienne à stopper ce mouvement.

C'est ainsi que dès le début des manifestations, Lech Walesa, l'homme de l'Eglise au sein de la direction de Solidarité n'a eu de cesse de prendre position contre les manifestations. « Je ne veux pas de ces marches de la faim, je suis hostile à tout mouvement de masse qui pourrait être exploité contre nous. Ce n'est pas ce qui amènera des vivres dans les magasins, ni de la viande dans nos assiettes » (VSD du 6 août), avait-il déclaré en toute franchise à la Commission nationale de coordination (KKP) de Solidarité fin juillet et avant de prendre quelques jours de repos qui, prétendument prescrits par les médecins, n'avaient trompé personne. A l'évidence, Walesa cherchait ainsi à paralyser le travail de la KKP et à gagner du temps dans l'espérance que la vague de manifestations se passe quelque peu.

Comme c'est le contraire qui s'est produit, il lui a fallu faire sa réapparition sur la scène syndicale et se livrer à quelques déclarations fracassantes qui ne l'engageaient à rien mais lui permettaient de s'intégrer à un mouvement qui, une fois de plus, avait commencé non seulement loin de lui mais même en opposition avec ses ordres les plus explicites. C'est par exemple l'explication de son apparent radicalisme lorsque, le 3 août, il a déclaré sur le lieu même de la manifestation de Varsovie : « Nous ne céderons pas. Tout le pays nous soutiendra. Nous avons le droit de passer dans nos rues, où nous voulons. » (Libération du 4 août.)

En effet, lors de la réunion décisive de

la KKP du 10 au 12 août, c'est sous sa pression directe et celle de la hiérarchie catholique qu'ont été adoptées toute une série de mesures qui n'ont eu d'autre effet que de désarmer les travailleurs face au gouvernement. Parmi celles-ci, la décision du huis-clos après

un premier jour de séance publique qui avait tourné à la mise en accusation du gouvernement, l'appel à ne pas suspendre toutes les actions engagées et à ne pas en lancer d'autres avant l'ouverture de la première partie du congrès de Solidarité le 5 septembre, la décision de tra-

vailler huit samedis libres durant les six mois qui viennent, alors que cet acquis constitué par les deux jours de repos hebdomadaires avait été arraché de haute lutte par les travailleurs polonais en janvier de cette année, et que les directeurs d'entreprise ne cessaient de le



Les marches de la faim

Une nouvelle forme de lutte révolutionnaire

Kutno est une petite ville du district de Plock. Située à une centaine de kilomètres environ à l'Ouest de Varsovie, elle ne compte que 35 000 habitants et la plupart des Polonais en connaissent à peine l'existence.

Lorsque le jeudi 9 juillet, deux entreprises y ont débrayé et qu'un cortège qui s'était lui-même baptisé « marche de la faim » y a défilé, l'événement n'a pas fait les gros titres de la presse internationale. Qu'est-ce que représente une manifestation d'une centaine de personnes dans une aussi petite ville, fût-elle en Pologne ?

Pour que le monde entier connaisse le nom de Kutno, le lieu de la première marche de la faim, il a d'abord été nécessaire que le gouvernement annonce la réduction de la ration mensuelle de viande attribuée à chaque Polonais de 3,7 à 3 kilos puis, le 22 juillet, une augmentation des prix à la consommation de 110 à 400 %, selon les articles. Mais il aura surtout fallu que le 25 juillet les habitants de Kutno récidivent en descendant à nouveau dans la rue contre la pénurie et mesures d'austérité du gouvernement et qu'à leur suite, ce soit à travers toute la Pologne, que les marches de la faim se répandent comme une traînée de poudre.

Le 25 juillet déjà, des véhicules municipaux avaient parcouru les rues de Piotrkow Tribunalski et de Tomaszow Mazowiecki, deux villes au centre de la Pologne. Dès le 27, la seconde agglomération du pays, Lodz, entraînait dans la bataille et une manifestation y réunissait 5 000 personnes. Le lendemain, ils étaient 10 000.

Le 29, Varsovie était à son tour touchée puisque deux grèves « sauvages », annonciatrices de luttes plus vastes, y éclataient, l'une dans un dépôt de bus et l'autre à l'usine de confection Cora. Le même jour, une nouvelle manifestation était encore organisée à Lodz avec la participation de véhicules municipaux ou d'usines.

Le 30, c'étaient 30 000 femmes et enfants qui, pour la quatrième fois en quatre jours, y descendaient dans la rue tandis que d'autres marches de la faim avaient en même temps lieu à Tomaszow et Piotrkow. Le 31, manifestations à Wroclaw et Szczecin, sur la Baltique.

Le lundi 3 août, le mouvement s'installe franchement dans Varsovie et face au refus des autorités de les laisser défilé devant le siège du comité central du POUP, la Maison du parti, les participants à la marche de la faim qui s'était tenue ce jour-là, décident de rester sur place. Le centre de la capitale polonaise est alors bloquée par les manifestants et l'on peut voir la principale artère de la ville, l'avenue Marszalkowska, occupée jour et nuit par une incroyable suite de bus, de camions-citerne, d'ambulances et de véhicules de la voirie, gardés par un service d'ordre ouvrier.

Le 4, 100 000 travailleurs font grève à Czestochowa, 51 entreprises débrayent à Radomska et 15 000 personnes y manifestent. Le même jour, une marche de la faim forte de quelques 30 000 manifestants a lieu à Kalisz, une ville de 100 000 habitants.

Le 5, après une grève générale de deux heures de toutes les entreprises de la région, le cortège qui bloquait le centre de Varsovie depuis trois jours se disperse et le 7, des manifestations ont encore lieu à Cracovie et dans deux autres villes de moindre importance : Tarnow et Nowy Sacz. Un débrayage d'une heure a également lieu dans le département de Piotrkow Tribunalski mais, ce jour-là, c'est surtout la Haute-Silésie qui retient l'attention avec la grève de quatre heures des mines et des usines métallurgiques qui y a lieu.

Le 10 août enfin, 10 000 travailleurs de Lublin font encore grève, mais le 12 août, à la suite d'une réunion de trois jours de la direction nationale du syndicat, Lech Walesa demande solennellement aux travailleurs polonais de s'abstenir de toute nouvelle action de protestation et surtout de toute nouvelle manifestation jusqu'à l'ouverture le 5 septembre des assises nationales du syndicat Solidarité. Il va même jusqu'à prôner le travail durant 8 samedis normalement libres jusqu'à la fin de l'année pour contribuer au redressement de l'économie et en échange d'un droit de regard des ouvriers sur les fruits de ce travail volontaire.

Les négociations ouvertes avec le gouvernement le 3 août avaient pourtant été rompues dès le 6, du fait de l'intransigeance du POUP et à peine celui-ci avait-il appris les décisions de la direction nationale de Solidarité qu'il se félicitait ouvertement du recul enregistré sur la question des samedis libres, précisant même avec cynisme que le contrôle ouvrier sur la production s'exercerait dans le cadre des lois existantes. Celles-ci ne prévoyant rien de tel, il s'agissait d'une fin de non-recevoir à peine déguisée.

Qu'à cela ne tienne pourant pour Walesa. Les marches étaient bien finies même si pour les travailleurs la faim ne connaissait, elle, aucune trêve.

La région de Silésie de Solidarité a néanmoins tenté de résister et Walesa mettait tout son poids dans la balance en s'y rendant personnellement le 19 août. Non pas que celui-ci ait convaincu ceux qui l'ont écouté mais plutôt parce qu'ils restaient isolés et privés de direction nationale capable de relayer et d'organiser le soutien à leur lutte, la Silésie cessait à son tour de se battre.

Walesa et avec lui la hiérarchie catholique qui l'inspire avaient — au moins pour un temps — gagné.

P.O.

remettre en cause — la dernière méthode en date qu'ils avaient imaginée étant de distribuer des tickets de rationnement supplémentaires à ceux qui venaient travailler l'un des samedis normalement chômés, etc.

La question de la direction

Depuis les marches de la faim, le gouvernement polonais n'a pas cessé de raidir son attitude face à Solidarité et aux travailleurs. La seule ombre de concession faite par le POUP aux ouvriers leur laissant entrevoir la possibilité de revenir dès septembre sur la décision de rationner la viande à 3 kilos, a été tout de suite effacée ; mais c'est à une campagne de presse et de discours d'une violence sans précédent que la bureaucratie se livre quotidiennement contre les travailleurs polonais et leurs organisations. Un exemple parmi des dizaines d'autres : les propos tenus par Jaruzelski le 20 août à des directeurs d'entreprise : « Nous assistons à l'activité de forces extrémistes qui veulent prendre le pouvoir. Aucune illusion n'est permise. Conformément à la loi, nous ferons tout pour restaurer la confiance sociale et lutter contre tous ceux qui ruinent l'unité socialiste et son économie. Le pouvoir populaire saura se défendre ! » (Le Monde des 23-24 août.) Et ces paroles n'ont rien de menaces en l'air, lorsque l'on sait que, depuis le remaniement ministériel intervenu le 31 juillet, le gouvernement polonais compte quatre généraux d'active et que, le 28 août, ce même gouvernement a requis les forces de l'ordre pour « assurer un fonctionnement normal » de la radio et de la télévision, auxquelles Solidarité demande un droit d'accès que la bureaucratie ne cesse de lui refuser depuis un an.

Ainsi, la tactique suivie par Walesa et qui se présente comme celle de la « sagesse » est en réalité celle qui mène directement à la pire des aventures. Si le gouvernement est aujourd'hui en train de préparer la guerre civile contre les ouvriers polonais, c'est parce qu'il lui a laissé les coudées franches en faisant cesser tous les mouvements revendicatifs et toutes les luttes.

Après la lutte pour le châtiement des provocateurs de Bydgoszcz, les marches de la faim viennent de poser à nouveau et avec une force accrue la question de la direction du révolutionnaire du prolétariat, dont toutes les dernières batailles mettent comme jamais en relief la tragique absence.

Des éléments d'appréciation de la situation polonaise que nous citons plus haut, il ressort nettement que le pays traverse aujourd'hui une crise révolutionnaire qui correspond point par point à la définition qu'en donnait Lénine : « Pour que la révolution ait lieu, il ne suffit pas que les masses exploitées et opprimées prennent conscience de l'impossibilité de vivre comme autrefois et réclament des changements (« Un peuple affamé peut dévorer ses dirigeants »). Pour que la révolution ait lieu, il faut que les exploités ne puissent pas vivre et gouverner comme autrefois (crise politique et économique actuelle de la bureaucratie). C'est seulement lorsque ceux d'en bas ne veulent plus et ceux d'en haut ne peuvent plus continuer à vivre à l'ancienne manière, c'est alors seulement que la révolution peut triompher. »

Ces deux conditions de la révolution politique sont réalisées en Pologne. Mais Lénine ajoutait à ces conditions une troisième : « que la majorité des ouvriers (ou en tout cas la majorité des ouvriers conscients, réfléchis, politiquement actifs) ait compris parfaitement la nécessité de la révolution ». C'est là aujourd'hui la question décisive ; celle de l'organisation politique du prolétariat polonais pour la prise du pouvoir, celle de la construction de son parti.

Philippe Orlík

Correspondance internationale la Vérité

Revue mensuelle

Comité de rédaction : Pierre Lambert, Nahuel Moreno, Christian Nemo, Ernesto Gonzalez.

Directeur : Pierre Lambert.

Rédaction en Amérique latine : Carrera 17 No. 30 - 12 Bogota Colombia.

Rédaction en Europe : 87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris France.

Imprimerie : Abexpress - Bondy - France. Commission paritaire n° 51 695.

P. Chauvel, page 15 - Sygma, page 20 - Philippot, pages 2, 6, 12 - J. Czarniecki, pages 1, 4, 5, 7 - Fotolib Mesauida, page 1 - M. Larcher, pages 1, 3 - G. Uzan, page 18 - C. Spengler, pages 8, 10 - D. Goldberg, page 14 - P. Damien, page 17 - A. Mingam, page 19 - Y. G. Berges, page 13.

Lettre à un travailleur polonais

Très cher ami,

De votre exil en Italie, vous avez bien voulu me demander quel était mon avis sur la situation que connaît actuellement la Pologne. Je vous livre donc mes réflexions.

Bien entendu, il ne s'agit pas pour moi de déterminer de Paris ce qu'il faudrait faire en Pologne et comment le faire. L'information dont je dispose est bien trop partielle pour cela et, afin d'éviter tout malentendu, je commencerai par fixer quelques éléments qui fondent mes conclusions.

1 - Le cours des événements, dans ces dernières semaines, s'accélère. La débâcle économique, la famine qui approche créent une situation critique pour les masses, qui conduit inéluctablement — et peut-être à une allure catastrophique — dans une situation où, par suite d'événements qui ne dépendent pas des masses elles-mêmes, celles-ci se verront obligées d'affronter en un combat décisif la bureaucratie.

Les mots d'ordre que signale la presse occidentale — qui cache néanmoins l'essentiel — sont particulièrement révélateurs : « *Le peuple affamé peut dévorer ses dirigeants* », lançaient les manifestants de Lodz, le 27 juillet ; la veille à Kutno, ils disaient : « *Incurie des autorités égale table vide* », « *Administration incapable* ». Pour les masses laborieuses, le sentiment latent est devenu certitude : « *Le gouvernement promet mais ne fait rien, car, émanation du pouvoir de la bureaucratie, il réduit à néant tout ce qui va dans le sens d'une amélioration. Il ne veut rien faire car il n'a en vue que la mise en œuvre de plans d'austérité comportant chômage, hausse des prix, remise en question des libertés arrachées par la société, etc.* »

2 - Aux mineurs de Silésie, les autorités disent : « *Il n'y a pas de saucisson, mais si vous travaillez les samedis libres, vous aurez du saucisson.* » Les derniers mouvements des masses naissent précisément de l'indignation juste et légitime provoquée par la détérioration de la situation et ces provocations, par l'incurie bureaucratique qui accentue et aggrave la situation. Il apparaît de plus en plus nettement que le congrès du POUP a marqué tout à la fois la désagrégation et le désarroi politique complet de la bureaucratie dirigeante et sa volonté, par le sabotage tout à la fois, également, consciemment organisé et résultat de sa propre désagrégation, de conduire le pays à la catastrophe. Mais l'appareil bureaucratique, disloqué, n'est pas détruit. Il n'est pas balayé. Il démontre par son incurie, le sabotage organisé, sa volonté de faire appliquer ses plans d'austérité, ses provocations, qu'il détient encore le pouvoir. **Chancelante, désagrégée, discréditée, isolée du peuple, la bureaucratie détient encore le pouvoir, parce que les masses n'ont pas encore le pouvoir.**

Nous sommes face à un tournant de la révolution tout entière, car il apparaît que les masses saisissent clairement, d'une part, l'enjeu de la situation, et, d'autre part, l'impossibilité de s'en sortir en laissant le pouvoir à la bureaucratie incapable, impuissante, discréditée, en pleine désagrégation.

3 - Face à ce tournant, il y a d'un côté les masses tout entières, les syndicats *Solidarité* (ouvrier, étudiant, paysan) et une avant-garde issue des syndicats *Solidarité* qui soulèvent directement, plus ou moins clairement, les problèmes à résoudre. De l'autre côté, il y a la bureaucratie, désagrégée mais, répétons-le, disposant toujours du pouvoir central, lequel est utilisé pour préparer la catastrophe économique. Il y a certains dirigeants nationaux de *Solidarité*, autour de Walesa, qui, bien que ballottés et en perte de prestige, sont agents de la haute hiérarchie catholique, laquelle a partie liée, pour la défense de ses propres intérêts, avec les cercles dirigeants du POUP.

4 - Face à ce tournant qui s'annonce dans la révolution, il y a la situation internationale où, d'un côté, il y a l'impérialisme dont la position rejoint celle de la bureaucratie : une dépêche de presse des USA publiée dans *Le Matin de Paris* à la veille de l'ouverture du congrès du POUP, le 13 juillet, en témoigne : « *Wall Street sera cette semaine à l'écoute de Varsovie. Et les boursiers américains suivront de près les débats du congrès du parti communiste polonais (...). Les banques américaines reprochent à l'accord conclu par quinze gouvernements occidentaux en avril dernier sur la dette publique de ne pas avoir prévu de clause obligeant la Pologne à prendre des mesures de redressement économique. Du coup, les soixante-trois banques américaines qui sont impliquées dans l'affaire polonaise demandent à cor et à cri aux dirigeants polonais de s'engager dans un programme d'austérité destiné à réduire les importations et augmenter les exportations (sources de devises) avant d'accorder de nouvelles facilités à Varsovie.* »



Il y a de ce côté, bien évidemment, la bureaucratie du Kremlin qui appuie l'équipe dirigeante du POUP et de l'Etat dans sa politique de sabotage économique pour créer les conditions d'anarchie, cela afin de tenter de démoraliser les masses, de faire pression sur les dirigeants de *Solidarité* pour qu'ils participent à la mise en œuvre des plans d'austérité contre les masses avec l'appui de l'Eglise. Il semble que ce soit pour le moment de l'« intérieur » que la bureaucratie du Kremlin attende encore la solution.

Une information recueillie à Varsovie permet d'éclairer le problème de l'intervention. Quelqu'un a dit : « *Les Russes ont peur que la guerre civile éclate en Pologne si leurs chars entrent chez nous. Et ils ont peur qu'alors la guerre civile éclate chez eux. C'est pourquoi ils hésitent.* »

Cela est vrai, comme en témoigne une information de Moscou, où pour la première fois un tract de solidarité avec les travailleurs polonais a circulé. Mais cela ne règle pas tout. S'il est vrai que l'intervention des chars russes déclencherait la guerre civile, celle-ci peut également naître de l'intolérable situation dans laquelle se débattent les masses. La guerre civile peut être provoquée par la désorganisation économique, la catastrophe et la famine qui se préparent avec la bureaucratie du POUP au pouvoir. La guerre civile peut naître sur une intervention intempestive de l'« armée ». Nous devons en tenir compte.

Il y a de l'autre côté, d'abord et avant tout, l'extraordinaire combativité et la progression de la conscience politique des masses polonaises face à la famine menaçante. Cela relié à la crainte des conséquences révolutionnaires qui pourraient être entraînées en Allemagne, dans les pays de l'Est de l'Europe et en URSS même. Bien entendu, rien n'est joué.

Toutes ces considérations m'amènent à vous présenter quelques réflexions (bien entendu, je le répète, sujettes à caution dans la mesure où il m'est impossible, d'ici, d'appréhender la situation dans tous ses aspects).

5 - Le centre de la préparation des provocations qui conduisent aux aventures et à la guerre civile, c'est la bureaucratie dirigeante. Pour éviter la guerre civile, il faut rétablir la démocratie. Ce qui conduit à poser directement le problème du monopole du pouvoir du POUP.

a - Le monopole du pouvoir du POUP, les faits le démontrent, est responsable de la situation. Le peuple a été évincé de la gestion des affaires, c'est le peuple qui est à même de rétablir la situation.

b - Comment ? Toute la situation appelle à la constitution de comités ouvriers, de conseils de délégués ouvriers élus, conseils ouvriers prenant directement leur source dans la solution des besoins économiques des masses ouvrières. L'incurie de la bureaucratie pose précisément le problème de l'organisation de nouveaux organes prenant en charge le plan de lutte contre la catastrophe économique, nouveaux organes qui doivent se substituer au système des organes bureaucratiques, lesquels veulent imposer, avec les plans d'austérité, le chômage, la famine et la hausse des prix.

Ce n'est que par la construction de ces comités ouvriers, de ces conseils de délégués élus à partir des ateliers, des entreprises, des usines, ateliers, bureaux, ce n'est que par la liaison de ces conseils entre toutes les branches d'industrie, la liaison entre tous les comités de délégués à tous les niveaux, de toutes les branches d'industrie, de leur liaison avec les conseils de paysans et ouvriers agricoles, que le contrôle de la société se substituera au contrôle et à la gestion bureaucratiques. C'est ainsi que, à partir du contrôle de la société par les comités de délégués élus et leur liaison à

tous les niveaux et entre toutes les branches de l'économie nationale, pourra véritablement s'organiser la lutte contre la désorganisation économique et la famine que le pouvoir de la bureaucratie organise.

Il me semble donc que la situation est plus que mûre pour lancer le mot d'ordre des comités, de leur généralisation qui, seuls, peuvent créer une liaison efficace, parce que démocratique, entre toutes les parties de la société : ouvriers, paysans, ouvriers agricoles, employés, étudiants, intellectuels ; ce sont les comités et leur liaison qui doivent occuper la place des organes défaillants et saboteurs du pouvoir bureaucratique monopolisé par le POUP.

c - Ici se pose la question de la place de *Solidarité* et de l'indépendance du syndicat par rapport à l'Etat. Le pouvoir bureaucratique monopolisé par le POUP se prononce pour la « réforme économique ». Les travailleurs polonais sont payés pour savoir ce que signifie la « réforme économique » pour le gouvernement monopolisé par le POUP : ce sont les plans d'austérité. Peut-on laisser au gouvernement du POUP la libre disposition du soin d'organiser l'économie ? Les faits démontrent le contraire.

Le gouvernement monopolisé par le POUP cherche à toute force à associer *Solidarité* à la prétendue « réforme économique » qui organise la désorganisation économique, la hausse des prix, la famine, prépare le chômage. Associer *Solidarité* à cette prétendue réforme économique, c'est associer le syndicat à l'organisation de la débâcle économique, aux restrictions de toutes sortes, à la hausse des prix ; c'est associer le syndicat à l'administration et aux autorités responsables de l'anarchie et de la gabegie économique. *Solidarité* doit rester indépendant du pouvoir. *Solidarité* doit appuyer la constitution d'une autre administration de l'économie, une administration qui, à partir des conseils ouvriers, sera plus à même que les organes de l'administration bureaucratique de prendre toutes les mesures exigées par la situation, car c'est seulement à partir de la base que peut véritablement s'exercer la démocratie. Les syndicats *Solidarité*, constitués à partir de la puissante impulsion de la base, répondant à la volonté démocratique de la société, n'ont pas à participer au programme de restauration du pouvoir de la bureaucratie, du POUP, qui veut les intégrer dans les sections économiques des ministères. Les syndicats *Solidarité* doivent rester indépendants du pouvoir.

6 - Dès lors, il me semble que la liaison entre les conseils ouvriers et le mot d'ordre de la Constituante coule de source. La Diète n'a pas d'autre pouvoir que celui qui lui concède la bureaucratie. Le monopole du pouvoir exercé par le POUP engendre nécessairement l'arbitraire, les privilèges. Le monopole du pouvoir du POUP dont la Diète est l'émanation exclut la population de sa libre disposition, exclut la société de l'exercice de tout pouvoir. Le monopole du POUP concentre le pouvoir dans les mains des autorités bureaucratiques qui sont les seules responsables de la situation.

La démocratie exige que les travailleurs prennent en main le contrôle de leur propre destinée par les conseils ouvriers. Le monopole du pouvoir exercé par le POUP exclut la société de tout pouvoir : la démocratie exige que soit élue par toute la population une Constituante souveraine, une Diète munie de tous les pouvoirs, de la souveraineté, une Assemblée constituante qui légalisera les conseils ouvriers comme organes de la démocratie du travail.

Je ne sais si on doit d'ores et déjà poser le problème du gouvernement ouvrier et paysan, du gouvernement des conseils, se substituant au gouvernement bureaucratique, mais les mots d'ordre lancés par les manifestants y tendent.

7 - Il ne s'agit évidemment pas de hâter le cours des événements — nous prenons position contre la guerre civile que prépare la bureaucratie —, mais il ne faut pas non plus retarder sur le cours des événements. C'est là que se pose le problème du parti, de sa proclamation, de son organisation effective. Bien entendu, je le répète, je ne suis pas à même de répondre à ces questions. Mais je pense que si les conditions sont réunies, à vous de juger, l'organisation effective du parti est la seule façon de pouvoir au mieux éclairer les ouvriers et les travailleurs sur les solutions politiques que toute la situation exige. Entendons-nous bien : il ne s'agit pas d'appeler les travailleurs à renverser ce gouvernement, mais de leur indiquer qu'il y a une autre solution que celle qui, avec le monopole gouvernemental du POUP, n'ouvre comme issue que la désorganisation économique et la famine. L'autre issue, c'est le drapeau de la démocratie que ce parti ouvrier doit faire sien.

Maroc

Le trône chancelle

Les 20 et 21 juin, l'armée tire à Casablanca : plus de 800 morts, des milliers de blessés. Pourquoi cette répression brutale, cette froide volonté de tuer de centaines de chômeurs, de femmes et d'enfants (un tiers des victimes) ? Pourquoi ruiner en une seule fois le « processus de démocratisation » du régime, mené depuis 1975 par le roi et l'ensemble des partis politiques ?

Pourquoi le « Commandeur des Croyants » est-il devenu un « Bokhasan II » répugnant, à la veille du sommet de l'OUA de Nairobi, largement prévenu en sa faveur sur la question du Sahara occidental ?

Les origines des émeutes

Le 29 mai, Hassan II décide, sur les injonctions du Fonds monétaire international, une hausse brutale (30 à 85 %) sur les prix des denrées de base, produits taxés. La réaction est immédiate : des grèves spontanées et des manifestations éclatent à Meknès, Fez, Kénitra, Nador et à Casablanca, la capitale économique ; dans l'Orient, elles prennent des formes violentes (Berkane).

Le 30 mai, *L'Opinion*, l'organe de l'Istiqlal, parti associé au gouvernement, avertit : « Cette nouvelle hausse portera un grave préjudice au pouvoir d'achat de la quasi-totalité des citoyens. »

De son côté, *Al Bayane*, le quotidien du parti stalinien (PPS), sans remettre en cause la politique dictée par le FMI, conseille au roi « de décréter au plus tôt une hausse générale des salaires de 50 % pour permettre aux populations de faire face à la nouvelle hausse des prix ».

La mobilisation des travailleurs et des masses contre la vie chère qui s'effectue alors nourrit la crise au sein des partis politiques et s'exprime au sein même du Parlement, pourtant subordonné au roi.

Le 5 juin, Ali Yata (PPS) dépose un projet de motion prévoyant l'annulation pure et simple des dernières hausses. L'USFP socialiste et les partis au gouvernement, l'Istiqlal et le Rassemblement national des indépendants (RNI), condamnent ces hausses qui « ont porté atteinte au processus démocratique et ont mis le gouvernement et le Parlement au banc des accusés devant les masses populaires qui n'ont pu supporter cette hausse (...). Le groupe istiqalalien demande au gouvernement de renoncer à ces mesures de hausse des prix des produits de base. » (*L'Opinion*, 6 juin.)

Du fait de la brèche ouverte au sein du gouvernement et du Parlement, dont la fonction essentielle est de protéger la monarchie en dressant un écran entre les masses et le roi, Hassan II recule. Il redoute une explosion à l'égyptienne (1), mais il ne veut pas, comme Sadate, tout céder. Les augmentations décidées ne sont pas abrogées mais réduites de moitié. Rien n'est réglé.

Le mouvement des masses, bien loin de retomber, s'amplifie. Ali Yata écrit dans *Al Bayane* le 6 juin : « Partout dans le pays, dans toutes les conversations, dans tous les milieux, ce ne sont que des jugements de rejet et de condamnation qui sont formulés contre les hausses gouvernementales. Dans plusieurs villes, des manifestations populaires spontanées ont eu lieu. L'indignation est palpable, la colère perceptible. » Et de conclure en exigeant « la démission du gouvernement », mesure qui vise à protéger le roi en détournant contre le gouvernement la colère des masses.

De la même façon, les directions bureaucratiques des syndicats, inféodées à des partis politiques soudés à la monarchie dans le « Pacte national », sont contraintes d'agir, comme l'expliquera le dirigeant de l'USFP A. Bouabid : « La CDT avait fait des demandes de concertation. Devant les fins de non-recevoir du gouvernement, la CDT s'est trouvée dans l'obligation de déclencher ce mouvement de grève générale. » (*Libération*, 25 juin 1981.)

La tactique consiste à lancer des journées d'action disloquées, qui n'ont pas pour objectif de centraliser le combat



Dans le cimetière de Casablanca : 800 ont été assassinés par la monarchie.

des masses contre le pouvoir, mais d'exercer une pression suffisante pour que la motion USFP-PPS d'annulation des hausses soit acceptée par le gouvernement.

Le 18 juin, l'Union marocaine du travail (UMT) appelle à une journée de grève contre les hausses à Casablanca. La grève appuyée par la Confédération démocratique du travail (CDT), liée à l'USFP, est élargie à l'échelle nationale par les fédérations UMT des travailleurs du rail, des transports aériens, de la route...

« Le succès est total » (2) : une large partie de la machine économique et administrative est paralysée ; mais la grève, qui s'est déroulée sans meetings ni manifestations, est restée dans le cadre déterminé par les dirigeants.

Le 20 juin, la CDT et le syndicat des petits commerçants appellent à une « grève générale » de vingt-quatre heures dans tout le Maroc. Et contrairement aux intentions des dirigeants de la CDT-USFP, ce mot d'ordre a été considéré par une fraction des travailleurs, mais surtout par les chômeurs et la jeunesse des quartiers populaires, comme un appel à l'action.

Le Samedi noir de Casablanca

Dès le vendredi soir, c'est la course aux épiceries et boulangeries. Dans les quartiers périphériques de Casablanca, jouxtant les bidonvilles, les premiers accrochages ont lieu entre les chômeurs et la police.

Le samedi, la grève ne paralyse pas tout l'appareil de production, mais elle touche les dockers, les postiers, les mineurs du phosphate, les conducteurs de bus et, plus massivement, les artisans et les petits commerçants.

A Rabat (quartier de l'Océan), des bus qui roulent sont lapidés. Des groupes de jeunes affrontent les policiers qui

interviennent pour imposer l'ouverture des épiceries. Les mêmes scènes se produisent dans plusieurs villes, mais c'est à Casablanca que l'explosion va se produire. Un témoin raconte : « Les manifestants se sont regroupés et ont commencé à lancer des slogans antiroyalistes. Ce n'étaient pas des slogans uniquement contre la vie chère, c'étaient des slogans qui visaient directement le roi (...). On a vu des regroupements spontanés, les hommes dehors et les femmes qui se regroupaient dans les maisons à dix ou douze, qui s'organisaient : il y avait celles qui faisaient bouillir de l'eau, celles qui montaient les bassines à la terrasse ou au balcon et qui les versaient sur la police. Ils envoyaient tout ce qu'ils avaient dans leur maison sur les flics. L'armée est intervenue en hélicoptère, arrosant la foule de balles. » (3)

Les manifestations s'étendent à tous les quartiers pauvres. Les autobus, les voitures, les banques, les grands commerces sont pillés ou incendiés. La police est débordée, la gendarmerie flotte. Il faut faire appel à des commandos de choc de la marine et à des unités spéciales de l'armée : « Environ 6 000 à 7 000 hommes armés face à plusieurs dizaines de milliers de manifestants. » (4)

Sans organisation, sans armes, sans plan, les masses combattent avec héroïsme les forces de répression. Les affrontements se poursuivent jusqu'à la nuit et reprennent le 21 dans quelques quartiers à Rabat, Salé, Casablanca.

« Emeutes de la misère » ou explosion révolutionnaire ?

Au Parlement, le ministre de l'Intérieur, Driss Basri, dénonce le complot fomenté par la CDT et l'USFP. La grève générale du 20, dit-il, avait un caractère « insurrectionnel » (5). L'accusation est peu sérieuse. Le 22

juin, le président du groupe USFP au Parlement, Radi, accompagnait le roi à Nairobi, et le bureau politique de l'USFP publiait le jour même un communiqué qui ne condamnait pas la répression mais « constate que l'entêtement dans une politique aussi antipopulaire ne peut que desservir notre cause nationale sacrée, porter atteinte à l'unité du peuple marocain face aux dangers extérieurs ».

Le « complot » dont parle Basri n'est qu'un prétexte pour casser le mouvement des masses et le dénaturer. Dans les faits, écrit l'AFP le 27 juin, « l'USFP et la CDT ont été en partie dépassés par les événements : leur objectif était une grève légale et pacifique, non un mouvement insurrectionnel ».

La journée du 20 a été une révolte spontanée qui a flambé dans les quartiers populaires. Mais cette spontanéité s'est nourrie des manifestations sporadiques contre la hausse des prix qui ont imposé un premier recul au roi, ainsi que de la crise ouverte au sein du Parlement et du gouvernement. Elle s'appuie sur le combat de la classe ouvrière et des masses, qui a culminé dans les grandes grèves de novembre 1978-avril 1979 et a trouvé son prolongement dans les grandes grèves de 1980, concentrées pour plus de la moitié à Casablanca. Dans ce contexte, le 20 n'apparaît pas comme une simple « émeute de la misère », mais comme le premier affrontement violent entre une partie de la population, mais combattant pour le compte des masses de tout le Maroc, et la monarchie.

Dans la situation politique caractérisée par la crise profonde de la monarchie et la montée révolutionnaire des masses, les manifestations du 20 juin marquent une étape décisive dans la marche à la révolution prolétarienne au Maroc.

Ainsi s'expliquent la répression sauvage, la vague d'arrestations, les lourdes condamnations à partir de procès truqués. Comme l'aide massive apportée au roi par le FMI, l'impérialisme, la bureaucratie stalinienne et les régimes féodo-bourgeois arabes et africains.

L'union sacrée derrière Hassan II

Déjà, à la veille du sommet de l'OUA, Kadhafi, abandonnant le Front Polisario, renouait par l'intermédiaire d'Arafat avec Hassan II. Et, à Nairobi, au lendemain du Samedi noir, c'est l'ensemble des dirigeants africains qui acclamaient la déclaration faite par le roi d'organiser un « référendum contrôlé » au Sahara occidental.

Plus question d'appliquer les statuts de l'OUA faisant de la RASD, reconnue par la majorité des pays africains, un nouvel Etat. Et pas de motion condamnant les massacres de Casablanca. Le vote à l'unanimité de la résolution sur le référendum au Sahara témoigne du large accord réalisé entre Paris (6), Washington, Moscou, Ryad et Alger pour soutenir un régime profondément déstabilisé.

Ce soutien général de tous les Etats trouve ses prolongements au Maroc, où tous les partis font taire les divergences pour renforcer le « front intérieur », maintenir la fiction du « processus démocratique » et n'intervenir que dans le cadre des institutions. Ainsi, dans une déclaration, le bureau politique du PPS affirme que « le front intérieur doit lui aussi être renforcé par un nouveau gouvernement représentatif, compétent et dynamique, et par la suppression complète des dernières hausses de prix, ainsi que par la conclusion d'un pacte de défense entre toutes les forces nationales patriotiques » (7).

De son côté, A. Bouabid n'écarte pas l'idée de participer au pouvoir, mais à condition d'avoir « certaines garanties (...) que nous formulerons le moment venu ».

C'est fort de ces appuis que le roi a formulé sa conception du « référendum contrôlé » : « Je n'ai jamais refusé le référendum, mais seulement l'autodétermination qui met la souveraineté en cause. Le référendum, lui, ne sera que confirmatif. » Cela revient à dire qu'il sera organisé par l'armée et l'administration marocaine dans les régions contrôlées (à tiers environ du Sahara).

La monarchie paraît donc triompher, mais il ne s'agit que d'apparences.

Une stabilité très précaire

La prétention d'Hassan II d'organiser un référendum « bidon » au Sahara a déjà fait long feu. L'Algérie s'est trop engagée pour lâcher le Front Polisario et la RASD, qu'elle a fait reconnaître par une cinquantaine de pays. Elle ne peut accepter qu'un nouveau rapport de forces favorable au Maroc, de plus en plus aligné sur l'impérialisme américain, ne s'instaure au Maghreb. Et le pouvoir de Chadli est trop fragile pour qu'il puisse imposer à une large partie de l'armée, hostile à Hassan II, son référendum truqué.

Le revirement de la position d'Alger, qui soutient les positions du Polisario en opposition avec la motion unanime de Nairobi, a contraint Kadhafi à un recul très net. Par ailleurs, plusieurs dirigeants africains prennent conscience que l'annexion du Sahara occidental par le Maroc va ruiner l'OUA, fondée pour défendre l'intangibilité des frontières de la colonisation, et veulent un vrai référendum. C'est le cas des chefs d'Etat de l'Afrique francophone, qui suivent le rapprochement entre les sahraouis et Paris, soucieux de voir finir cette guerre qui déstabilise le Maghreb, sans sacrifier totalement le Polisario dont « la lutte joue un rôle exceptionnel, un rôle exemplaire » (déclaration de F. Mitterrand à Alger en 1976).

Il apparaît déjà que rien ne sera réglé aux conditions de Hassan II. La prolongation de la guerre va aggraver la crise économique, l'inflation, le chômage, la misère (en 1980, selon la Banque mondiale, 7 des 20 millions de Marocains sont « en dessous du seuil de pauvreté absolue »).

Inévitablement, les masses vont reprendre le combat contre une monarchie qui ne tient que par l'union nationale des partis et les unités de la police et de l'armée spécialisées dans la répression. Car l'armée elle-même, cassée par les purges sanglantes qui ont suivi les putschs de 1971 et 1972, n'a pas été réhomogénéisée dans la guerre du Sahara, et elle reste hostile au régime sanglant et corrompu de Hassan II. Par ailleurs, en massacrant les fellahs ruinés et réfugiés dans les bidonvilles, le roi s'est aliéné la couche sociale sur laquelle s'appuyait la monarchie : la paysannerie traditionnelle.

Le 20 juin, les masses ont reçu des coups sévères, mais elles n'ont pas subi de défaite. « Non, les brades ne sont pas éteintes. La colère gronde, la colère couve. Pour une raison simple : tout est comme avant. Toujours la faim, le chômage, le désespoir », écrit J. Alia (8).

Les plus grands affrontements vont se produire. Mais ce qui est le plus important, c'est que l'ensemble des aspirations des masses exploitées sont ouvertement dirigées contre le régime sanglant de Hassan II. Pour leur donner une expression centralisée, il faut mettre en avant les mots d'ordre : **A bas la monarchie de Hassan II ! République au Maroc ! Assemblée constituante souveraine !**

M. Aklouf

France

Quelques réflexions avant le XXVI^e Congrès de l'OCI unifiée

Dans le cadre de la préparation du XXVI^e Congrès de l'Organisation communiste internationaliste (OCI, section française de la « IV^e Internationale (Comité international) », Informations ouvrières n° 1014 a publié le texte d'une intervention de Pierre Lambert. Nous le reproduisons ci-dessous.

A l'ordre du jour du comité central de l'OCI unifiée qui se réunit à la fin du mois, sont inscrits les points suivants : — projet de rapport politique soumis à la discussion pour le XXVI^e Congrès ; — situation de la IV^e Internationale ; — tâches immédiates.

Conformément à la tradition démocratique de l'OCI unifiée, après discussion au comité central, le projet de rapport sera soumis à la discussion des membres de l'OCI unifiée, discussion qui se poursuivra dans le bulletin intérieur ouvert à tous les militants, durant une période de trois mois environ.

L'OCI unifiée, qui entend ne jamais séparer « ses intérêts » politiques de ceux du mouvement ouvrier dans son ensemble, n'a évidemment rien à cacher aux travailleurs et à la jeunesse ni sur ses objectifs et ses buts, ni sur la méthode qui préside à l'élaboration de ses lignes d'intervention politiques.

« Ce dont nous avons besoin, avon-nous écrit dans le projet de rapport politique préparatoire au XXVI^e Congrès, c'est moins de mettre l'accent sur l'exposé des événements que nous avons connus que sur les leçons de l'expérience que nous devons acquérir pour notre activité politique immédiate. Bien que l'on puisse affirmer sans la moindre exagération que notre ligne et nos analyses politiques, dans ces dernières années, ont été vérifiées par les faits, particulièrement dans la dernière période (septembre 1980-avril, mai 1981), nous n'avons pas franchi la difficulté principale qui consiste au passage de l'organisation au parti. C'est le problème essentiel qui nous préoccupe le plus et qui doit être au centre du congrès. »

Nous avons appelé au vote Mitterrand pour le premier tour des élections parce que nous estimions que les intérêts des masses laborieuses et de la jeunesse exigeaient que Giscard soit chassé.

Chasser Giscard, voter Mitterrand correspondait aux aspirations des travailleurs. Et c'est parce que les dirigeants du PCF, par leur politique de division qui ne pouvait que conforter Giscard, se sont opposés à ces aspirations, qu'ils ont subi une cinglante défaite, tant aux élections présidentielles qu'aux élections législatives. Giscard a été battu, Mitterrand est président de la République. Au gouvernement Giscard-Barre a succédé le gouvernement Mitterrand-Mauroy.

Ce qu'exige le respect de la souveraineté populaire

Nous avons appelé à voter Mitterrand pour que soit infligée une défaite aux capitalistes et aux banquiers. La nécessité d'en déduire les conséquences se pose maintenant devant nous : le peuple français a infligé une défaite à Giscard parce que le peuple français a été confronté à la hausse des prix, l'inflation, le chômage, le démantèlement de la Sécurité sociale et de l'enseignement organisés par le gouvernement Giscard-Barre. Les masses laborieuses et la jeunesse, en chassant Giscard, ont signifié qu'elles voulaient en finir avec la politique orchestrée par son gouvernement pour les besoins des capitalistes et des banquiers.

C'est ainsi que les masses, en chassant Giscard, ont remporté cette victoire contre les capitalistes et les banquiers dont Giscard était le représentant. C'est ainsi que le respect de la souveraineté populaire exige que les capitalistes et les banquiers, les hauts fonctionnaires mis en place par le régime soient chassés du pouvoir, avec Giscard.

C'est un fait : les leviers de commande de l'Etat restent aux mains de représentants du capital, tandis que sous la haute direction du CNPF (1), devenu le véritable état-major politique de la bourgeoisie, est organisée la plus intense spéculation, qui, avec la fuite des capitaux se conjuguant à la crise



économique, crée le terrain des regroupements politiques, organisés par les capitalistes et les bourgeois contre Mitterrand.

Au-delà des insolences renouvelées et des précautions littéraires se dégage ce qui était déjà dessiné fortement avec la chute de Giscard : on n'apaisera pas la bourgeoisie et son état-major politique, le CNPF, parce que les capitalistes et les banquiers sont conscients de ce que les masses laborieuses exigeront de mesures remédiant réellement à une situation qui se détériore chaque jour davantage, de ce que les masses laborieuses et la jeunesse attendent du gouvernement des actes audacieux contre les banquiers et les capitalistes.

Et c'est là que se pose la question centrale qui va dominer toute la marche des événements qui s'annoncent. Pourra-t-on contrer les manœuvres des capitalistes et des banquiers, qui, répétons-le, contrôlent tous les leviers de commande de l'Etat, sans prendre les mesures nécessaires pour déjouer toutes les tentatives de la réaction, pour mettre à l'abri de toutes les attaques de la réaction la souveraineté du peuple telle qu'elle s'est exprimée les 10 mai, 14 et 21 juin (2) ? L'histoire enseigne que les situations d'« état de grâce » ne durent jamais bien longtemps.

Une situation précaire

Deux ordres de facteurs expliquent la précarité de telles situations : d'une part, les classes dominantes, effrayées par l'ampleur de la défaite qu'elles ont subie, qui a conduit à la dislocation de leur représentation politique, entreprennent nécessairement de se réorganiser politiquement contre les classes exploitées. D'autre part, celles-ci, bien qu'ayant infligé une première et sévère défaite aux classes dominantes, n'ont pas encore tiré toutes les déductions de la nouvelle situation, dont la bourgeoisie, elle, a parfaitement conscience. A cette étape, les classes exploitées donnent toute leur confiance au gouvernement qu'elles ont investi à la suite de la défaite qu'elles ont infligée aux classes dominantes.

Appelons les choses par leur nom : une telle situation est toujours grosse des plus grands affrontements entre les classes. Une telle situation grosse des plus grands conflits révolutionnaires ne peut être maîtrisée par des compromis qui n'ont que l'apparence de la sagesse, par des accords simulés, alors que les opinions, les intérêts et les buts ne peuvent conduire qu'à des affrontements.

Une telle conclusion qui relève d'un examen rigoureux et objectif de la situation appelle à soulever la question de la place des institutions de la V^e République. Michel Rocard (3), qui, chacun le sait, est doué en politique de ce sixième sens, partagé d'ailleurs par Crépeau (4),

qui les conduisait il n'y a pas si longtemps à miser sur la défaite de Mitterrand aux élections, vient d'être interviewé par France-Soir : « Si la France tient debout maintenant a-t-il déclaré, la Constitution de la V^e République, que je n'ai pas votée parce que je la trouvais peu démocratique, n'y est pas pour rien : la pratique constitutionnelle a besoin d'être démocratisée, mais toute l'action des socialistes s'inscrit dans l'équilibre stable des pouvoirs qu'elle est en mesure d'assurer. »

Autrement dit, selon Rocard, une Constitution et des institutions jugées, à juste titre, « peu démocratiques », deviendraient des instruments pour assurer les aspirations démocratiques du peuple français ! Encore une fois, l'histoire enseigne tout le contraire : jamais et dans aucun pays, des Constitutions et des institutions forgées à des fins réactionnaires n'ont pu servir à d'autres fins que celles pour lesquelles les classes dominantes les ont édifiées.

Il en est de même de l'Etat bourgeois, que les Constitutions enveloppent de leurs formes juridiques. Jamais et dans aucun pays, l'Etat bourgeois n'a pu fonctionner contre la bourgeoisie.

A propos des institutions

Il est d'ores et déjà visible, bien qu'encore en filigrane, que la bourgeoisie comme classe ne peut considérer Mitterrand au même titre que de Gaulle, Pompidou ou Giscard (5). Certes, la bourgeoisie comme classe estime pour le moment qu'il n'y a pas d'autre gouvernement possible que le gouvernement Mitterrand ; mais pour elle, ce gouvernement restera marqué de la tache indélébile qui a présidé à sa constitution : la défaite politique que les masses laborieuses lui ont infligée en chassant son représentant direct Giscard.

Il faudra revenir sur ces questions qui, dans les semaines et les mois qui viennent, vont trouver leur expression dans les formidables événements qui se préparent. Revenons à l'interview de Rocard. Que cherche-t-il à prouver ? L'absolue nécessité pour lui de rattacher à toute force l'ancien au nouveau pour sauver les apparences. Précisons : toute la politique de Rocard, depuis 1978, misait sur la défaite de Mitterrand. Peu importe, bien qu'il faille en tenir compte, les ambitions et calculs personnels, la psychologie, etc.

La signification concrète d'une telle politique résidait dans le fait qu'elle ne pouvait aboutir qu'à conforter Giscard pour préserver la Constitution « peu démocratique » (antidémocratique) de la V^e République et ses institutions. Les événements, c'est-à-dire les masses laborieuses par leur vote, en ont décidé autrement. Pour le présent, Rocard cherche à faire admettre que Mitterrand étant parvenu au pouvoir par les moyens légaux, la France pourrait par-

venir à passer par « une pratique constitutionnelle démocratisée » de l'ancien régime à un nouveau régime.

En quelque sorte, Rocard signifie que ministre de Mitterrand, il est avant tout et surtout ministre de la V^e République, cela pour tenter de faire du mouvement des masses qui a chassé Giscard un simple épisode n'aboutissant qu'à une banale réforme. La lutte des classes, et en premier lieu la farouche volonté de la bourgeoisie de reprendre le contrôle de son Etat bourgeois, ne peut que faire échouer ce calcul. Il n'est au pouvoir de personne, encore moins au pouvoir de Rocard, de modifier le contenu de ce mouvement des masses en cherchant « institutionnellement » à raccorder d'un trait son ministère aux temps anciens du gouvernement Giscard-Barre !

Le profond mouvement qui a chassé Giscard ne peut se laisser transformer « institutionnellement » en un incident. Mitterrand a-t-il été élu président dans le cadre des institutions antidémocratiques et antipopulaires de la V^e République ? Ou bien a-t-il été élu, dans ce cadre, parce que les masses laborieuses et la jeunesse ont voulu, en chassant Giscard, soulever la question de nouvelles institutions conformes à leurs aspirations ?

Les masses laborieuses veulent-elles que soient entrepris tous les actes commandés par toute la situation, actes qui exigent que soient franchies les limites que Rocard voudrait leur imposer ?

Ces questions soulèvent en dernière analyse la contradiction qui doit être résolue dans un sens ou dans l'autre : l'intérêt du mouvement des masses qui a chassé Giscard et porté Mitterrand au pouvoir n'est pas celui de la bourgeoisie, ni des institutions antidémocratiques qui fondent le pouvoir des capitalistes et des banquiers.

Pierre Lambert

(1) En janvier 1977, les hausses imposées par le FMI ont provoqué les émeutes du Caire, qui ont contraint Sadate à annuler totalement les hausses.

(2) *Al Bayane* du 20 juin donne la liste de tous les secteurs en grève.

(3) *Informations ouvrières*, 11-18 juillet 1981.

(4) *Jeune Afrique*, 8 juillet 1981.

(5) *Le Matin du Sahara*, 4 juillet 1981.

(6) République arabe sahraouie démocratique.

(7) *Le Monde*, 8 juillet 1981.

(8) *Le Nouvel Observateur*, 18 juillet 1981.

(1) CNPF, Confédération nationale du patronat français, l'organisation « professionnelle » de la bourgeoisie.

(2) Respectivement le second tour de l'élection présidentielle et les deux tours des législatives de cette année.

(3) L'un des dirigeants du Parti socialiste.

(4) Dirigeant du parti bourgeois des « radicaux de gauche ». Sa présence au gouvernement et celle du gaulliste Jobert, ainsi que la place qu'y occupent les représentants du PCF confèrent au gouvernement Mitterrand-Mauroy les contours d'un gouvernement de type « front populaire ».

(5) Les trois premiers présidents de la V^e République.

La crise du PC espagnol

Qui sème le vent récolte la

En juillet dernier, s'est tenu le X^e Congrès du Parti communiste espagnol. Toute proportion gardée, il était comparable, par la crise qu'il traverse, au congrès du parti stalinien polonais. Santiago Carrillo a réussi tant bien que mal à faire approuver son rapport et à faire élire le comité central avec 30 % de délégués contre. La décomposition du PCE revêt une importance fondamentale pour l'avenir du mouvement ouvrier espagnol, car il s'agit là de l'appareil contre-révolutionnaire qui a, dans les rangs de la classe ouvrière, collaboré avec le plus d'ardeur au sauvetage de la monarchie, au plan d'austérité et à l'oppression des peuples. Le débat instauré dans la gauche espagnole ne s'attache déjà plus à l'avenir et à la dynamique du PCE, mais à ceux de ses tendances centrifuges. Les articles qui suivent ont été rédigés par les camarades Enrique Sender et Raul Gomez, respectivement secrétaires généraux du PST et du POSI. Ce sont les organisations trotskystes affiliées au Comité international et actuellement en voie d'unification.



Santiago Carrillo : le secrétaire général d'un PC divisé.

Décadence, banqueroute et faillite

Il n'était pas nécessaire d'attendre le X^e Congrès du Parti communiste espagnol pour se rendre compte du fractionnement en tendances qui y existe. En mars, par exemple, s'était tenu le congrès du PSUC, la branche catalane du PCE. C'est alors que les secteurs « durs » et « stalinien » l'ont emporté sur les « eurocommunistes », provoquant un véritable scandale politique. Toute la bourgeoisie a chargé Carrillo de mettre un terme à cette « barbarie ».

Carrillo s'y est consacré corps et âme. Par des menaces, des pressions et quelques expulsions, il a paru apaiser le feu. Mais à peine commençait-il à se reposer de l'effort fourni à Barcelone, qu'il lui a fallu prendre l'avion pour Bilbao où le EPK, Parti communiste d'Euskadi, par le biais de Roberto Letxundi, un « eurocommuniste » rénovateur, faisait les yeux doux à l'Euskadiko Ezkerra, coalition liée à l'ETApm. Carrillo n'a pas réussi à convaincre sa filiale basque, qui décidait d'exiger la fédéralisation du parti et l'autonomie des différentes régions et nationalités.

Et à cette défaite en a succédé une autre, mais cette fois en Andalousie, où le secrétaire général, le fidèle Fernando Soto, devait céder sous la pression des différentes tendances.

Très rapidement, des déchirements ont atteint l'appareil central lui-même. Eugenio Triana, du secrétariat, a quitté

le parti parce qu'il était, selon ses dires, en désaccord avec le manque d'attention témoignée envers le secteur des professions libérales. Le brillant intellectuel Ramon Tamames, membre du comité exécutif et premier adjoint au maire de Madrid, a, lui aussi, pris part à l'offensive en dénonçant la dictature personnelle de Carrillo et l'impossibilité de réformer le parti. Le légendaire curé *Paco*, Francisco Garcia Salve, un ancien prêtre qui a organisé les Commissions ouvrières et était membre du comité central, a été exclu pour son ardeur promoscovite.

Le congrès de la Confédération des Commissions ouvrières allait donner la preuve suivante. La direction communiste du syndicat a dû affronter une opposition... celle du PCE lui-même. Un fait insolite et digne du POUP.

De sorte que pendant ces derniers mois et au cours du X^e Congrès, c'est un PCE divisé qui est apparu : la division existant non seulement entre les diverses organisations régionales et nationales, mais aussi entre différents secteurs (ouvriers contre membres des professions libérales), et qui s'exprime de plus par des courants et des tendances.

Ce qui se profile derrière ces faits, c'est le recul qualitatif de l'influence du PCE sur les masses. La crise du PCE, c'est la crise de ses rapports avec les masses.

Ce parti n'a plus rien à voir avec ce qu'il était à la mort de Franco : il a perdu l'hégémonie qu'il avait sur le mouvement ouvrier en 1978, au moment des premières élections syndicales, et le rôle prépondérant qu'il conservait dans les luttes des nationalités, des quartiers, de la jeunesse, du mouvement étudiant, des femmes, etc. Les élections partielles de l'année dernière

ont marqué pour le PCE un profond recul en Catalogne et au Pays Basque et l'ont transformé en une minorité extraparlamentaire.

Il faut chercher la cause dans sa politique

Carrillo veut nier l'évidence de ce brusque changement de l'influence du PCE sur les masses en l'attribuant à la différence qui existe entre les luttes sous Franco et celles d'aujourd'hui. Dès que les partis et les syndicats ont été légalisés, ils connurent une participation massive et le PCE vit surgir des « concurrents » qu'il n'avait pas auparavant, comme le PSOE par exemple.

Par cet argument, le PCE tente de masquer la réalité : la perte de sa propre influence qui s'est plusieurs fois vérifiée dans la tendance à une participation décroissante à ses meetings, manifestations, et dans la baisse de ses effectifs militants. Le problème ne réside pas dans l'apparition d'un PSOE et d'une UGT (1) de masses, mais dans l'effritement de la force même du PCE et des Commissions ouvrières, ce qui explique d'ailleurs, en dernière analyse, la croissance du PSOE et de l'UGT.

L'appareil et différents secteurs, y compris les opposants, ne cessent de répéter l'explication typiquement bureaucratique selon laquelle c'est la base qui en serait responsable.

« Si nous n'avons pas progressé, c'est parce que le mouvement ouvrier est conservateur et ne veut pas de changement. », a affirmé Carrillo dans son rapport au X^e Congrès. C'est à l'opposé de la vérité. Le mouvement ouvrier n'a subi aucune défaite écrasante de la part de la bourgeoisie et qui puisse l'enfoncer dans le conservatisme.

Il a voulu et veut encore des changements que le PCE et la social-démocratie lui interdisent. Il a voulu des grèves générales que le PCE a empêchées.

La responsabilité en incombe clairement ici aux dirigeants et non à la base. Les travailleurs qui ont cherché dans le PCE une voie pour le changement se sont heurtés à sa politique de frein, à son refus de tout changement, au spectacle stérile de manifestations isolées et ridicules et à son appui permanent aux chefs du régime.

L'affreux « conservateur » de l'histoire, ce n'est pas le mouvement ouvrier, mais le PCE. C'est pour cela que des milliers d'ouvriers s'en sont écartés. La raison évidente de sa crise réside dans sa ligne politique contre-révolutionnaire qui l'a éloigné des larges secteurs de masse.

Le Père, le Fils, le Saint-Esprit : un seul Dieu

La politique du PCE est de soutenir la Sainte-Trinité du régime post-franquiste : l'appui au roi (le Père), au plan d'austérité (le Fils) et au centralisme qui opprime les peuples (le Saint-Esprit). Ces trois appuis ne constituent qu'une seule politique contre-révolutionnaire, d'unité nationale. La même que soutiennent tous les PC européens, y compris la France où leur candidat n'était pas Mitterrand mais Giscard.

Le rapport de Carrillo a cependant affirmé que nous nous trompions tous. Quand, au milieu des années 1970, on nous parlait de « rupture démocratique » et même de République, nous comprenions mal : il s'agissait d'une « réforme en profondeur » et pas d'un changement radical. « Parfois, on con-

fond le concept de rupture démocratique avec celui de la transformation radicale de l'appareil d'Etat. »

Indépendamment de ce que nous pensions de ces formules et des plans du PCE quand il parlait de « rupture », une chose est sûre : dans ce pays, la rupture avec le franquisme signifiait en finir avec la dictature, avec l'Armée du 18 juillet (2), avec la monarchie héritière du franquisme et avec le Mouvement national, ce qui signifiait par extension, la République, les libertés, la possibilité pour les peuples de disposer d'eux-mêmes, la terre, l'augmentation des salaires et l'emploi.

Carrillo peut bien penser que nous, travailleurs et combattants contre le franquisme, nous nous méprenions en désirant tout cela, cela ne change rien à l'affaire. La réalité, c'est que le PCE a trahi ces aspirations des masses et qu'il est sur une voie opposée.

Il a revêtu les couleurs rouges et jaunes du drapeau de la royauté et a crié *Vive l'Espagne ! Vive le roi !* Par deux fois, il s'est empressé d'empêcher des grèves générales spontanées qui menaçaient de renverser le régime (janvier 1976 à Madrid, février 1977, en réponse au massacre d'Atocha (3)), et une troisième fois, il a obéi à l'exigence du roi de ne pas faire grève : cette fois le 23 février 1981, contre le putsch de Tejero.

La révélation faite au congrès par Carrillo sur le travail politique à l'intérieur de l'armée franquiste est accablante : « Le nouveau pouvoir nous a demandé, à nous les partis démocratiques qui, pendant la dictature, faisons un travail de propagande démocratique dans l'armée, de renoncer à continuer ce travail pour respecter la place de l'armée à l'écart des partis. Et c'est ce que nous avons fait pour jouer franc jeu. » C'est

tempête

par Enrique Sender et Raúl Gomez

de cette armée « à l'écart des partis » qu'ont surgi les Armada, Milans, Tejero et Cie. Pour jouer franc jeu ! Carrillo aurait dû dire plutôt : nous avons passé un pacte avec eux, nous nous refusons à organiser les soldats pour leur propre compte, nous nous inclinons servilement devant leurs chefs et leurs officiers, nous leur cirons les bottes, nous votons pour eux la loi anti-terroriste au Parlement, nous appuyons leur marche vers l'Euskadi (4), et tout cela pour défendre le vieux régime.

La défense de Dieu le Père ne pouvait avoir d'autre conséquence que celle de collaborer au plan d'austérité de la bourgeoisie, particulièrement sévère en Espagne, et avec le centralisme oppresseur.

Comment désorganiser le mouvement ouvrier

S'il y a un secteur dans lequel le PCE était le plus fort, c'était la classe ouvrière. Le contrôle des Commissions ouvrières avait fait de lui le parti ayant le plus de poids chez les travailleurs. Sa collaboration était indispensable à une bourgeoisie mise en échec par la crise impérialiste et la crise spécifique du capitalisme espagnol.

La signature du fameux pacte de la Moncloa en a été la première preuve. Aux côtés du gouvernement Suarez, des autres partis et de l'UGT, le PCE a livré sans contrepartie l'une des majeures conquêtes arrachées à Franco : la négociation collective. Immédiatement, les salaires ont commencé à baisser et le chômage a augmenté à une vitesse vertigineuse.

Les dirigeants patronaux des secteurs en reconversion comme la sidérurgie, l'industrie navale, le textile, etc., trouvent dans le PCE un soutien pour la négociation, entreprise par entreprise, des licenciements et des mises à pied. Cela interdisait à la classe ouvrière d'avancer une réponse d'ensemble et, très vite, la tâche fut rendue plus ardue, quand les Commissions ouvrières — ainsi que l'UGT — laissent les travailleurs licenciés livrés à eux-mêmes, en ne les organisant pas dans le syndicat et en ne formulant aucune politique ouvrière à leur égard.

En 1980, le syndicat patronal, CEOE, a signé avec l'UGT un autre pacte social du même type, appelé Accord cadre interconfédéral (AMI). Les Commissions ouvrières restèrent en marge. C'était pourtant l'occasion d'organiser la lutte conjointe et de faire revivre les lauriers du syndicat de la lutte anti-franquiste. Ils engagèrent au contraire certains secteurs dans une tactique d'usure, par le biais de luttes partielles et sans axe, en se refusant à unifier les conflits. Ils ruinèrent ainsi la combativité des travailleurs et amenèrent à de sérieuses défaites par la signature de conventions du travail, similaires ou pires encore que celles de l'AMI. C'est pourquoi, dès lors, le mouvement ouvrier a associé les Commissions ouvrières à la lutte désorganisée et aux défaites partielles.

Finalement, en 1981, les Commissions ouvrières, après le *putsch* de février, s'associèrent au scandaleux pacte tri-partite gouvernement-employeurs-syndicats, l'ANE, qui fut baptisé Accord national contre l'emploi. Pour la première fois, les syndicats espagnols se sont engagés, par anticipation, à accepter des augmentations de salaires inférieures à l'accroissement du coût de la vie.

Le « franc jeu » envers le roi, l'armée, les gouvernements et la bourgeoisie exigeait forcément aussi que le PCE abandonne les revendications des peuples opprimés et se convertisse en agent du centralisme.

C'est en Euskadi, en particulier, que le PCE s'est « mis en avant » pour remplir ce rôle, mettant en œuvre des campagnes contre l'ETA et encourageant activement la division entre le peuple basque et le prolétariat du reste de l'Etat espagnol.

En Catalogne, il a soutenu et participé au premier gouvernement de la Generalitat, le gouvernement Tarradellas, pantin de Suarez, pour couper court à la revendication nationale du peuple catalan.

En Galice, après de nombreuses hésitations, il a soutenu et appelé à voter le statut des « caciques », qui fermait toute issue à la souveraineté nationale.

Qui sème le vent récolte la tempête

Toute cette politique porte un nom et a une signification : l'unité nationale.

Les moyens qu'adoptent les appareils ouvriers réformistes et contre-révolutionnaires pour dévier les luttes et sauver les capitalistes sont nombreux. En France, par exemple, la social-démocratie, après avoir beaucoup hésité, a adopté le *front populaire*, à cause de la crise des partis bourgeois et des institutions de l'Etat qui rendent difficile une défense efficace du régime face aux masses. Le PC français, en revanche, voulait l'unité nationale, c'est-à-dire la victoire de Giscard qui avait reçu le soutien ouvert du Kremlin. Le vote des masses a défilé Giscard et a amené le *front populaire*, c'est-à-dire le gouvernement Mitterrand, de la social-démocratie et d'un secteur minoritaire de la bourgeoisie, devant lequel le PC français fortement désavoué a été obligé de se plier et dans lequel il participe avec quatre ministres. En France, ce sera donc le *front populaire* qui tentera de dévier les masses de leur lutte indépendante et révolutionnaire.

En revanche, en Espagne, cela a été et demeure la politique d'unité nationale, formulée par le PCE comme un « gouvernement de concentration nationale », et par le PSOE comme un « cabinet de coalition ». Le régime a rejeté ces formules, mais elles fonctionnent bien dans la pratique, puisque les décisions les plus importantes du gouvernement dirigées contre le mouvement ouvrier et les peuples ont reçu l'aval des partis ouvriers parlementaires, se traduisant par des consensus, des pactes, des appuis et très généralement par des votes publics de la part de ces derniers.

Le Parti communiste espagnol a joué le rôle que le stalinisme avait déjà rempli en Italie et en France, à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, quand ceux-ci proclamèrent l'unité nationale avec les bourgeoisies réduites en miettes pour les sauver à tout prix, en empêchant que le socialisme ne triomphe dans ces pays, car tel était le pacte que leurs maîtres avaient contracté à Yalta et à Potsdam. Mais d'une façon plus grave en Espagne, où ils sont devenus la colonne vertébrale du grotesque et monstrueux régime franquiste en décomposition, avec son roi héritier du franquisme, son amie du 18 juillet, ses chefs du Mouvement national élevés au rang de présidents, ses « réformes autonomistes » et ses pactes sociaux.

Le PCE a semé la politique du « franc jeu » et il récolte la crise : qui sème le vent récolte la tempête !

Enrique Sender et Raul Gomez

(1) UGT, Union générale des travailleurs ; c'est la centrale syndicale dirigée par le PSOE.

(2) Le 18 juillet 1936, date à laquelle, par le soulèvement de Franco contre la République, la guerre civile espagnole a commencé.

(3) Le crime d'Atocha fut le massacre d'avocats du PCE, tués par balles dans leur cabinet de la rue Atocha à Madrid par une bande fasciste.

(4) En mars 1981, avec l'appui du PCE, l'armée est entrée et a stationné dans les provinces basques « pour rendre imperméable » la frontière avec la France. Franco n'avait jamais osé prendre une mesure de cette envergure contre l'ETA et le peuple basque.

Les falsifications d'un bonaparte

Au sein des différents courants, Carrillo est resté le bonaparte qu'il est : ouvrier vis-à-vis des « euro-communistes » et « eurocommuniste » face aux « pro-soviétiques ». Et au centre de son action, il conserve les méthodes qui lui sont si chères, celles d'un vieux militant de l'appareil du Komintern, celles-là mêmes qui servirent à liquider l'aile gauche du socialisme pour la subordonner à Moscou.

Les « rénovateurs » avaient inscrit sur leur bannière la reconnaissance des tendances et des fractions, cherchant ainsi une impossible « démocratisation » du PCE. Carrillo, pour s'y opposer, dut recourir une fois de plus à la falsification de l'histoire. Dans son rapport, il a affirmé : « Lénine lui-même avait proposé d'interdire les fractions au X^e Congrès du parti. A partir de 1917, le Parti bolchevique était le regroupement de plusieurs partis et fractions aux origines et aux histoires différentes — trotskystes, SR, mencheviques, bogdanovistes... — qui s'étaient unis à la veille ou au cours de la révolution. »

Carrillo, afin de justifier le fait que son parti soit bureaucratique, est obligé de mentir effrontément sur ce qu'a été l'histoire et la tradition du mouvement ouvrier révolutionnaire. Les fractions n'ont pas été interdites pour imposer le monolithisme du parti. Cela n'a jamais été la conception de Lénine. Les fractions furent interdites au X^e Congrès dans une situation qui

était exceptionnelle et comme mesure transitoire face au blocus international, à la famine, à la guerre civile et aux premières étapes de la NEP. Et c'est Lénine lui-même qui insista plus tard sur la nécessité d'éliminer cette mesure comme moyen de combattre les tendances bureaucratiques. Dans l'histoire du Parti bolchevique, les exemples de lutte fractionnelle ne manquent pas : en 1906, sur la question agraire, entre Lénine et Staline ; en 1907, sur la question du boycott de la III^e Douma et le liquidationnisme ; en 1914, sur les questions du regroupement international et sur l'autodétermination nationale (Boukharine contre Lénine) ; en février 1917, sur la question décisive concernant le caractère de la révolution et sur la paix de Brest-Litovsk.

Mais Carrillo doit cacher tout cela, car le PCE en tant que parti bureaucratique est lié à la négation du bolchevisme tant sur le plan politique qu'organisationnel, et, en aucun cas, il ne peut se permettre d'impulser un large débat démocratique qui remettrait en cause toute son orientation de défense de l'ordre établi. L'appareil bureaucratique en crise du PCE ne peut même pas se permettre d'intégrer à ses structures l'apparence de démocratie telle qu'elle existe au sein de la social-démocratie, où tout le monde participe à la discussion, mais où seule la direction prend les décisions.

E.S. et R.G.

Où vont tous ces courants ?

L'un des éléments les plus criants de la crise du PCE est l'apparition de divers courants. Tout parti en crise est écartelé et chaque secteur de l'appareil tente de se mettre à couvert, d'échapper aux flammes ou de réorienter sa politique à venir. Tel est le spectacle qu'offre actuellement le PCE.

Trois ou quatre idées diffuses et une bataille centrée sur les questions organisationnelles : voilà la caractéristique que présentent tous les courants. Nous ne pouvons absolument pas sous-estimer leur apparition. Des centaines de militants ouvriers y cherchent une réponse.

C'est, n'en doutons pas, une recherche honnête et qui se situe du point de vue de la classe ouvrière. C'est justement pour cela que nous ne pouvons pas échapper à la responsabilité de définir avec clarté le contenu et la direction de ces courants.

Caractériser politiquement

Il est extrêmement dangereux de nous laisser guider par les manœuvres des luttes fractionnelles. Nous devons considérer les réponses que chacun d'eux apporte aux problèmes politiques cruciaux qui sont posés.

Bien sûr, les termes utilisés par les so-disant « social-démocrates » d'une part et par les « pro-soviétiques » de l'autre sont totalement différents. Tandis que, pour les premiers, l'objectif est « d'en finir avec le marxisme-léninisme et tout son système idéologique et conceptuel sur l'Etat, la révolution et le socialisme » (Jordi Borja, *La Calle* n° 177), pour les autres, « c'est la lutte pour l'internationalisme prolétarien, l'unité du mouvement communiste et l'action de la classe ouvrière, en étroite collaboration avec les pays socialistes ».

Entre ces deux pôles, on peut trouver tous les types de variantes et d'interprétations. C'est pourquoi il est nécessaire de les passer au crible des faits et des politiques qu'ils avancent.

Premièrement : ils s'affrontent dans une bataille organisationnelle qui, en définitive, ne remet nullement en cause la ligne néfaste de Carrillo. Quand au congrès du PSUC, si le retrait du terme eurocommunisme y a été imposé, aucune action politique indépendante n'a surgi. Les « eurocommunistes rénovateurs », avec leur devise « pour démocratiser la société, il faut démocratiser le parti », ont centré leur action sur la lutte organisationnelle (fédéralisme, éligibilité, remplacement de Carrillo, etc.), mais ils ont réaffirmé l'essentiel de la politique de Carrillo : ils ne se sont pas opposés aux rapports officiels présentés au X^e Congrès.

Deuxièmement : tous sont d'accord avec la politique d'union nationale. Les secteurs les plus « staliniens » parlent

quelquefois d'unité de la gauche, mais tous acquiescent à la politique de concentration démocratique et au maintien de la monarchie. Dans une commission du PSUC, le mot d'ordre de république avait été avancé, mais il fut ensuite retiré en session plénière. Le centre de la politique de l'exécutif n'a été remis en question par personne.

Troisièmement : tous sont d'accord avec la politique patronale d'austérité. C'est sur ce terrain, où elle a le plus d'impact, que l'on peut apprécier le véritable caractère du courant « pro-soviétique ». En prenant une position formelle contre l'AMI, ils ont appelé à des mobilisations intermittentes, pour finalement gaspiller l'énergie des travailleurs dans de petites luttes limitées et inutiles. Aujourd'hui, ils font des déclarations ampoulées contre l'ANE et des votes aux congrès, mais ils maintiennent leur refus total de prendre les moindres mesures pratiques de lutte et bloquent les secteurs de base qui tentent de mettre en œuvre une opposition plus conséquente. Ils se sont contentés d'être la version gauche de la politique de la direction.

Quatrièmement : c'est la Pologne qui est l'élément central pour définir le caractère de tous les courants. Dans les thèses et le rapport officiel, cette question n'occupe pas plus de trois lignes, afin d'éviter toute discussion. Pour Carrillo, « notre lutte est en faveur de la démocratisation des pays de l'Est », c'est-à-dire le plan Kania, sur lequel s'appuie d'ailleurs, comme il l'a montré, toute son orientation pratique vis-à-vis de la solidarité envers la révolution polonaise, en affirmant qu'elle n'était pas opportune dans la mesure où elle empêchait l'accord entre le POUP et Solidarité. Les « pro-soviétiques » sont clairement contre Solidarité et les ouvriers polonais. Finalement, tous les

courants s'unissent contre la révolution politique, contre les luttes du prolétariat polonais.

La fin d'une illusion... de la LCR espagnole

Parallèlement à la crise du PCE, les partis d'extrême gauche souffraient des affres de l'attente, les yeux fixés sur une prétendue « régénération révolutionnaire » du PCE à partir de l'aile « pro-soviétique ».

Cela ne nous étonne pas de la part d'organisations qui acceptent la collaboration de classes, mais quand, parmi ceux qui s'égarent, certains se réclament du trotskysme, c'est que nous nous trouvons face à un grave processus de dégénérescence, qui ouvre toutes grandes les portes à leur liquidation politique comme organisation trotskyste. Nous faisons ici référence à la Ligue communiste révolutionnaire espagnole, membre du Secrétariat unifié international. Ils sont passés de leur croyance antérieure dans le caractère progressiste de l'eurocommunisme à la défense des « pro-soviétiques ». Ainsi, dans un article sans ambages paru dans le *Diario de Barcelona* du 8 août et intitulé « La fin d'une illusion », rédigé par Joan Font, membre du comité exécutif de la LCR, on trouve ce qui suit :

« Ce courant (les « pro-soviétiques » ou « oppositionnels de gauche ») s'oriente vers la recherche d'une politique indépendante de la classe ouvrière, rejetant justement la subordination aux pactes avec la bourgeoisie et qui ont été une constante dans la politique du PCE (...). Il représente le véritable élément rénovateur au sein du PCE, dans la mesure même où il reflète des éléments très importants de conscience ouvrière (...). Nous ne partageons pas certaines des positions de ce courant, nous avons une tradition politique différente, mais nous sommes pleinement solidaires de leur bataille pour trouver un chemin au service de la lutte pour la révolution et le changement social. »

Il est possible que le lecteur n'en croie pas ses yeux, mais c'est pourtant ainsi. Confondre l'esprit de la base ouvrière du PSUC ou du PCE, qui sympathise avec les « pro-soviétiques », et la caractérisation que ce courant se dirige vers l'indépendance de classe est une monstrueuse aberration. Ce courant et sa direction se situent pleinement sur le terrain de la collaboration de classes, sur celui de l'invasion de la Pologne et en défense de la politique de coexistence pacifique de l'URSS. En Espagne, il ne

(suite page 12)

Irlande

Où vont
tous ces courants ?

(suite de la page 11)

objet pas d'une manière catégorique la ligne de la direction du PCE. Quelle position pratique les Clemente, Espuny, Fernandez ou Fidel Alonso ont-ils assumée face aux questions fondamentales de la lutte de classes ? Quelle a été leur attitude pratique — pas en paroles — contre le régime, contre le rôle de l'homme de paille de la monarchie joué par le PCE, contre le pacte de la Moncloa ou l'ANE ? Le camarade Font pense-t-il que la ligne suivie par ces dirigeants dans les conflits ouvriers de ces dernières années se situe en rupture avec les pactes de Carrillo ? Ils ont été, comme nous l'avons dit précédemment, à version gauche, démagogique, d'une politique au service de l'alliance avec la bourgeoisie.

L'ex-trotskyste Font arrive à limiter les différences qui existent entre le stalinisme et le trotskysme à des « traditions historiques différentes » et à « quelques divergences ». C'est peut-être là ce qui épare Font du stalinisme. Mais le trotskysme et le stalinisme sont séparés par le fossé qui existe entre la révolution et la contre-révolution.

Le PCE constitue un bon exemple de ce que le processus de l'« eurocommunisme » ne constitue pas autre chose que la crise et la rupture du stalinisme, provoquée par sa politique de défense du régime bourgeois en crise. Curieusement, Mandel a commencé par défendre les « eurocommunistes » et, aujourd'hui, son disciple Font défend l'aile opposée. Nous, nous pensons que sur le fond aucune aile ne rompt avec la politique stalinienne.

Il ne faut pas confondre l'élan qui pousse de nombreux militants du PCE et des Commissions ouvrières à collaborer et à participer avec les « Afghans » en pensant qu'ils sont en faveur d'une issue de classe (ce pourquoi nous avons l'obligation de soutenir leur progression politique), avec la direction, en lui donnant à cause de cela un caractère progressiste et révolutionnaire, alors qu'elle nous a déjà démontré le contraire.

Construire la section unifiée
de la « IV^e Internationale
Comité international »

La crise du PCE ouvre une nouvelle situation dans le mouvement ouvrier. Cela provoque tout d'abord une désorganisation et une certaine confusion, mais en même temps cela permet à la classe ouvrière de se dégager du principal étai qui l'enserme pour son action indépendante.

C'est par milliers que les travailleurs identifiaient le PCE à l'issue révolutionnaire. Comme nous le disaient récemment un vieux militant communiste des années 1930 : « Nous avons rejoint le PCE parce qu'il représentait la révolution d'Octobre. Quand ils ont commencé à retirer les portraits de Staline, nous pensions que nous allions perdre le contenu révolutionnaire. Aujourd'hui, n'ayant discuté avec vous, nous voyons que le PCE, que le stalinisme, ont été le contraire de ce que nous voulions faire. Vous avons dû payer le prix d'une longue et douloureuse expérience, mais nous sommes disposés à continuer la lutte à vos côtés pour un parti révolutionnaire. »

D'autres générations qui se sont formées au feu de la lutte contre la dictature cherchent elles aussi une issue. Nos partis, le PST et le POSI, ont devant eux l'immense responsabilité de faire avancer politiquement ces secteurs vers la IV^e Internationale, vers le trotskysme. Ils ont également pour cela la responsabilité de délimiter clairement le caractère de ces différents courants, sans mettre leur confiance dans des directions qui cherchent à engager dans une nouvelle impasse la classe ouvrière.

Dans le même temps, ouverts à la discussion et à la pratique communes, nous avançons vers notre unification sur la base des principes, qui rendra possible la construction d'un parti capable d'intervenir dans la crise du stalinisme, mais surtout capable de répondre dans le mouvement des masses à la politique et collaboration de classes du stalinisme et de la social-démocratie.

Enrique Sender et Raúl Gomez

Pour sauver la vie des prisonniers

De nouveaux grévistes de la faim, prisonniers de l'impérialisme britannique, sont morts dans les Blocs H sans que Margaret Thatcher cède.

Cependant, le peuple irlandais n'a cessé de démontrer sa volonté d'agir pour sauver les vies des prisonniers. Et bien sûr, l'héroïsme des prisonniers, la combativité du peuple irlandais et les développements croissants de la lutte des classes en Angleterre, les explosions de révolte dans les villes britanniques peuvent en définitive arracher la victoire finale.

Mais en attendant, le prix payé est très élevé.

Il n'est pas étonnant que les partis de l'Etat libre (1) et que le SDLP (2) n'aient pas levé le petit doigt pour les prisonniers. Tous se sont opposés à la revendication du statut politique.

L'ambassadeur de Grande-Bretagne est toujours à Dublin. On continue à dépenser des centaines de millions pour collaborer avec les forces de Thatcher dans le Nord.

Les assurances de Haughey, le précédent Premier ministre, envers les premiers grévistes de la faim l'ont rendu tout particulièrement complice des mensonges de Thatcher. Le dirigeant social-démocrate, Frank Cluskey, était encore plus virulent dans ses attaques contre les prisonniers. Fitzgerald (le Premier ministre en exercice) a refusé de soutenir les revendications des prisonniers.

Le Irish Congress of Trade Unions (Confédération syndicale) a lancé un appel aux prisonniers pour qu'ils renoncent, en cessant inconditionnellement la grève de la faim. C'était aussi la position essentielle de la Federated Workers Union of Ireland. Il a fallu quatre morts pour que le Irish Transport et le General Worker's Union modifient leur position de « soutien à l'établissement de réformes dans le contexte général des prisons » en « soutien aux cinq revendications sur des bases humanitaires ».

Le General and Transport Worker's Union d'Irlande se réfugie simplement derrière la politique de la confédération syndicale. En dépit du fait que des centaines de milliers de syndicalistes ont mené des actions dans les entreprises, les dirigeants syndicaux se refusent à adopter une position officielle, alors qu'ils ont le pouvoir d'obliger les autorités de l'Etat libre à cesser leur collaboration avec le gouvernement de Thatcher.

La première grève de la faim

On ne peut oublier que, douze jours seulement après le début de la première grève de la faim, il y a eu une grève générale d'une demi-journée à Derry. Celle-ci a été rapidement suivie d'arrêts de travail à Waterford, chez les travailleurs du bâtiment à Dublin, à Dundalk, Drogheda, Belfast, etc., aussi bien dans le Sud que dans le Nord.

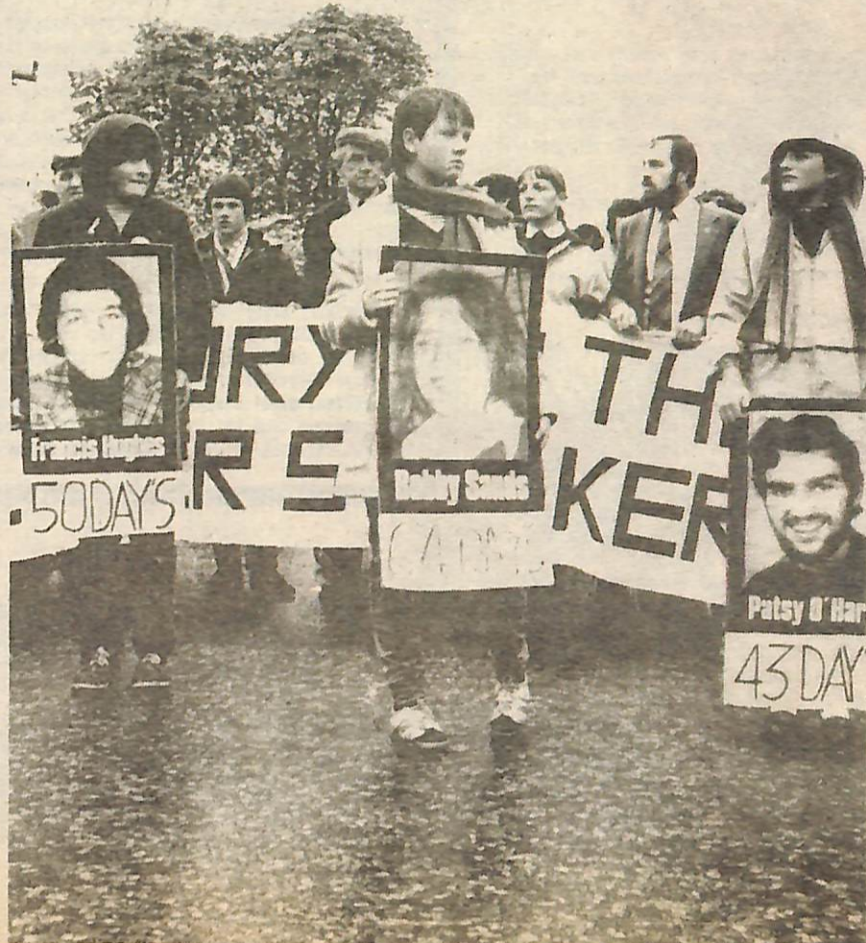
Bien sûr, le mouvement du peuple irlandais est allé croissant jusqu'à la fin de la grève de la faim, le 53^e jour. Cela en dépit du fait que des représentants du National H-Blocs Committee aient défendu l'ambassade britannique lors de la manifestation de 40 000 personnes le 6 décembre.

L'accord

A la conférence qui a suivi au Liberty Hall, Gerry Adams a rendu compte de l'accord. Il a dit que les prisonniers étaient coupés du monde extérieur et n'avaient le droit de lire que le *Irish Independent*, que Sean Mac Kenna étant sur le point de mourir, les Britanniques avaient accordé des concessions substantielles aux cinq revendications. Et maintenant, les autorités étaient en train de revenir sur leurs promesses.

Il était difficile de croire que les dirigeants des prisonniers, à l'intérieur comme à l'extérieur de la prison, pouvaient être aussi naïfs. Les promesses britanniques n'ont jamais été tenues en haute estime en Irlande.

Mais Bobby Sands a apporté une lumière plus grande sur l'accord dans une interview accordée à l'*Irish Times* et



A la veille de la mort de Bobby Sands : le peuple irlandais voulait se mobiliser.

dans une lettre envoyée des Blocs H, dix jours avant sa mort.

De larges négociations ont eu lieu entre Bobby Sands, commandant des prisonniers, les dirigeants des prisonniers républicains et le bureau de l'Irlande du Nord, dit-il. Mais il y avait les garanties de Charles Haughey, Premier ministre de l'Etat du Sud, qui « ont amené à la fin confuse de la première grève de la faim ». Les promesses qui ont été acceptées étaient des promesses de l'Etat libre.

La nouvelle grève de la faim

La fin de la première grève de la faim avait entamé la crédibilité des prisonniers et de leurs dirigeants aux yeux du peuple irlandais. Bobby Sands a repris la grève pour sauver la situation. Les gens de Fermanagh à South Tyrone ont relancé la campagne et fait tout ce qui était possible pour sauver Sands et ses camarades grévistes de la faim.

Mais l'exemple donné par Sands lui-même, exerçant la plus grande pression sur le gouvernement du Sud, n'était pas suivi par le National Committee. La League for a Workers' Republic et le National Trade Union Committee ont proposé que des parents et des délégations venues du Nord siègent en permanence devant Leinster House. Nous avons proposé qu'une manifestation nationale soit organisée. Ces propositions ont été ignorées.

Fergus O'Hare de People's Democracy (3) nous a expliqué que la politique du National Committee était de « laisser la place libre à Haughey pour qu'il s'associe à la campagne ».

La mort de Sands

Le peuple irlandais a été horrifié par la mort de Bobby Sands et saisi de colère face au mépris dont Thatcher a fait preuve envers les aspirations du peuple irlandais. Le National Committee a appelé à la grève dans les 32 comtés pour le jour des obsèques.

Comme l'a expliqué Paddy Logue, président du Comité des Blocs H de Derry, on avait empêché que les masses nationalistes descendent dans la rue, dans le Nord. Près d'un quart de million de personnes ont cessé le travail le jour des obsèques. Cent mille d'entre elles ont participé aux funérailles elles-mêmes. Mais aucune politique à même d'arracher la victoire n'a été mise en

avant. On a dit aux participants aux obsèques de rentrer chez eux en paix et que le Mouvement républicain répondrait « quand il le voudrait et comme il le voudrait ».

La Conférence de Lake Glen

Au moment de la conférence nationale rassemblée à Belfast quelques jours après la mort de Sands, l'élan vers une grève nationale était déjà en partie retombé. Le comité avait retenu des travailleurs de Derry qui voulaient descendre dans la rue après la mort de Sands.

Des militants ont été choqués par le document présenté au congrès par le National Committee, sous le nom de Gerry Adams. La stratégie qu'il avançait pour poursuivre l'action était d'« aller trouver un à un les éléments du Fianna Fail (4) et du SDLP », pour soutenir les revendications des prisonniers. Des actions de grève limitées continueraient au niveau local. Une motion du National Committee à la Conférence appelait à l'« intégration du Fianna Fail et du SDLP dans la campagne ». Dans sa forme originale non amendée, la motion appelait le SDLP et le FF à nommer des personnes pour les coopter dans le Comité national contre les Blocs H. Il n'y avait aucun plan pour entreprendre immédiatement une marche nationale sur Dublin, encore moins pour une mobilisation nationale et une grève générale pour forcer Haughey à cesser de collaborer.

Derry s'oppose

Considérablement applaudi par le congrès, Paddy Logue a décrit le document comme représentant « un pas en arrière et non un pas en avant ». Quand la motion sur le SDLP et le Fianna Fail a été votée, il a fallu compter trois fois pour établir qu'elle l'emportait de quelques voix. Et cela, malgré un débat limité à une intervention pour et une contre. Celui qui est intervenu contre la motion était un militant de la League for a Workers' Republic (section irlandaise de la « IV^e Internationale (Comité international) »).

La LWR a déclaré que ce qui était nécessaire c'était une stratégie qui mène effectivement à la victoire. Si on ne se saisissait pas de la combativité élevée du mouvement de masse alors existante, elle retomberait et d'autres morts pourraient survenir avec de très faibles ripostes de la part du peuple. Il était impossi-

ble de se tourner sans cesse vers les travailleurs en leur demandant d'effectuer des grèves limitées de protestation dont il était clair qu'elles ne permettraient pas de résoudre le problème. Nous avons mis en garde sur le fait que de telles grèves seraient de plus en plus réduites.

C'est au moment précis où la colère était encore puissante que le H-Block Committee aurait dû appeler le peuple irlandais tout entier à cesser le travail dans tout le pays. Pour y arriver effectivement, il fallait commencer par faire démarrer la grève dans les régions où la mobilisation était la plus avancée, en particulier dans les six comtés, et envoyer des piquets de grève sillonner le pays.

Bien que cette politique ait reçu le soutien de la majorité des syndicalistes présents, elle a été minoritaire à la conférence, à cause de l'opposition du Sinn Fein (branche politique du Mouvement républicain) et de People's Democracy.

C'est sans joie aucune que nous disons que nos prédictions ont été confirmées par les faits. Lorsque O'Hara et McCreech sont morts, la riposte n'a guère été qu'une protestation. Le National Committee avait désarmé la campagne.

Les élections

Le H-Block Committee n'a présenté aucun rival sérieux au SDLP dans les six élections locales de comtés. Cela a permis à Hume, le dirigeant de ce parti, de maintenir sa position électorale.

Au moment où ont été annoncées les élections dans l'Etat du Sud, le National Committee a perdu dix précieuses journées à discuter avant d'arriver à une décision. Le Sinn Fein était réticent à présenter des candidats contre Haughey. Bernadette McAliskey et People's Democracy expliquaient que les prisonniers recueilleraient peu de voix dans le Sud. Ils ont voulu présenter des personnalités sur une base participationniste. De tels candidats auraient prétendument rencontré un écho plus large.

Le Irish Republican Socialist Party voulait présenter des prisonniers sur une base participationniste (5). Comme Tony O'Hara purge en prison une courte peine, cela a causé des querelles sans fin.

La LWR a proposé que des prisonniers soient présentés dans toutes les circonscriptions électorales, et qu'en cas de désaccord des prisonniers, des candidats défendant leur combat soient présentés partout sur une base abstentionniste. Nous avons expliqué que même ceux qui n'étaient pas opposés à la participation au Leinster House seraient d'accord pour s'abstenir à cette occasion, afin de permettre la plus grande unité dans la lutte politique contre le gouvernement derrière les prisonniers.

Après les élections

Après les élections, le moral des militants des Blocs H était très élevé. D'énormes possibilités s'ouvraient pour relancer la campagne. Même si on avait laissé passer le moment pour une action de grève, une marche nationale massive était possible et nécessaire sur Leinster House, le siège du Parlement, alors que deux prisonniers venaient d'être élus.

Lors de sa réunion qui a suivi les élections, le National Committee a discuté et rejeté cette proposition. Ils expliquaient que les organisateurs de la campagne se retrouveraient sans le soutien après les élections.

Diplomatie

Le National Committee a consacré toute la période comprise entre les élections et la mort de Joe McDonnell à des réunions avec des autorités religieuses et des partis politiques. La mort de McDonnell n'a été suivie que par une riposte très limitée au Sud et la mobilisation a y compris connu un fort déclin au Nord.

Deux jours avant la mort de McDonnell, le National Committee a diffusé une circulaire sur les actions futures. Le principal événement programmé pour l'Etat du Sud était une marche de la jeunesse en direction de l'immeuble de la télévision officielle à l'occasion du

mariage royal. Les autres grandes actions avaient lieu uniquement au Nord. Aucune référence n'était faite à une campagne pour sauver la vie des prisonniers.

C'est à la direction du Sinn Fein qu'incombe la principale responsabilité de ce refus du National Committee à organiser le peuple irlandais pour combattre pour la vie de Joe McDonnell. Elle a le pouvoir de décider que des actions soient ou non menées. Mais Bernadette McAliskey, People's Democracy et l'IRSP ont continué à participer au National Committee sans rien tenter pour mettre en avant une autre politique. A vrai dire, rien n'indique qu'ils aient été opposés à l'orientation suivie.

Pour une nouvelle conférence

Durant toute cette période, la LWR a fait campagne pour une marche massive à Dublin vers Leinster House et pour un nouvel appel à une conférence nationale des Blocs H. Comme Paddy Bolger, l'un des membres du comité national, l'a admis, seuls 40% des membres de l'actuel National H-Block Committee sont élus. Les autres ont été désignés.

Des travailleurs, malgré les multiples grèves qu'ils ont menées, ne sont pas représentés au Committee. Mais la politique du Committee a surtout été désastreuse pour les prisonniers, et une conférence est devenue nécessaire pour renverser ce cours.

Après la mort de Joe McDonnell, la colère et la frustration des militants des Blocs H a atteint un tel degré que le Committee a dû modifier son attitude et décider une marche massive sur l'ambassade britannique. Cela a rencontré un certain succès et a obligé la police de l'Etat libre à défendre ouvertement et violemment l'ambassadeur britannique.

La faible participation de manifestants venus du Nord permet de se poser des questions sur la détermination des dirigeants à obtenir le plein succès de cette marche.

Une nouvelle initiative est maintenant nécessaire afin de mobiliser le peuple irlandais pour faire ce que Fitzgerald refuse de faire : expulser l'ambassadeur et cesser la collaboration avec le régime meurtrier de Thatcher. Un boycottage massif des installations militaires à la

frontière est nécessaire pour forcer le gouvernement à retirer les patrouilles frontalières.

La collaboration de l'Etat du Sud avec les Britanniques reste le principal obstacle à la victoire. Cette collaboration doit être remise en cause par une large mobilisation contre le gouvernement de l'Etat du Sud. Sinon, des prisonniers mourront encore.

Un bilan de la campagne menée jusqu'à présent, les problèmes de sa direction et la manière de poursuivre exigent qu'une nouvelle conférence nationale des Blocs H soit convoquée avec plein pouvoir de décision. C'est d'ores et déjà devenu une question de vie ou de mort pour les prisonniers.

Article reproduit du *Worker's Republic* n°86, organe de la LWR

(1) L'« Etat libre », c'est la République d'Irlande (le Sud), dont les frontières artificielles ont été dessinées lors de la partition de 1922.

(2) Le « Social-Democratic Labour Party », malgré son nom, n'est pas un parti ouvrier. C'est un parti bourgeois qui influence une fraction de la petite bourgeoisie catholique du Nord, à laquelle il propose une solution dans le cadre du maintien de la domination britannique.

(3) « People's Democracy », organisation liée au Secrétariat unifié.

(4) « Fianna Fail » est l'un des deux grands partis de la bourgeoisie du Sud. Il se réclame de la tradition du nationalisme bourgeois. Il a été fondé par de Valera.

(5) Le « Irish Republican Socialist Party », auquel correspond une branche armée (l'Irish National Liberation Army), est le résultat d'une scission de ce qu'on appelait l'IRA officielle, lorsque celle-ci abandonna complètement le combat contre l'impérialisme et pour l'unité de l'Irlande. Plusieurs militants reliés à l'ISRP sont emprisonnés à Long Kesh et ont pris part aux grèves de la faim.

« Participationniste » veut dire, dans ce cas, prêt à siéger au Parlement d'Irlande du Sud, alors que la position traditionnelle du mouvement républicain était que l'on pouvait participer aux élections mais non prendre part aux travaux de l'une des principales institutions formant la partition.

de la frontière, pour la victoire du combat des prisonniers, aucune initiative de cette sorte n'a été prise par le National Committee ;

3 - Que la décision de la Conférence de Dublin de rendre « ingouvernables les 6 et les 26 comtés » a été effectivement abandonnée par le National Committee, et cela en tournant le dos à l'appel de Bobby Sands : « Les masses qui descendent dans la rue sont nos seuls garants. » ;

4 - Qu'un document est paru juste avant la mort de Joe McDonnell qui ne fait aucunement mention de la lutte pour sauver les grévistes de la faim, mais qui planifie des activités jusqu'au mois de septembre, supposant implicitement qu'il n'existe aucun moyen de sauver leurs vies ;

Le H-Block/Armagh Committee de la région de Wicklow déclare qu'il n'a aucune confiance dans la stratégie de l'actuel National Committee et réclame :

1 - La convocation immédiate d'une nouvelle conférence souveraine, avec pleins pouvoirs pour prendre toute décision et décider de toute action nécessaire pour replacer la campagne sur le chemin de la victoire des cinq revendications et pour sauver la vie des grévistes de la faim.

2 - Le retrait du plan d'action mentionné ci-dessus et sa rediscussion à la conférence.

Adopté à l'unanimité par les délégués des groupes d'action de Arklow, Wicklow, Bray, Kilcoole, Newtownmountkennedy.

Pour la victoire des grévistes de la faim !

Pour la victoire des prisonniers !

Le 15 juillet 1981

Iran

Un entretien avec des Fedayi du peuple

Nous publions une interview de militants iraniens proches de l'organisation des *Fedayi du peuple*, organisation qui s'est forgée dans la lutte contre la dictature sanglante du chah et qui est aujourd'hui l'une des cibles principales de la répression du gouvernement Khomeini.

Bien évidemment, les positions exposées ici par ces militants n'engagent qu'eux-mêmes.

Cette interview nous semble constituer un document important non seulement par les éléments d'information qu'elle apporte mais par les problèmes qu'elle soulève et qui relèvent de la discussion nécessaire au sein de l'avant-garde sur le développement de la révolution en Iran.

Bien évidemment, les positions exposées ici par ces militants n'engagent qu'eux-mêmes, et le fait que nous les reproduisons ne signifie par exemple de notre part aucun soutien à d'éventuelles actions terroristes en Iran.

Tout d'abord, quelle est l'origine de l'organisation des *Fedayi du peuple* qui aujourd'hui s'oppose au gouvernement du Parti républicain islamique et subit une féroce répression ?

L'une des origines de l'organisation des *Fedayi du peuple* se trouve dans la crise connue par le parti Toudeh et en particulier la jeunesse de celui-ci en 1962-1963.

Le parti Toudeh était le Parti communiste d'Iran lié à Moscou. Ce parti, qui avait une grande influence dans les masses, a beaucoup fait pour discréditer le communisme auprès des travailleurs d'Iran, par sa politique de capitulation devant le gouvernement du Chah.

Les militants qui ont alors rompu avec le Toudeh se sont aussi définis par rapport aux débats internationaux qui se développaient alors : ils ont considéré que la politique poursuivie par le parti Toudeh était une politique révisionniste, mais n'ont jamais défini l'URSS elle-même comme un « Etat social-impérialiste ».

Les problèmes relatifs à l'internationalisme prolétarien sont d'ailleurs toujours débattus au sein de l'organisation des *Fedayi du peuple* aujourd'hui.

En 1967, la répression a décimé la première direction qui avait été constituée.

C'est en fait en 1970 que les *Fedayi du peuple* ont été formellement constitués par la fusion des militants dont j'ai rappelé les origines avec d'autres éléments se réclamant du marxisme, mais issus du Front national (l'organisation qui se réclamait de Mossadegh).

En février 1979, les masses renversaient le régime du Chah. Plus de deux ans plus tard, comment appréciez-vous la situation ?

Il faut d'abord revenir sur l'insurrection elle-même. Elle a été préparée par une intense activité des masses travailleuses. La classe ouvrière a été à l'avant-garde de la mobilisation au travers de la grève générale. C'est dans le cours de cette mobilisation qu'ont commencé à se constituer les conseils ouvriers (les shoras) dans les entreprises ; ces conseils que nous définissons comme des « conseils révolutionnaires » par opposition aux « conseils islamiques » contrôlés par le PRI.

Mais le bas niveau de conscience a permis, après le renversement du Chah, la récupération du mouvement par des fractions de la moyenne bourgeoisie et de la petite bourgeoisie se rassemblant autour de Khomeini.

Les cercles de la grande bourgeoisie financière, directement liés aux puissances financières impérialistes, étaient trop associés au régime du Chah.

En fait, ce sont des éléments liés à la bourgeoisie industrielle (se présentant comme « libéraux », par exemple Bazargan qui fut le premier chef de gouvernement choisi par Khomeini) et de la bourgeoisie commerciale et cléricale (dont Behechti, l'un des fondateurs du Parti républicain islamique, est un représentant typique).

La question fondamentale qui se posait était la caractérisation de ce pouvoir, de cet Etat.

Pour les *Fedayi du peuple*, cet Etat était — et reste — un Etat bourgeois.

La contradiction majeure qui se matérialisait alors était la contradiction entre les revendications des masses et le caractère de ce pouvoir.

Les masses attendaient de ce pouvoir qu'il satisfasse les revendications économiques et politiques (droits démocratiques, revendications des minorités



s'est pas interrompu. Les organes nés de l'insurrection de février 1979 n'ont pu être étouffés, la volonté des travailleurs de voir satisfaire leurs revendications, la volonté des minorités opprimées de voir reconnaître les droits nationaux n'ont pas disparu. Mais il y a plusieurs phases.

Entre les premières semaines qui ont suivi l'insurrection et août 1979, il y a eu une montée du mouvement des masses, malgré la répression gouvernementale, malgré l'action contre-révolutionnaire des milices du PRI au Khouzistan, au Kurdistan, et au Turkmenistan en particulier. A partir d'août 1979, on constate un certain déclin : Khomeini et le Parti républicain islamique parviennent, dans une série de cas, à dévoyer le fonctionnement des « shoras », à faire des « comités révolutionnaires » des « conseils ouvriers islamiques », organes d'encadrement des travailleurs au compte du PRI.

Le PRI et les bandes armées s'imposent par la violence, mais en s'appuyant sur le prestige de Khomeini du fait de sa résistance au chah, sur le sentiment anti-impérialiste que le parti islamique canalise à partir de l'affaire des otages.

Aujourd'hui, la base populaire sur laquelle s'appuyait le PRI s'effrite. La terreur déchaînée contre les militants de gauche, la violence du régime s'expliquent par la combinaison d'une série de facteurs.

D'une part, les contradictions entre la nature du pouvoir et les aspirations des travailleurs se sont exprimées au travers de l'aggravation de la situation économique.

Face à celle-ci, le régime a manifesté son impuissance : les conditions de vie des travailleurs ne cessent de se détériorer, tandis que le régime, malgré les dénonciations verbales, reste lié à l'impérialisme. Le combat des travailleurs tend à répondre, et cette fois sans le même degré d'illusions sur le pouvoir.

D'autre part, les contradictions au sein même du régime : le PRI a en fait colonisé l'appareil d'Etat en même temps qu'il perdait de son appui populaire.

Simultanément, l'aile libérale de la bourgeoisie, évincée de l'appareil d'Etat, a cherché à canaliser le mécontentement croissant des masses.

En dernière analyse, le régime du PRI repose de plus en plus sur l'exercice pur et simple de la terreur.

Les « Mouhadjedines » ont été présentés comme l'une des forces essentielles de la résistance au PRI ?

Effectivement, les « Mouhadjedines » ont une forte influence ; ils ont été les organisateurs de grandes manifestations contre le régime. C'est une organisation qui a son origine dans une scission du « Front national » en 1962, qui s'est développée dans la lutte contre le chah, qui se réclame de l'Islam et de la lutte anti-impérialiste, et qui s'est opposée dès l'origine au PRI.

D'ailleurs, les *Fedayi* sont partisans aujourd'hui d'un front de lutte contre la dictature regroupant les *Fedayi*, les « Mouhadjedines » et d'autres organisations comme le « Peykar », sur la base de la défense des libertés démocratiques, du combat contre la dictature du PRI, pour la constitution de « conseils révolutionnaires » et pour l'Assemblée constituante. Aujourd'hui, le PRI représente la force principale de la réaction, c'est lui qui est l'axe de l'Etat bourgeois : contre lui, il faut faire front en s'appuyant sur les revendications démocratiques des masses. En se plaçant résolument à l'avant-garde du combat pour les libertés démocratiques.

En même temps, il faut forger un pôle révolutionnaire suffisamment fort pour imposer, dans la lutte, l'hégémonie du prolétariat, dégager la voie de la révolution socialiste.

C'est pourquoi les *Fedayi* mettent au centre de leur action aujourd'hui les mots d'ordre suivants :

- A bas le PRI !
- Vive les conseils révolutionnaires !
- En avant vers l'Assemblée constituante !

Pour une nouvelle conférence

Worker's Republic a reçu la résolution suivante, adoptée par des groupes d'action H-Blocks dans la zone de Wicklow. Elle reflète clairement le degré d'opposition des militants dans cette campagne, et la nécessité d'une nouvelle orientation. *Worker's Republic* invite ses lecteurs à la soutenir.

Cher ami,

« A propos de la sérieuse impasse dans laquelle se trouve la campagne depuis quelque temps, les groupes d'action de Wicklow ont adopté à l'unanimité la résolution suivante dans une réunion locale, le 13 juillet. Nous vous demandons de soutenir notre appel pour une nouvelle conférence en adoptant une motion similaire et en la communiquant au National Committee, comme une question d'urgence. Nous vous demandons de nous envoyer également une copie de toute résolution que vous adopteriez, et d'informer les autres groupes d'action de la région afin d'adopter la même démarche. »

Résolution

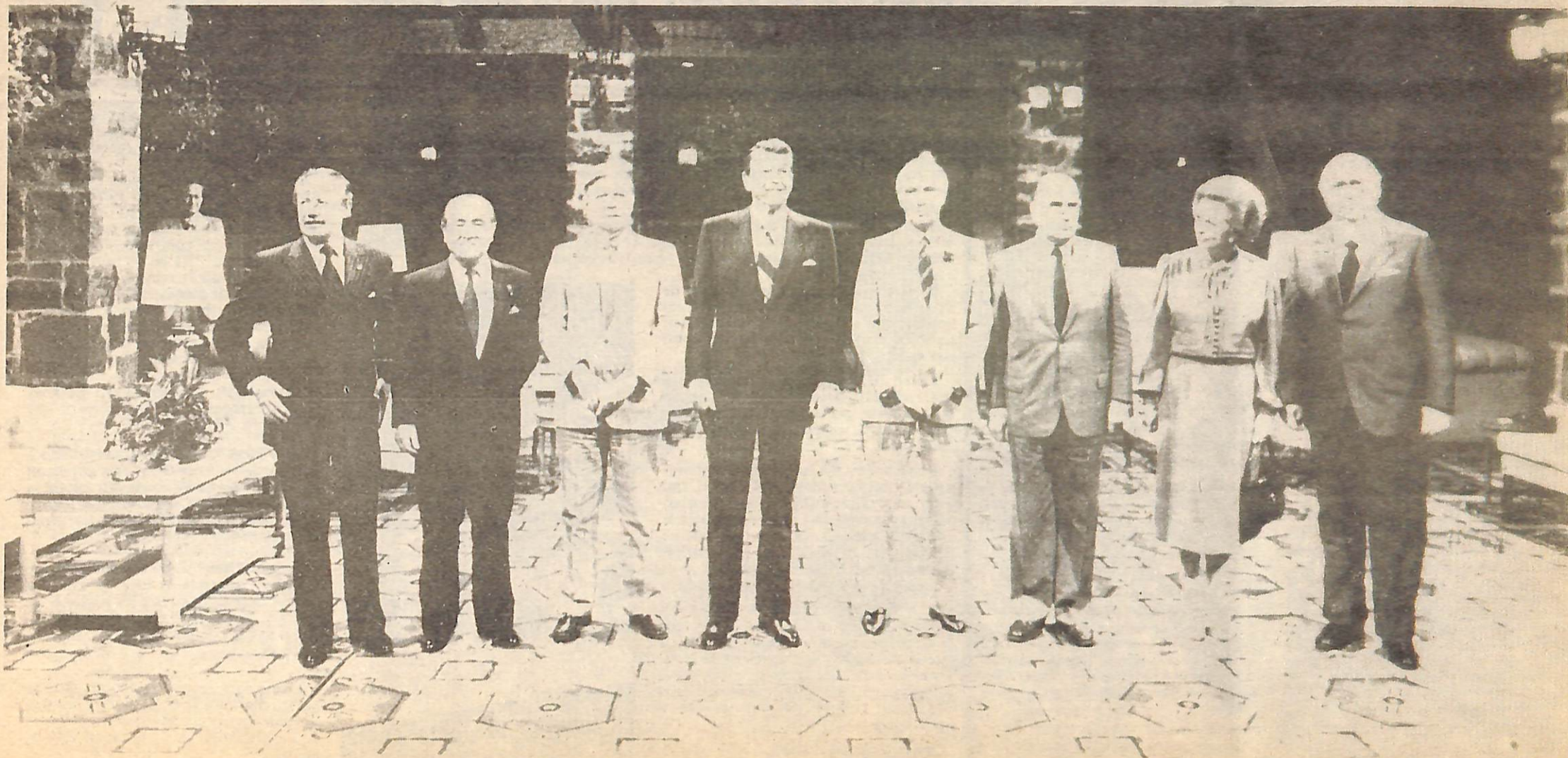
Considérant :

1 - Que durant les jours précédant la mort de Joe McDonnell, aucun effort n'a été fait par le National H-Blocks/Armagh Committee pour mobiliser les masses irlandaises afin de sauver sa vie et celle des autres grévistes de la faim, en dépit du fait que le peuple irlandais a de nombreuses fois montré, par de multiples manifestations, grèves, et lors des élections où il a massivement voté pour les prisonniers, qu'il soutient les prisonniers et qu'il est prêt à répondre à un appel pour une action effective ;

2 - Que, dans les conditions de crise politique où se trouve l'Etat libre à la suite des élections générales, conditions qui sont extrêmement favorables à la poursuite d'une vigoureuse campagne visant à obliger le gouvernement minoritaire à agir contre Thatcher en rompant les relations avec la Grande-Bretagne et en retirant les forces de l'Etat libre

Tous s'alignent

Reagan dégainne sa bombe



Ottawa : le front unique contre-révolutionnaire

Vingt jours après le Sommet des sept à Ottawa, Reagan a annoncé la construction de la bombe à neutrons, appelée également bombe européenne car elle est tournée vers les tanks du pacte de Varsovie, ou capitaliste car elle peut tuer en laissant les objets pratiquement intacts.

Reagan a pu lancer au monde une telle provocation non seulement parce qu'il a unifié le capitalisme nord-américain sur un gigantesque plan contre-révolutionnaire, mais également parce que ses alliés japonais et européens — en particulier les social-démocraties allemande et française et leurs dirigeants au pouvoir, Schmidt et Mitterrand, ce dernier accompagné de ses quatre ministres communistes — se sont ralliés au plan proposé par Reagan.

Un cycle de sommets

Cette rencontre des sept a été la septième d'un cycle qui a débuté en France à Rambouillet en 1975. Dans les années qui suivirent, le rendez-vous des présidents accompagnés de leurs collaborateurs les plus proches s'est respectivement tenu aux Etats-Unis, dans le Royaume-Uni, en République fédérale allemande, au Japon et en Italie. L'année prochaine, Mitterrand sera l'amphitryon et inaugurera un second tour.

Les sommets se sont toujours tenus sous le signe des revers et des conflits : le Watergate, la lente agonie de la V^e République, la décomposition de la République italienne, les révolutions en Iran, au Nicaragua et en Pologne.

En 1975, par exemple, la rencontre de Rambouillet a tourné autour de la plus grande crise financière ayant existé depuis 1929. C'est dans le cadre d'une hausse insurmontable du prix de l'or et d'une chute vertigineuse du dollar que s'est effondré le système financier institué dans l'après-guerre à Bretton Woods. Les Etats-Unis imposèrent alors à leurs alliés la « démonétisation de l'or » et un système d'équivalences monétaires pour sauver le dollar. Ainsi, les Etats-Unis firent payer leur inflation au reste du monde en l'exportant.

Des craintes injustifiées

Pour la presse internationale, cette année, la conférence éveilla des espoirs et des craintes. Dans les derniers mois, deux phénomènes politiques apparemment antagoniques s'étaient produits :

le succès des conservateurs avec Reagan et 160 jours de brutale contre-révolution, et la victoire de Mitterrand, avec déjà 70 jours de front populaire. Les journalistes prétendaient que la rencontre entre eux menaçait d'être difficile et pouvait disloquer la traditionnelle unité politique des impérialismes. Le chancelier allemand, Schmidt, doyen de ces réunions, n'avait-il pas déclaré : « Ce sommet sera difficile à cause des différences philosophiques qui existent entre certains nouveaux participants. » (*El País*, 17 juillet 1981). Quelles étaient ces « philosophies » ?

D'abord, l'existence d'une nouvelle relation entre le dollar et les monnaies européennes. Les taux d'intérêts élevés établis par Reagan à l'intérieur des Etats-Unis sont en train de pomper les capitaux du monde entier. Cela a renforcé le dollar par rapport aux autres monnaies (en quelques mois, le dollar est passé de 5 F à 6 F). D'entrée de jeu, cela expulse toute possibilité de relance économique en Europe, au moment même où le chômage, qui touche plus de 25 millions de personnes dans les pays de l'OCDE, est en train de provoquer des étincelles sociales, comme en Angleterre, et des changements politiques vers la gauche et le front populaire comme en France. La politique américaine de hausse des taux d'intérêt frappe de plein fouet toutes les économies européennes, en tout premier lieu l'économie allemande et le gouvernement Mitterrand qui envisageait une vaine tentative keynésienne de relance économique basée sur un blocage des salaires.

La bombe N a été une conséquence immédiate de la réunion qui s'est tenue au château de Montebello, à une centaine de kilomètres d'Ottawa, au Canada, le 21 juillet. En substance, le texte signé a donné son aval à toute la politique contre-révolutionnaire dictée par Reagan.

En dépit du fait que les mesures économiques et financières du gouvernement américain se dressent comme un facteur de désagrégation et de dislocation de leur propre situation économique, les alliés, passant outre leurs divergences économiques et les nuances de leurs politiques, ont approuvé la ligne de Reagan, à savoir d'abord s'armer et frapper, ensuite négocier.

Une autre différence « philosophique » est que l'extraordinaire élan donné par Reagan à l'industrie de guerre et qu'il exige aussi de ses alliés, a provoqué une vague de pacifisme et de neutralisme dans certains pays d'Europe occidentale, l'Allemagne en particulier, entraînant des mouvements sociaux d'envergure.

Ces contradictions entre l'impérialisme US et ses alliés se sont imprimées dans la Deuxième Internationale (qui n'a d'ailleurs d'Internationale que le nom !). A Bonn, une semaine avant le sommet d'Ottawa, ces contradictions se sont exprimées, se traduisant par des ailes pro-neutralistes, en particulier dans le parti allemand ou par le cours gauche du Labour Party anglais.

Une autre divergence de taille, et tout aussi « philosophique » que les précédentes, touche au Tiers-Monde et plus concrètement à la réunion qui s'est tenue à Cancun au Mexique, réunissant 21 pays du « nord » et du « sud ». Les Etats-Unis sont en faveur d'une négociation séparée avec les différents pays soumis, sans la participation de la bureaucratie du Kremlin ni de Cuba, alors que les puissances européennes et la social-démocratie veulent un accord de négociation global, incluant les ailes nationalistes petites-bourgeoises et celles dominées par le Kremlin. Concordant sur ce point avec la diplomatie mexicaine, la social-démocratie européenne cherche, sur la ligne de l'« ouverture démocratique », un équilibre contre-révolutionnaire dans les

régions où les conflits sont de plus en plus aigus, comme en Amérique centrale dans l'espérance de nouvelles possibilités pour leur pénétration économique et politique.

Enfin, il existe une différence ponctuelle, mais qui pour autant n'est pas moins « philosophique », et qui concerne l'accord sur l'approvisionnement en gaz conclu entre l'URSS et l'Europe occidentale. Ce marché implique la construction d'un gazoduc allant de la Sibérie à l'Allemagne fédérale et à la France. Déjà, du temps de Carter, les Etats-Unis s'opposaient à un tel accord, pour son contrôle énergétique mondial.

En résumé, les craintes injustifiées et les expectatives qu'Ottawa avait avivées étaient que tout explose. En réalité, personne parmi les journalistes et commentateurs internationaux ne pensait que Mitterrand ne prenne la tête du mécontentement anti-américain, en conjuguant la contestation bourgeoise, pacifiste et tiers-mondiste (y compris en faisant appel au prolétariat nord-américain et aux mineurs et contrôleurs aériens en lutte) pour s'affronter à Reagan. On craignait ou l'on espérait qu'un choc entre Reagan et Mitterrand n'amène au choc des gouvernements forts avec les fronts populaires. Mais rien de tout cela n'arriva, parce que cela ne pouvait pas arriver. Les craintes, celles-là justifiées, étaient ailleurs : elles résidaient dans la signification réelle, la signification de classe de la chute de Giscard balayé par les masses laborieuses aspirant à balayer les capitalistes et les banquiers.

Plus royaliste que le roi

A l'issue du sommet, c'est un Reagan nageant dans l'euphorie qui fit les déclarations que le *New York Times* et le *Washington Post* du 23 juillet reproduisirent ainsi : « Mitterrand a brisé la glace à Ottawa. Tandis que nous déjeunions, il a affirmé que la France respecterait totalement tous ses engagements envers l'alliance Atlantique. Puis la discussion se déroula librement. Ses déclarations à propos de la menace soviétique auraient pu être prononcées par moi ou par n'importe lequel d'entre nous. »

Mme Thatcher fut tout aussi radieuse. *Le Monde* du 25 juillet résume ainsi son rapport à la Chambre des communes : « Mme Thatcher (...) s'est félicitée de la prise de position "ardente et

robuste" du président français sur la défense et l'engagement de Paris dans l'alliance Atlantique. Cette attitude est aussi celle de l'Allemagne fédérale, a ajouté la dame de fer qui saisit l'occasion pour dénoncer ses adversaires travaillistes, seuls socialistes dans l'Europe, dit-elle, qui veulent échapper à l'"obligation fondamentale" de défendre le pays, flirter avec le neutralisme et aller tout nus à une éventuelle table de négociations avec l'URSS. »

Par sa nature et par la place qu'il occupe dans la lutte de classes, ce front populaire, toujours et partout, n'a pas — et ne peut avoir — pour fonction de remettre en cause le régime bourgeois. On l'a vu tragiquement encore au Chili avec Allende. Et c'est parce qu'il ne remet pas en cause le régime bourgeois que Mitterrand, dirigeant du front populaire en France, est arrivé à déclarer, selon *Le Monde* du 23 juillet : « (...) l'équilibre d'abord. Cet équilibre doit, bien entendu, commander bien d'autres choses que des rapports de force, mais déterminer en particulier la nature des négociations qui devront s'ouvrir sans aucun doute pour permettre de servir le désarmement et l'approche de la paix. »

Comme *Le Monde* lui-même le signale, l'« équilibre d'abord » signifie dans le jargon élitique de la diplomatie s'armer d'abord, ce qui s'oppose au négocier le désarmement des pacifistes et qui équivaut au s'armer et frapper pour négocier... ou pour autre chose, des bouchers impérialistes.

Reagan a obtenu un sérieux appui pour la mise en œuvre du plus grand déploiement de guerre connu jusqu'à présent aux Etats-Unis, ainsi que pour toute son orientation politique pour négocier à partir de positions de force et mises sur pied pour l'écrasement de la révolution et des Etats ouvriers. Il le sentait sûrement quand il a dit : « Je suis particulièrement reconnaissant aux autres dirigeants de leur compréhension et de leur appui à la politique dans laquelle les Etats-Unis se sont engagés. » (*Le Monde*, 23 juillet).

La forme est ambiguë mais l'esprit demeure

La solidarité des impérialismes ne cache pas cependant que les contradic-

à neutrons

tions économiques et les nuances tactiques demeurent. C'est pour cela que la déclaration qui a été signée présente quelques ambiguïtés.

Ce qui a été énoncé comme « la lutte contre l'inflation et le chômage doit être la première de nos priorités » est un compromis entre deux aspects sur lesquels Reagan et Mitterrand ont respectivement mis l'accent. Même s'ils sont contradictoires, ils n'impliquent pas un antagonisme dans la mesure où la déclaration affirme ensuite : « Il faut convaincre les forces sociales de la nécessité d'opérer un changement sur les perspectives en matière salariale. » Au-delà des moyens différents dont ils disposent, c'est là la véritable convergence de fond.

Dans un autre paragraphe, les Etats-Unis concèdent que « la hausse des taux d'intérêts dans un pays peut être la cause de difficultés dans un autre », mais il s'engage à ne baisser les leurs que de « quelques points » jusqu'à la fin de l'année.

Les Etats-Unis acceptent la ligne générale selon laquelle « on doit préparer les négociations globales avec les pays en voie de développement » et que « la Conférence de Cancún en fournira l'occasion ». Le verbe « préparer » semble indiquer que Cancún ne serait pas le lieu de la négociation proprement dite, ce qui coïncide avec les plans nord-américains, qui veulent réserver pour plus tard l'accord sur l'Amérique centrale, en particulier le Salvador et le Nicaragua.

Le commerce avec l'URSS sera « contrôlé (...) afin de s'assurer qu'en matière de relations Est-Ouest, nos politiques économiques demeurent compatibles avec nos objectifs politiques et de sécurité », concept qui jette le flou sur la question du gaz sibérien.

Les ambiguïtés seront matière à négociations, tiraillements et y compris chantages futurs. Le Japon, l'Europe et en particulier le front populaire français chercheront sur la base de ces points obscurs à obtenir des contreparties et à élargir leur espace.

En revanche, aucun doute n'est permis sur la convergence au sujet du réarmement : la « détérioration des relations Est-Ouest » est due, selon la déclaration, « à l'accroissement de la force militaire soviétique ».

S'il n'y a pas eu de sanctions à l'encontre d'Israël alors que les ruines de Beyrouth étaient encore en feu, c'est parce que les Etats-Unis l'ont exigé. Reagan s'acharne à frapper très durement au Proche-Orient avant la négociation. La déclaration se contente de « regretter l'escalade des actes de violence, en particulier les destructions au Liban ».

Aucune référence à la Pologne, ce qui fut justifié par le fait qu'ils ne voulaient pas aiguïser la situation. En réalité, les impérialismes sont restés muets car ils ne dédaignent aucune alternative contre la révolution polonaise, y compris celle de l'invasion par le Kremlin.

Peu de jours après la déclaration, et fidèles à l'esprit de celle-ci, deux faits se sont produits, qui furent certainement débattus très largement : la mise en route de la bombe à neutrons dont nous avons parlé et la révélation que Reagan et Brejnev discutaient secrètement d'un « sommet des deux » qui devrait se tenir cette année, et qui sera précédé de nouvelles entrevues avec Mitterrand, Schmidt, Thatcher et les autres dirigeants occidentaux.

Avec le budget de 136 000 millions de dollars voté pour la « défense » en 1982 par le Congrès américain, avec la bombe à neutrons, les massacres des Palestiniens, la dernière provocation contre la Libye et le soutien aux militaires du Salvador, du Guatemala et du Honduras, avec les négociations en cours et prévues prochainement avec la bureaucratie soviétique, c'est toute la politique contre-révolutionnaire de Reagan qui se trame. Ce dernier a reçu l'appui des autres impérialismes, quelle que soit la forme politique de leur régime, y compris le front populaire.

C'est pourquoi Kissinger, artisan de la diplomatie du frapper pour négocier et actuelle éminence grise de l'administration Reagan, a déclaré après un déjeuner avec Mitterrand dans sa résidence d'été dans les Landes : « Je suis très satisfait. L'expérience qui se déroule en France depuis le 10 mai est très intéressante. »

Cela se passait il y a quelques jours et *Le Monde* du 6 août en fait état.

Hernan Cuello

La contre-révolution US

Dans les 200 jours qui ont suivi son élection, Reagan a délimité les aspects principaux de ce que nous pouvons déjà désigner comme la plus grande tentative contre-révolutionnaire de l'impérialisme US, mobilisant toutes ses réserves, dans un effort pour passer à l'offensive contre les masses sur tous les fronts.

Le Congrès américain, par un vote à une écrasante majorité, a attribué 136 000 millions de dollars pour l'armement, et ce, seulement pour l'année 1982. Ce chiffre, le plus important de l'histoire, ne représente que la partie publique, visible, d'un montant total beaucoup plus grand. Il faut y ajouter les budgets militaires, également en augmentation, de toutes les bourgeoisies.

Le frénétique réarmement capitaliste impulsé par Reagan est la face apparente du plan d'austérité, aux dimensions gigantesques, qui est dirigé contre le prolétariat d'Amérique du Nord. De cette manière, l'impérialisme ne permet à aucun pays du globe d'échapper à sa super-exploitation et à sa menace.

Comme preuve irréfutable de la crise qu'il traverse, les deux faces du plan nord-américain traduisent aussi l'évidence qu'il est prêt à tout pour prolonger indéfiniment son agonie.

Tout ce que la bureaucratie du Kremlin peut faire contre les révolutions polonaise et iranienne est décuplé par les Etats-Unis.

L'URSS a envahi l'Afghanistan pour mettre un carcan à la révolution qui commençait à se répandre depuis la Perse. Et aujourd'hui, elle déploie les troupes du pacte de Varsovie face au congrès de Solidarité pour intimider la révolution polonaise.

Les Etats-Unis envoient leur flotte en Méditerranée et bombardent les avions libyens à Syrte ; ils se dressent également face à la révolution politique en Pologne, pour lui faire savoir qu'elle se trouve entre deux feux ; par ailleurs, leur flotte manœuvre dans les Caraïbes et les USA envoient des armes au Honduras et au Guatemala contre le Nicaragua, Cuba et les guérilleros d'Amérique centrale qui, appuyés sur la farouche volonté des peuples, combattent contre l'impérialisme oppresseur ; ils préparent une force expéditionnaire et donnent des avions à Israël pour tenter d'entraver le puissant mouvement des masses arabes et en particulier le droit du peuple palestinien à la nation.

Cet effort offensif — que *Newsweek* salue comme étant les « 190 jours de contre-révolution » triomphants de Reagan, a lieu au nom de la cynique philosophie du frapper d'abord.

Mise à part l'intensité atteinte, tout cela n'est pas nouveau. Cela signifie qu'avant d'entamer les négociations et les accords avec les fractions et les appareils bureaucratiques, petits-bourgeois et bourgeois qui se dressent dans les processus révolutionnaires, les Etats-Unis non seulement durcissent leurs positions, mais tenteront d'asséner des coups mortels. Les USA n'abandonneront pas la ligne de la négociation — qui leur a été imposée vigoureusement par les masses — mais ils tenteront d'y arriver avec une position de force.

A la Conférence d'Ottawa, les Etats-Unis ont contraint leurs alliés impérialistes à accepter cette politique. Que peu de temps après, Reagan ait annoncé un prochain sommet avec Brejnev, indique sa détermination de faire aussi accepter la dureté de sa tactique à la bureaucratie soviétique, sa principale alliée contre-révolutionnaire dans les rangs du mouvement ouvrier.

Mais le déploiement de l'armement renferme une autre menace. Incidemment, la bombe à neutrons démontre que les Etats-Unis n'ont pas non plus perdu de vue la possibilité d'une guerre nucléaire partiellisée.

Protégé par sa situation géographique, l'impérialisme ne met pas de côté la perspective sinistre de s'enfermer derrière la protection d'un bouclier atomique à l'intérieur de ses frontières, même s'il devait subir de lourdes pertes, et d'ouvrir le feu — conventionnel ou nucléaire — en Europe ou n'importe où ailleurs. Le prix de cet écrasement contre-révolutionnaire des Etats ouvriers et des processus révolutionnaires qui remuent le monde représenterait alors, non seulement le sacrifice des alliés impérialistes et bourgeois et de la bureaucratie stalinienne, mais aussi l'holocauste de l'humanité tout entière. De ce point de vue, le plan Reagan déblaye le terrain et offre les éléments d'un futur Hitler à l'américaine, si ces plans pouvaient aboutir. Mais d'ores et déjà, aux USA même, la grève des mineurs, des aiguilleurs du ciel et de toute une série de secteurs de la classe ouvrière, démontrent que Reagan se trouve en face du prolétariat comme Johnson et Nixon se sont trouvés en face du mouvement anti-guerre du Vietnam.

Les masses ont bouleversé par leurs luttes les différents plans et accords contre-révolutionnaires mis en place depuis l'après-guerre. Ceux-ci n'ont jamais pu s'accomplir ni trouver un équilibre.

Aujourd'hui, la provocation de Reagan est la pire qui soit. Nous marchons vers des affrontements décisifs où entreront en jeu tous les secteurs exploités et où les travailleurs d'Amérique du Nord auront à jouer un rôle de la plus extrême importance.

Dans les années 1950, par son opposition à la guerre, la classe ouvrière des Etats-Unis a empêché que l'impérialisme n'envahisse la Chine. Celui-ci dut s'arrêter en Corée.

Aujourd'hui, les travailleurs et les masses américaines, attaquées directement — et comme jamais auparavant — par le plan Reagan, devront tenir une fois de plus un rôle décisif. Avec eux, les travailleurs des autres puissances impérialistes — qui déjà ont décrété la crise et la déstabilisation de leurs exploités — et ceux des Etats ouvriers, aiguillonnés par la révolution politique polonaise.

Dénoncer le plan Reagan, condamner tous les alliés impérialistes qui, à Ottawa, soutiennent le plan Reagan, combattre la politique de coexistence pacifique qui, par la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire du Kremlin et de l'impérialisme US, permet la mise en œuvre par Reagan de la politique contre-révolutionnaire contre les peuples et la classe ouvrière, tel doit être le contenu de la « politique extérieure » du prolétariat mondial dans chaque pays.

Amérique centrale

Six pays, une nationalité, une révolution

par Nahuel Moreno



Une nationalité atomisée dans six pays

On ne peut pas faire une analyse sérieuse de la révolution en Amérique centrale sans caractériser, en partant de son histoire et de sa situation géographique en Amérique latine, le sous-continent d'Amérique centrale formé de ses six pays.

Déjà, une large discussion dans le mouvement trotskyste a permis de conclure sur le caractère de l'Amérique latine et de sa révolution. Un courant a soutenu que toute l'Amérique latine constitue dès à présent une seule nationalité, et qu'elle ne peut se construire en une seule nation du fait de la politique et de l'exploitation de l'impérialisme. L'un des objectifs les plus importants que devra se fixer la révolution socialiste sur le continent serait celui de constituer cette nation. Les deux courants historiques qui constituent la « IV^e Internationale (Comité international) » ont débattu pendant des années contre cette conception et son programme.

Pour nous, les pays d'Amérique latine sont de véritables nationalités, structurées en nations différentes. Même s'ils sont tous semi-colonisés par l'impérialisme US, le Mexique, la Colombie, le Brésil ou l'Argentine ne sont pas les « provinces » d'une même nation, mais représentent des nationalités

séparées, et où dans le cas du Brésil la langue est même différente.

Nous ne nions cependant pas que la réalité géographique, linguistique et culturelle des pays de langue espagnole esquisse une tendance à l'unification en une seule nationalité. Mais il s'agit là seulement d'une tendance, de nature historique, qui, pendant les luttes pour l'indépendance, s'est manifestée de manière embryonnaire et utopique et qui commence à peine à s'exprimer de façon croissante depuis la Deuxième Guerre mondiale, en raison de la multiplication des échanges commerciaux, culturels et politiques, et des mêmes problèmes que ces pays doivent affronter face au renforcement de l'exploitation yankee sur tout le continent.

En tout état de cause, on ne peut confondre la tendance historique vers la constitution d'une seule nationalité avec la réalité présente, déterminée par l'existence de nationalités différentes.

C'est justement à partir de cette analyse que notre Internationale s'attelle à la tâche de construire la Fédération des Républiques socialistes d'Amérique latine. Ce mot d'ordre tend à unifier le continent à partir de la reconnaissance de ses nations actuelles. Il permet la synthèse programmatique entre une réalité, à savoir les nations actuelles, et l'impérieuse nécessité, exprimée aujourd'hui comme tendance, de les unifier.

Six pays, une nationalité, une révolution

(suite de la page 15)



L'Amérique centrale constitue, pour sa part, une réalité qualitativement distincte du reste de l'Amérique latine. En raison de son unité et de son étendue géographique, d'une tradition historique commune datant de la colonie et d'une communauté culturelle et linguistique, elle forme un ensemble divisé en six Etats distincts et où la tendance à la formation d'une seule nationalité est forte et évidente.

Cette caractérisation du sous-continent est indispensable pour comprendre le processus révolutionnaire qui le secoue actuellement et pour que notre programme soit correct sur cette question. Il nous faut partir du fait que la force de la révolution au Nicaragua ou au Salvador n'est pas seulement le produit de l'héroïsme des travailleurs de chacun de ces pays, mais de leur relation organique avec la révolution d'Amérique centrale, considérée comme un processus d'ensemble. Cela n'est pas une abstraction livresque ou littéraire, mais une réalité qui s'exprime, entre autres, à travers les centaines de milliers de travailleurs d'Amérique centrale qui passent les frontières pour aller travailler dans les pays limitrophes. C'est une réalité qui s'est manifestée tout au long de l'histoire de l'Amérique centrale et, en particulier, au travers du programme et de l'action de ses grands libérateurs comme Sandino ou Farabundo Martí, qui luttèrent pour cette nation d'Amérique centrale à laquelle ils considéraient appartenir.

C'est pour cela que nous considérons le mot d'ordre que nous avons avancé jusqu'à maintenant de **Fédération des Républiques socialistes soviétiques d'Amérique centrale et de Cuba** comme erroné ou relevant d'une approche imprécise. Et nous estimons que le mot d'ordre pour les Etats-Unis socialistes d'Amérique centrale est beaucoup plus approprié car il tient compte de l'expérience historique.

La tendance dominante à la formation d'une seule nation ou nationalité s'est historiquement concrétisée dans les Etats-Unis d'Amérique, par exemple, alors que l'unité de nationalités différentes qui ne pouvaient pas se constituer en une seule nation a eu son expression historique dans la création d'une Fédération de Républiques socialistes en URSS.

Révolution prolétarienne et contre-révolution impérialiste

Pour les raisons exposées précédemment, nous considérons qu'il serait faux d'« additionner » les définitions des

différents pays d'Amérique centrale pour obtenir celle de la situation dans le sous-continent : la révolution est à l'ordre du jour au Salvador, elle ne l'est pas à Costa Rica ou au Guatemala... La méthode adéquate est exactement à l'opposé : nous devons formuler une caractérisation d'ensemble sur la situation en Amérique centrale et, à partir de cette définition, analyser les différences de pays à pays.

C'est à partir de cet éclairage que nous devons définir que la **victoire de la révolution nicaraguayenne contre Somoza a ouvert une étape révolutionnaire dans toute l'Amérique centrale**, ce qui constitue une caractérisation plus correcte que celle qui consisterait à se limiter à voir dans la lutte au Salvador les répercussions de la victoire contre Somoza. Nous pourrions affiner encore plus en précisant qu'avant la chute de Somoza, la situation était pré-révolutionnaire, alors même que son avant-garde, qui était le Nicaragua, vivait une situation déjà révolutionnaire et de guerre civile. La victoire des masses au Nicaragua a permis que toute la situation en Amérique centrale change.

Comme dans toutes les situations similaires, il y a des secteurs d'avant-

garde et aussi des secteurs — et, dans le cas présent, des pays — d'arrière-garde ; mais l'ensemble des nations d'Amérique centrale sont partie intégrante de ce tourbillon révolutionnaire. C'est ce qui explique l'incommensurable importance accordée par l'impérialisme US au Salvador, ainsi que le silence complice de la presse impérialiste sur le Guatemala. Se contenter de l'analyse qui prendrait comme point de départ la caractérisation de chaque pays séparément serait une erreur, et nous ferait tomber dans le piège tendu par l'impérialisme et par la politique contre-révolutionnaire du stalinisme et du castroisme.

Pour affronter cette politique contre-révolutionnaire, nous devons commencer par affirmer qu'en **Amérique centrale il n'existe qu'un seul processus objectif et d'ensemble, c'est-à-dire celui d'une révolution prolétarienne contre l'impérialisme yankee et qui tend à l'unification de tout l'isthme en un seul Etat.**

Ce processus révolutionnaire unique a un développement inégal.

Au Nicaragua, nous sommes déjà en présence d'une révolution triomphante et qui a été ouvrière, par ses conséquen-

ces et son caractère de classe. Elle a, en effet, démantelé la structure de l'Etat bourgeois, et s'est établie sur la lutte des travailleurs pour renverser le bastion dictatorial du régime bourgeois nicaraguayen, la bourgeoisie somoziste, valet de l'impérialisme US. Cette victoire sur la dictature et l'impérialisme n'est pas encore arrivée à son terme par l'expropriation politique et économique de tous les exploités, à cause de l'influence castriste et stalinienne et à cause de la nature petite-bourgeoise de la direction sandiniste. Mais cette tâche est aujourd'hui à l'ordre du jour.

Au Salvador et au Guatemala, nous sommes en présence d'une guerre civile des masses contre deux dictatures sanguinaires et pro-impérialistes. C'est-à-dire que nous sommes face à une révolution démocratique par ses objectifs immédiats et ouvrière par son caractère de classe et l'ennemi qu'elle doit affronter.

Au Honduras, à Panama et à Costa Rica, nous assistons à une accumulation de luttes ouvrières et populaires dans le cadre d'une crise croissante des régimes bourgeois.

La révolution en cours en Amérique centrale est, du point de vue de sa dyna-

mique de classe et de ses objectifs généraux, une révolution ouvrière et socialiste, même si, dans certains pays, par ses objectifs immédiats — abattre des dictatures sanguinaires — elle apparaît comme démocratique. Dans chacun des pays, les travailleurs, en s'affrontant aux gouvernements bourgeois, agents directs de l'impérialisme US, font de leur combat une lutte contre l'expression politique et économique de l'exploitation capitaliste et impérialiste. D'autre part, comme expression de leur lutte conjointe, les masses d'Amérique centrale qui tendent à leur unification en un seul Etat se heurtent frontalement à l'impérialisme US qui nourrit la division de cette région en six Etats nationaux distincts afin d'en tirer les plus grands profits.

En Amérique centrale, il n'est pas possible qu'une victoire révolutionnaire puisse longtemps rester confinée à un seul de ces pays. C'est la résultante d'un ensemble de causes tenant à l'unité géographique, économique et même politique de l'Amérique centrale. Une révolution prolétarienne victorieuse constituerait une cible facile pour les armées des autres pays de la région étroitement liées à l'appareil militaire yankee. Ce péril ne pourrait être conjuré que par le développement général du processus révolutionnaire en Amérique centrale, ce qui serait par ailleurs inévitable au vu de l'enthousiasme et des répercussions de toutes sortes qu'une telle victoire éveillerait.

C'est l'impérialisme US qui, en tant que métropole capitaliste moderne, a impulsé et maintenu l'atomisation nationale en Amérique centrale afin d'imposer plus facilement le statut semi-colonial de ces pays et de mieux exploiter les masses. Il ne s'agit pas là non plus d'une affirmation purement littéraire, car la division a été effectivement l'un des fers de lance qui a contribué à faciliter la surexploitation brutale des masses et la spoliation des richesses de ces pays. La balkanisation avait pour but d'empêcher que ces pays de taille lilliputienne et leurs travailleurs offrent une résistance plus grande à la domination impérialiste. Il suffit de comparer la situation de l'isthme avec les relations que le Mexique a pu établir vis-à-vis des Etats-Unis pour constater clairement que la balkanisation offre effectivement de nombreux avantages pour la métropole du Nord. L'hostilité mal dissimulée et le sabotage des Etats-Unis face à la tentative avortée de constituer un Marché commun d'Amérique centrale en sont une confirmation supplémentaire.

La stratégie contre-révolutionnaire de l'impérialisme nord-américain en Amérique centrale présente une claire priorité : éviter avant tout que le processus objectif de révolution régionale se trans-

Mexique

Un député trotskyste

Il existe au Mexique un processus tendant à la formation d'un front électoral de gauche, comprenant la participation de diverses forces. Cela implique une discussion politique programmatique et méthodologique et qui se déroule déjà.

C'est comme partie intégrante de ce processus que, dans l'Etat de Mexico où se sont tenues des élections partielles, une alliance s'est réalisée entre le Parti communiste mexicain, le Mouvement d'action et d'unité socialiste, le Courant socialiste, le Parti du peuple mexicain et nos sections représentées par le Comité de liaison POS-LOM.

Cet accord s'est réalisé sur un programme d'indépendance de classe, contre le gouvernement et les candidats bourgeois et pour un nouveau gouvernement des travailleurs, sans représentants de la bourgeoisie. C'est-à-dire sur les positions défendues traditionnellement par les trotskystes et qui ont été, à cette occasion, adoptées par les autres forces, en particulier par le PCM.

L'Alliance de gauche a présenté ses candidats dans l'Etat de Mexico, le plus important du pays par sa concentration industrielle et par les importantes luttes ouvrières et paysannes. Dans l'une des circonscriptions, le district XVI de Naucalpan où les travailleurs et les *colonos* soutiennent traditionnellement leurs propres candidats, notre camarade Tonatiuh Mercado a remporté le siège de député.

Mercado est un dirigeant du POS, l'une de nos sections et de Naucalpan, organisation de masse qui avait déjà obtenu lors de précédentes élections, un siège de député fédéral auquel doit être aujourd'hui ajouté celui de député local de notre camarade Mercado.

La victoire remportée à ces élections revêt une grande importance pour le développement des luttes à Naucalpan et pour l'organisation de Naucalpan. Elle aura également un poids dans la bataille pour l'unité de la gauche, dans tout le Mexique, sur la base d'un candidat unique des travailleurs contre la bourgeoisie, lutte impulsée essentiellement par nos sections et à laquelle Courant ouvrier a adhéré.

Cet événement est, enfin, d'une extrême importance pour les trotskystes. Comme l'a indiqué le camarade Tonatiuh Mercado, dans *Boletín Obrero* du 30 août : « Cela a été une victoire très marquante pour les trotskystes et pas seulement pour les travailleurs, mais directement pour notre courant international, la "IV^e Internationale (Comité international)". Le fait que nous ayons gagné ce siège de député au Mexique est très important : il démontre à tous les travailleurs que nous, les trotskystes, nous avançons dans notre bataille, pour la construction de notre organisation, de notre section unique. Ce siège de député n'est pas seulement le mien mais celui de nos deux organisations, la LOM et le POS. »

forme en un processus conscient. Pour maintenir la balkanisation de ces pays, ils doivent balkaniser le processus révolutionnaire lui-même.

C'est de là que découle la raison principale pour laquelle l'impérialisme a maintenu une aide économique limitée et une attitude de temporisation face à la révolution dirigée par les sandinistes. Il ne s'agit pas seulement de limiter cette révolution — ouvrière par sa dynamique — à l'intérieur des limites étouffantes des relations de production capitalistes, mais aussi d'empêcher qu'elle sorte des frontières nationales du Nicaragua, ce qui est un autre moyen de l'étouffer.

Telle est également l'explication de son obsession d'interdire toute aide extérieure et toute interaction en Amérique centrale entre les guerres civiles qui se sont déclarées au Salvador et au Guatemala.

Il s'agit pour les Etats-Unis d'empêcher par tous les moyens le maintien de l'étroite liaison qui existe entre les révolutions du Nicaragua, du Salvador et du Guatemala. Le calcul de l'impérialisme est évident : d'abord isoler, compartimenter, atomiser le processus révolutionnaire, en liaison avec l'atomisation existant entre les différents pays de la région ; ensuite, écraser impitoyablement les masses en lutte, comme au Salvador, ou négocier la trahison, comme au Nicaragua.

Cette politique est une question vitale pour l'impérialisme. Washington sait parfaitement qu'une guerre révolutionnaire, menée consciemment au niveau de toute l'Amérique centrale, serait, dans la mesure où les conditions objectives sont mûres pour cela, l'antichambre de l'extension de la révolution au Mexique et au sein même des Etats-Unis. D'une part, l'impérialisme serait obligé d'utiliser l'intervention militaire directe, transformant ainsi l'Amérique centrale en un nouveau Vietnam, avec tout ce que cela implique du point de vue de sa politique intérieure. D'autre part, il mettrait en relation d'une manière explosive les vases communicants des communautés latine et noire, nombreuses et exploitées aux Etats-Unis. C'est justement ce que l'impérialisme US veut éviter à tout prix.

La politique du stalinisme, du castrisme et des nationalistes

Nous ne pouvons pas comprendre l'importance du rôle activement contre-révolutionnaire joué par le stalinisme et le castrisme si nous ne le situons pas par rapport à la révolution dans l'ensemble de l'Amérique centrale.

A l'instar de l'impérialisme, leur instinct contre-révolutionnaire infaillible a amené le stalinisme et le castrisme à faire des efforts gigantesques pour limiter d'abord et écraser ensuite la révolution d'Amérique centrale, en veillant jalousement à ce que chaque processus ne sorte pas des limites nationales imposées par l'Amérique du Nord.

Le stalinisme et son *alter ego*, le castrisme, mènent une politique et une action conscientes pour trahir et défaire le mouvement révolutionnaire des masses. C'est en fonction de cette politique qu'ils peuvent passer tour à tour de l'alliance avec les gouvernements bourgeois réactionnaires à l'intervention au sein même des masses en lutte, remplissant ainsi leur rôle de *cinquième colonne* de la contre-révolution. Il ne s'agit pas d'une direction révolutionnaire qui « commettrait des erreurs », ou même qui serait hésitante du fait de sa composition et de sa politique petites-bourgeoises : c'est l'action délibérée et systématique d'une caste qui agit d'une manière conséquente en fonction de ses objectifs contre-révolutionnaires conscients.

Nous devons cependant souligner que le stalinisme, à cette étape de la révolution mondiale dans laquelle son ennemi immédiat n'est pas un hypothétique affrontement militaire avec l'impérialisme mais la montée du mouvement des masses, préfère ne courir aucun risque. La bureaucratie du Kremlin et ses agents ne manipulent pas le mouvement des masses sur l'hypothèse que la mobilisation révolutionnaire lui permettrait de négocier dans de meilleures conditions avec l'impérialisme, mais bien au contraire, avec comme objectif premier d'intervenir pour freiner ou écraser le processus révolutionnaire, pour le maintenir dans le cadre du régime bourgeois et donner ainsi la preuve qu'il est

totallement soumis à la coexistence pacifique avec l'impérialisme.

Le castrisme a la même politique. S'il se sert de l'héritage et des relations qui proviennent de son ancien caractère de mouvement nationaliste révolutionnaire, c'est pour mieux trahir et atomiser le processus révolutionnaire, que ce soit en Afrique ou en Amérique centrale, restant au service de la « coexistence pacifique » qui est, comme ils le reconnaissent en toute franchise, l'axe de leur politique.

Nous insistons là-dessus : le jeu du stalinisme n'est pas de laisser faire la révolution pour mieux exercer un chan-

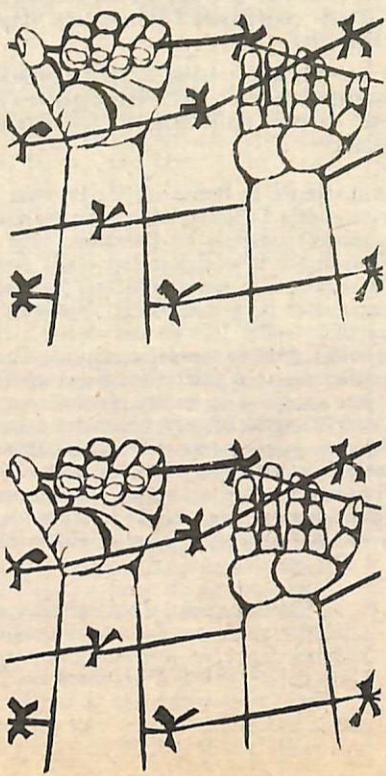
nage sur l'impérialisme, mais de tout mettre en œuvre pour que les révolutions soient détournées ou défaites le plus vite possible. Dès qu'il a atteint son but, il s'empresse de « présenter la facture » à l'impérialisme, tout en continuant le travail en cours si, comme cela arrive souvent, il ne parvient pas à être payé. Il n'y a là aucune part à la naïveté : c'est le froid calcul d'une caste qui sait qu'elle est directement menacée par chaque révolution.

Les directions nationalistes petites-bourgeoises qui ne sont pas inféodées au stalinisme ou au castrisme sont en revanche relativement progressistes. Il est inutile de répéter que pour nous, ni leur programme ni leurs méthodes ne sont corrects, et nous devons insister sur le fait que ces directions ont des faiblesses politiques qui sont le produit des limites infranchissables de leur nature petite-bourgeoise. Mais nous voulons ici mettre en évidence que leurs limites et leurs erreurs ne sont pas, comme dans le cas des agents de Moscou, le fait d'une politique contre-révolutionnaire délibérée et consciente. Dans cette mesure, ces courants sont qualitativement différents du stalinisme et du castrisme. La raison d'être de ces courants, de leur apparition sur la scène politique provient de la nécessité objective de la lutte contre l'impérialisme et les gouvernements dictatoriaux, elle est une réponse, bien que partielle et limitée, de caractère démocratique et anti-impérialiste. Ces mouvements remplissent donc, pendant une étape du processus révolutionnaire, celle de la lutte contre la dictature et l'impérialisme, un rôle progressiste. Sans nous confondre à eux, puisque du point de vue du programme, de la méthode et de la théorie, ils sont différents du trotskysme, nous devons être conscients du rôle relativement progressiste qu'ils jouent à un moment déterminé de la lutte révolutionnaire. De même, sans ignorer que par leur nature petite-bourgeoise, ces mouvements et leurs directions ont tendance — et finalement en viennent — à pactiser avec le stalinisme et la bourgeoisie, nous devons souligner que justement dans la première étape de la lutte révolutionnaire à laquelle le nationalisme petit-bourgeois participe et que parfois il dirige contre les dictatures et l'impé-

rialisme, la différence entre lui et le castrisme et le stalinisme est la plus notable, car ces derniers agissent d'une manière consciemment contre-révolutionnaire.

Ces considérations revêtent une importance et une utilité politiques très grandes. Elles sont indispensables, par exemple, pour aborder correctement l'évolution des mouvements guérilléristes et le front qu'ils ont constitué au Salvador. Au cours de la guerre civile contre la junte militaire, les différentes organisations petites-bourgeoises nationalistes ayant une réelle influence de masse ont joué, d'une façon limitée et inconsciente, un rôle révolutionnaire. Mais l'intégration et l'influence du stalinisme dans le FMLN transforme ou tend à transformer ce front en un instrument contre-révolutionnaire (élément qui peut évidemment être source de frictions et de heurts, mais c'est un autre problème). C'est ainsi que la prétendue « offensive finale » au Salvador ne doit pas être jugée comme une bataille préparée d'une manière incorrecte, mais comme un piège contre-révolutionnaire soigneusement préparé par le stalinisme et le castrisme afin de contenir et de renverser la montée révolutionnaire et en particulier ses victoires et leur consolidation dans les campagnes. Si ce piège n'a pas réussi à atteindre l'objectif de défaire les masses, ce n'est pas à cause du manque de volonté du stalinisme, mais grâce à l'héroïsme des travailleurs du Salvador et au caractère organique de la révolution d'Amérique centrale.

Nous pouvons également prendre l'exemple du Front sandiniste de libération nationale, qui, pendant la lutte contre Somoza, a su faire preuve d'une sensibilité face au mouvement des masses qui ne peut s'expliquer si nous faisons abstraction du fait que le stalinisme n'y intervenait pas. Pendant cette période de lutte intense contre le dictateur, le sandinisme était sensible aux pressions et aux exigences du mouvement des masses. L'appareil stalinien, en revanche, est pratiquement imperméable aux pressions et aux aspirations des masses, car il a été conçu et éduqué pour répondre fidèlement aux besoins tactiques changeants et à la politique contre-révolutionnaire permanente de la bureaucratie.



Conférence d'Amérique centrale de la « IV^e Internationale (Comité international) »

Défendons la révolution au Salvador et au Nicaragua

C'est entre le 20 juin et le 4 juillet que s'est tenue la Conférence d'Amérique centrale réunissant les délégués de nos sections du Salvador, du Nicaragua, du Honduras, de Costa Rica, de Panama, du Mexique et du Venezuela, avec la présence des membres du comité exécutif de la « IV^e Internationale (Comité international) »

La discussion générale a tourné autour du texte sur l'Amérique centrale que nous avons publié dans *Correspondance internationale - La Vérité* n° 8, et en particulier sur son introduction que nous reproduisons ci-contre, sous le titre : *Une nation, six pays, une révolution*. C'est dans ce document qu'est précisé le caractère unique de la révolution en Amérique centrale, caractérisation que la Conférence a adoptée comme point de départ à son élaboration.

La situation au Salvador

Ce cadre général a servi de base pour déterminer la politique et les tâches à mettre en avant, centrée sur la défense de la révolution salvadorienne, contre la dictature militaire et l'intervention de l'impérialisme.

La Conférence a considéré que « l'échec de la soi-disant "offensive finale" de janvier dernier a déterminé une baisse conjoncturelle dans le mouvement des masses. C'est dans ce cadre que la Junte, avec l'appui de l'impérialisme maintient une contre-offensive. Cependant, la situation n'a pas connu, jusqu'à présent, de changement qualitatif. Les masses, pas plus que la guérilla, n'ont été écrasées. La lutte se poursuit dans des conditions difficiles pour la première.

Ceci annonce que la lutte peut être longue et très dure. La capitale du pays est devenue le bastion central de la contre-révolution. Le mouvement ouvrier et ses organisations ont subi de durs revers, en particulier avec la quasi-destruction des syndicats, l'assassinat et l'emprisonnement de leurs dirigeants. Mais les conditions et les possibilités d'une réorganisation du mouvement des masses restent ouvertes.

La révolution en cours au Nicaragua et la tendance à l'instauration d'une situation révolutionnaire d'ensemble dans l'isthme tout entier que la révolution au Nicaragua a ouverte est le facteur central qui explique la force qui soutient la révolution salvadorienne.

La condition dont l'impérialisme a besoin pour écraser la révolution au Salvador et en Amérique centrale serait l'écrasement ou la défaite de la révolution nicaraguayenne. En dépit de la politique de collaboration de classes du FSLN, qui soutient le gouvernement bourgeois au Nicaragua, la reconstruction de l'Etat bourgeois se heurte aux plus grandes difficultés et contradictions. »

Réorganiser les syndicats

La Conférence a établi que « la reconstruction des syndicats au Salvador est d'une importance décisive. Aujourd'hui notre tâche principale à l'intérieur du mouvement des masses et en relation avec la construction du parti doit être la construction des syndicats. » Dans les conditions de brutale répression existantes à San Salvador, cette tâche devrait être menée patiemment et dans la clandestinité, car il faut tenir compte, en outre, que ni la grève générale ni les comités ouvrier et populaires ne peuvent être pour l'heure les mots d'ordre de notre agitation.

« Ces tâches nous différencient clairement du stalinisme et des directions nationalistes petites-bourgeoises qui se subordonnent aujourd'hui à la politique de celui-ci, car, comme cela a déjà été démontré avec l'échec de l'"offensive finale", consciemment recherchée par le stalinisme, le mouvement ouvrier et de masse s'est retrouvé totalement désarticulé et a perdu sa traditionnelle force mobilisatrice.

Le refus d'organiser l'appel à la grève générale insurrectionnelle qui puisse permettre une large participation du mouvement ouvrier et des masses contre la junte est la clé pour comprendre sa politique de négociations avec l'impérialisme, pour une issue qui préserve l'ordre bourgeois et dans le cadre de l'alliance contre-révolutionnaire entre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin. »

La guerre de guérilla

« La tendance à l'ouverture d'une situation révolutionnaire d'ensemble fait revêtir à la guerre de guérilla une énorme importance, surtout dans les circonstances actuelles de la lutte contre les dictatures militaires. Les luttes les plus élémentaires sur les revendications les plus minimales tendent à être contrées par les méthodes les plus violentes de la part des organes de la forces publique, des armées, des appareils de sécurité, des corps para-militaires et des bandes fascistes. Ainsi, dès le départ, le problème de l'armement se trouve posé : l'autodéfense armée et la guerre de guérilla. Il est nécessaire, dans ce sens, d'établir une différence importante avec les mouvements de guérilla surgis dans les années 1960 dans presque toute l'Amérique latine. Les mouvements actuels, à la différence de ceux-là et bien que leurs directions continuent à avoir une conception élitiste de la lutte armée, sont nourris par une importante relation avec le mouvement des masses et leurs organisations, dans le cadre de la tendance à une situation révolutionnaire d'Amérique centrale. Ils ne sont pas non plus l'expression d'un phénomène surgi simplement de la radicalisation de secteurs de la petite-bourgeoisie, comme dans le cas de la précédente guérilla foquista. Il est certains que, d'une manière générale, leurs cadres dirigeants proviennent de ces secteurs, mais les guérillas actuelles font partie du processus objectif et sont une nécessité de la lutte des classes. L'autre aspect du problème réside dans le programme de

Front populaire, les conceptions stratégiques et les méthodes que ces directions guérilléristes appliquent, et dont, comme nous l'avons déjà dit, nous nous différencions clairement. Nous sommes contre leur programme et leurs méthodes parce qu'elles tendent à étouffer les organisations de masses et à soumettre leur auto-détermination démocratique. Nous sommes en faveur d'un programme militaire qui ne se limite pas à la guerre de guérilla, mais qui inclut l'armement des organisations de masse pour l'auto-défense active, embryon de la milice.

(...) C'est également dans ce cadre que nous posons le problème de la grève générale insurrectionnelle. L'action guérillériste est insuffisante. Le soulèvement des masses est indispensable. »

Tâches et mots d'ordre de solidarité

La Conférence a décidé d'intégrer tous les aspects de notre orientation politique dans cette région en accord avec la caractérisation selon laquelle la révolution en Amérique centrale participe d'un processus unique.

Ce qui signifie qu'en Amérique centrale, au Venezuela et au Mexique nos partis lutterons pour :

- l'exigence de la reconnaissance des réfugiés salvadoriens dans divers pays comme réfugiés de guerre. La demande que les gouvernements garantissent leur droit au travail, aux études, à n'être ni déportés, ni poursuivis, ainsi que l'assurance de conditions de vie décentes, car nombre d'entre eux vivent dans des campements, dans des conditions inhumaines, très souvent harcelés et agressés, comme au Honduras.
- nos sections s'engagent à mener une activité politique au sein des nombreux émigrés, en particulier salvadoriens et guatémaltèques ; cette activité qui fait partie de l'ensemble de notre campagne doit constituer une partie substantielle du travail de construction de nos partis.

Cette activité se fera, dans chaque pays, sous la direction des différentes sections. Nous devons prêter aujourd'hui une attention toute spéciale au travail chez les émigrés salvadoriens dans le cadre de cette activité.

• contre les gouvernements du Mexique et du Venezuela. Contre le Venezuela et son appui technique et militaire à la junte salvadorienne. Il est nécessaire d'exiger la suspension de l'envoi de pétrole de la part des gouvernements mexicain et vénézuélien, ainsi que la rupture de toute relation diplomatique, politique et économique, comme de l'arrêt du projet « mini-plan-Marshall » pour l'investissement conjoint avec l'impérialisme yankee en Amérique centrale et aux Caraïbes.

• contre les gouvernements du Guatemala et du Honduras et contre leurs armées en raison de la répression que ceux-ci exercent contre la guérilla et les masses salvadoriennes. Les somozistes hors du Honduras ! Halte aux agressions contre le Nicaragua, conjointement à l'exigence du retrait des bases militaires US dans la zone du canal de Panama, sont des mots d'ordre qui revêtent également une grande importance et qui doivent faire partie de l'agitation de nos sections.

• Aujourd'hui, la solidarité envers la révolution salvadorienne et nicaraguayenne et contre la politique de l'impérialisme dans toute la région, doit être envisagée en relation avec la révolution d'Amérique centrale.

L'unité structurelle de la région, ainsi que les expressions politiques communes à tous ses pays, les luttes et les classes qui les portent en avant, accroissent notre conviction que la révolution dans la région ne peut être comprise que comme la révolution prolétarienne centro-américaine, liée intimement au processus de la révolution mondiale. D'où l'importance de notre mot d'ordre des Etats-Unis socialistes d'Amérique centrale.

Haïti

Vingt-quatre ans, ça suffit !

par Alain Rubin et Jean Vidal

Entre la dictature du clan Duvalier, qui est depuis vingt-quatre ans à la tête du pays, et la révolution, une course de vitesse s'est engagée. Pour toute une série de raisons, l'ébranlement qui est à l'ordre du jour ne pourra pas rester confiné à la seule République haïtienne. L'ouverture plus ou moins proche de la crise ne se produira pas en dehors des conditions révolutionnaires en voie de généralisation dans toute l'Amérique centrale depuis la chute du dictateur nicaraguayen Somoza.

La majorité du prolétariat haïtien vit en dehors du pays et devient un facteur d'exportation de la crise haïtienne. Ces travailleurs sont en quelque sorte « poussés » hors de leur propre pays par la disette, le chômage, ou pour échapper à la répression politique, à la misère et à l'arbitraire qui sont le lot quotidien du macoutisme (1). Dans les pays d'« accueil », les travailleurs haïtiens sont réduits aux travaux les moins rémunérateurs ; ils forment parfois la majorité, voire la totalité de certaines branches où ils sont surexploités. Le cas le plus typique à cet égard est celui des 300 000 coupeurs de cannes réduits à un demi-esclavage dans les plantations dominicaines.

La chute de Duvalier, et avec lui celle du macoutisme, créera une nouvelle situation pour la fraction émigrée de la classe ouvrière haïtienne. Cette nouvelle situation sera ressentie par ces travailleurs surexploités comme un encouragement, un appel à exiger les droits syndicaux les plus élémentaires qui ne leur sont pas reconnus actuellement, ni en République dominicaine — où ils seront amenés à s'opposer à la grande propriété foncière et à l'Etat de la République dominicaine —, ni dans les colonies françaises d'Amérique (sur une population guyanaise proprement dite composée d'un peu plus de 50 000 habitants, il y a 4 000 à 5 000 Haï-

tiens, et sur environ 30 000 personnes représentant la classe ouvrière en Guadeloupe, plus de 4 000 Haïtiens).

Aux USA, la communauté haïtienne compte plus de 600 000 membres ; elle est aussi très importante au Canada, au Venezuela et aux Bahamas. C'est au sein de l'émigration qu'est née l'initiative visant à réaliser l'unité la plus large contre Duvalier et qu'a été proposée la tenue à Panama, au mois de septembre 1981, d'une conférence continentale visant à dénoncer et à isoler Duvalier.

L'émigration, qui ouvrait une « issue » au trop-plein de population et qui constituait un moyen d'échapper à l'arbitraire et à la misère, est devenue un facteur d'instabilité et de crise dans tout l'archipel.

Le caractère révolutionnaire et l'ampleur de la crise haïtienne expliquent le rôle confié à l'armée dominicaine, dans le but de compléter l'appareil répressif de Duvalier, jugé peu sûr, si les masses parviennent à se rassembler dans tout le pays. La sollicitude financière et le souci de former les macoutes dans les écoles françaises de gendarmerie, exprimés par l'ancien ministre giscardien Galley lors de son séjour à Haïti en novembre dernier, sont autant de symptômes qui indiquent que cette situation évolue d'une manière quasi-automatique vers un « gouffre » : une situation de nature révolutionnaire. On ne peut expliquer autrement les brusques mesures prises en décembre 1980 par l'ancien gouvernement français contre les réfugiés politiques haïtiens, et plus généralement contre l'émigration haïtienne en France, au demeurant peu nombreuse. A cet égard, la victoire politique des 10 mai et 21 juin par les travailleurs de France constitue un revers pour la vieille dictature.

Le 22 avril, le « président à vie » Jean-Claude Duvalier, s'adressant au Parlement, se félicitait du « bon accueil » de la « politique d'ouverture (...) après des années d'incompréhension et de réticences » de la part des puissances européennes.

A l'en croire, les centaines d'arrestations d'octobre-novembre 1980 ne seraient qu'un mauvais souvenir, un détour imprévu sur la grand-route « jean-claudiste » de l'ouverture démocratique et du progrès économique. Confirmant sa volonté d'apparaître ainsi, le 19 février, le gouvernement haïtien se déclarait disposé à recevoir une délégation de la Croix-Rouge internationale : « ... Qu'ils viennent se rendre compte sur place de l'état de santé des personnes actuellement détenues... »

L'homme de confiance, le numéro deux du régime depuis l'accession au pouvoir de Papa-Doc (François Duvalier, père de l'actuel président), le chef

de la police secrète, Luc Désir, était mis en résidence surveillée le 19 mars.

Il conviendrait d'ajouter à ces faits l'organisation par le gouvernement d'« agapes » avec la presse haïtienne, le 20 février, « ... afin de rénover le coude à coude (rompu par les emprisonnements et les expulsions de journalistes) ... et de célébrer les grandes retrouvailles ».

Volte-face, incertitudes, « incohérences »... Autant de symptômes d'une crise profonde et qui ne s'atténue pas. Ces faits ont un sens précis : sous la pression des difficultés internes combinées à celles de l'impérialisme US, Duvalier a dû opérer une nouvelle retraite et revenir à la ligne de conduite dite de l'« ouverture ». Pour quels résultats ?

Le bâillonnement et l'intimidation macoutistes ne parviennent pas à consolider la base de la dictature. Alors, trouver des appuis hors du macoutisme, parmi les « anti-duvaliéristes » — surtout ceux de la petite bourgeoisie — devient un impératif ; tel est le sens fondamental de la politique d'« ouverture ».

Reagan, après Carter, n'a d'autre possibilité, pour toute une période, que d'orienter sa pression sur Duvalier dans le sens que le quotidien français *Le Monde* qualifiait de « *juan-carlisation* » (2) de la présidence à vie. *Le Monde* constatait à regret, dans un article du 16 juin 1981, que cette tentative n'avait pas réussi.

En 1979, les spécialistes US rédigèrent un rapport qui accusait le duvaliérisme de mener tout droit... à la révolution, du fait de son incapacité à se réformer sérieusement. Devant le diagnostic atterrant de ses propres spécialistes, le gouvernement yankee n'est pas resté l'arme au pied :

— Utilisation de la visite de la commission américaine des droits de l'homme pour imposer Baby-Doc la modification de certaines formes extérieures de la dictature, en particulier l'octroi d'une certaine liberté d'expression qui puisse permettre de créer l'illusion d'une auto-réforme du régime, sans pour autant ébranler les institutions macoutistes. Ce qui représente, à vrai dire, une tâche herculéenne.

(2) La « *juan-carlisation* », du nom du roi Juan Carlos d'Espagne. Désigne une tactique politique visant à préserver les institutions étatiques fascistes en faisant croire à la transformation du régime fondé sur elles en démocratie. Cette opération de sauvetage politique visant à préserver l'Etat bourgeois espagnol confondu avec les structures fascistes en crise, cette politique d'« ouverture » n'était même pas pensable sans l'appui politique des appareils bureaucratiques du mouvement ouvrier reconstitué (PSOE et PCE).

— Etablissement d'un cordon militaire attribuant aux forces armées dominicaines un rôle interventionniste, en Haïti même, en cas d'irruption des masses populaires menaçant le régime, ou même en cas de « coups » de droite qui n'auraient pas le label américain (3).

Ce rapport concluait à la nécessité d'évincer Duvalier. Mais cette orientation se heurtait à un obstacle de taille : comment et par qui ou quoi remplacer Duvalier et son système, sans déchaîner des forces incontrôlables ?

Le Sénat américain a reçu communication d'un rapport répondant ainsi à cette question préoccupante : « ... L'opposition, qui est faible, divisée, est incapable de constituer une menace sérieuse pour le régime actuel. »

Si l'opposition bourgeoise et petite-bourgeoise à Duvalier est surtout marquée par l'impuissance, il n'en va pas de même pour le prolétariat haïtien qui manifeste précisément sa capacité à affronter la dictature et ses tontons macoutes. Il l'a prouvé à plusieurs reprises au cours de ses dernières grèves, pour ses propres revendications, en dépit des terribles coups portés dans les années 1960 contre les organisations du mouvement ouvrier.

Si le régime Duvalier mène tout droit à la révolution ou à créer un vide politique au pouvoir — la nature, y compris en politique, n'a-t-elle pas horreur du

(3) C'est dans ce cadre qu'il faut situer l'activation des négociations d'achat (300 millions de dollars) du môle Saint-Nicolas et de l'île de la Tortue pour implanter la base US qui doit remplacer celle de Guantanamo qui sera restituée à Cuba.



Baby Doc, président à vie : il s'est marié entre les sabres de l'armée et les machettes des « tontons macoutes ».

vide ? —, telle est la base politique et sociale des calculs de l'impérialisme et des contorsions visant à « déduvaliérisme » le duvaliérisme, en n'effectuant aucun changement qui puisse ébranler l'Etat, c'est-à-dire le macoutisme.

La classe ouvrière a refait surface

Ce processus, qui a progressé lentement, a pris de l'ampleur ces trois dernières années. Jusqu'en 1957, la classe ouvrière haïtienne était peu nombreuse et faiblement concentrée. Mais la politique pro-impérialiste des Duvalier père et fils a eu des conséquences qu'ils ne recherchaient pas : augmentation des effectifs et plus grande concentration de la classe ouvrière.

Le régime macoutiste a joué le rôle d'une sorte d'impresario vorace, offrant au plus bas prix possible la force de travail haïtienne aux investisseurs étrangers en échange d'investissements

dans le pays, sans oublier de se servir au passage.

La base de ces investissements est pour l'essentiel « malsaine », car il s'agit d'une économie de dépendance caractérisée par l'installation d'usines de sous-traitance (environ 500 dans la zone franche avec un peu plus de 40 000 ouvriers) allant de la fabrication des balles de base-ball au montage des biens de consommation, le tout destiné au marché américain. En d'autres termes, la « révolution » économique duvaliériste a permis d'extraire de la plus-value aux ouvriers haïtiens, mais à partir d'un essor économique factice et non d'un développement des forces productives nationales. Le capital local s'est associé en tant que partenaire subalterne à l'extraction, à des conditions avantageuses, de cette plus-value.

Comme le bas prix de la force de travail n'était dû ni à une « frugalité » naturelle des travailleurs haïtiens, ni à une docilité innée de leur part, la clique terroriste ne pouvait desserrer son contrôle sous peine de voir s'effondrer tout ce bel édifice de l'essor économique duvaliériste, reposant essentiellement sur ce type d'investissements.

Il a fallu que le macoutisme s'efforce de préserver les rapports entre le capital et le travail tels qu'ils avaient résulté de la destruction du mouvement ouvrier organisé : en 1962-1963, dissolution des associations syndicales enseignantes et étudiantes, puis de l'UIH, la centrale ouvrière, et emprisonnements successifs de son président Ulrik Joly ; en 1969, écrasement de toutes les organisations politiques après la liquidation physique (avec des milliers de victimes) de la guérilla impulsée par le PUCH (Parti unifié des communistes haïtiens, lié à Moscou).

Le « développement » duvaliériste a accentué la dépendance économique, mais il a aussi produit l'agent de sa propre destruction : une classe ouvrière plus nombreuse et concentrée, plus forte.

En dépit d'une longue période de dure répression, le mouvement ouvrier a

Un peu d'histoire

Ancienne colonie française de Saint-Dominique — ayant eu une place de choix dans le processus d'accumulation capitaliste en France —, la République haïtienne occupe le tiers occidental de l'ancienne île d'Hispaniola qu'elle partage avec la République dominicaine. Elle couvre 28 000 km² avec une population de 6 millions d'habitants. L'île est « coincée » entre Cuba et la Jamaïque à l'ouest et Porto Rico à l'est.

De 1791 à 1806, la masse paysanne insurgée (esclaves originaires d'Afrique) a brisé la domination coloniale et liquidé l'ancienne classe de planteurs esclavagistes. A l'issue de la révolution, les rapports agraires resteront largement entachés de survivances « féodales », sauf dans les régions de petite propriété paysanne. Mais dans ces conditions, la majorité de la paysannerie conservera ses armes, et tout le XIX^e siècle et le premier quart du XX^e seront sillonnés de guerres paysannes (avec comme principaux dirigeants Goman et Acau au XIX^e, et Benoît Batrville et Charlemagne Peralte au début de ce siècle).

En 1915, dans le cadre de sa politique coloniale, l'impérialisme US occupera militairement Haïti et établira à la tête du pays un président, ami des USA (le président Sudre). Cette occupation constituera le point de départ d'une véritable guerre contre la paysannerie — parsemée de massacres de la population — et qui sera nécessaire à la consolidation de l'Etat, jusque-là très fragile et embryonnaire. L'assassinat de C. Peralte marquera la fin de cette guerre contre les paysans (1915-1920).

(1) Voir articles sur le macoutisme.

Les tontons macoutes

Le régime Duvalier s'est constitué comme produit de la crise révolutionnaire de 1956 (contre le dictateur Magloire) et plus précisément dans le reflux partiel des masses dont le leader populiste, Daniel Fignole, fut chassé du pouvoir par les mêmes militaires qui l'y avaient porté 19 jours plus tôt.

En 1957, les militaires organisèrent le trucage des élections portant François Duvalier à la présidence.

N'ayant pas la reconnaissance du ventre, « Papa-Doc » fit assassiner par des « cagouards » ses principaux alliés militaires. En juillet 1959, prenant prétexte de la tentative de coup militaire dirigé par le lieutenant Pasquet et un groupe d'officiers, il constitue le corps des volontaires de la Sécurité nationale, les fameux tontons-macoutes qui formeront, en lieu et place de l'ancienne caste militaire, la véritable colonne vertébrale du duvaliérisme. Cette « phalange » est une vaste pègre, en uniforme et au pouvoir, qui rançonne la société. Est-il possible d'en réfréner les instincts et les appétits, d'en atténuer les débordements ? C'est ce que prétendent les tenants de la « *juan-carlisation* » du système macoutiste, entièrement maintenu depuis 10 ans par Jean-Claude Duvalier.

lentement repris son activité. Les années 1977-1978, et surtout 1979-1980, ont été marquées par une série de grèves souvent victorieuses, et surtout par le débordement de la législation du travail duvaliériste aboutissant à la formation durable de plusieurs syndicats.

La grève des travailleurs de la Brasserie nationale a exprimé le plus clairement la tendance à l'œuvre dans la classe ouvrière et les masses populaires : rejet de la dictature et, d'autre part, impuissance croissante du macoutisme. Cette grève a commencé contre le licenciement de 5 ouvriers syndicalistes. Elle a dû résister aux menaces des autorités, le gouvernement déclarant à la télévision qu'elle « déstabilisait l'ordre social établi », avec involontaire du véritable rapport des forces entre les classes en présence, après vingt-trois ans de dictature. En effet, il s'agit d'un « ordre » social bien faiblement établi quand la grève de quelques centaines d'ouvriers peut le déstabiliser.

Mais la grève a tenu bon. Les ouvriers de deux autres usines de la zone franche se déclarèrent solidaires et prêts à se mettre en grève eux aussi si les revendications des ouvriers de la Brasserie nationale n'étaient pas satisfaites. Les macoutes arrivèrent, armés jusqu'aux dents, et encerclèrent l'usine en grève. Mais rien n'y fit, et les autorités jugè-

rent plus prudent de céder. C'est ce rapport de forces que la répression d'octobre-novembre 1980 a tenté de modifier. Y est-elle parvenue ? Une série de faits nous amène à penser que non.

Par la répression, la dictature a voulu resserrer les rangs de sa seule et véritable base, les gangs macoutistes qui n'avaient pas apprécié les démocraties faites aux masses et que celles-ci ont transformées en premières conquêtes démocratiques. Prenant prétexte du caractère subversif de la presse indépendante, le gouvernement allait arrêter, le 13 octobre 1980, Silvio Claude, président du Parti démocrate-chrétien, toléré par le régime. Puis ce fut le tour, le 16 octobre, de Kompé Plum (Paul Ivens), animateur d'un véritable forum populaire sur Radio-Cacique, au moment où il revenait des USA. La visite du ministre giscardien français Galley donna le feu vert de la répression de masse. Environ un millier de personnes seront arrêtées, brutalisées ; certaines seront libérées au bout de quelques jours, d'autres expulsées, d'autres encore maintenues sous les verrous. Mais, alors que la vague d'arrestations était à son comble, les étudiants de la capitale ont cherché à manifester pour exiger la libération du Professeur Grégoire Eugène, directeur du journal *La Fraternité* et responsable de l'autre parti toléré, le Parti social-chrétien.

Reflux ?

Nous ne le pensons pas. La force numérique limitée du prolétariat fait peser sur ce développement de la mobilisation les arrestations d'organismes syndicalistes qui se sont lentement formés ces dernières années. Mais toute marche à la crise produit une accélération de la maturation et un élargissement des couches militantes.

La crise au sommet a repris de plus belle, et ouvertement, et elle se combine avec la montée révolutionnaire généralisée dans le monde, et dans cette région en particulier. Si, d'autre part, les travailleurs ont peut-être l'air de marquer le pas, il y a une autre raison à cela : l'enjeu de la situation ne les pousse-t-il pas à se poser le problème de l'action politique généralisée contre la dictature ?

Le problème du parti ouvrier

Le mouvement syndical reste atomisé et limité à quelques secteurs. Cela constitue une difficulté sérieuse. Mais il nous semble qu'aujourd'hui, en fonction de l'axe de la situation, un autre facteur est d'un poids — comme obstacle — encore plus lourd : comment avancer vers une solution politique, comment chasser Duvalier et le macoutisme sans tenir compte des forces politiques qui ont déjà surgi ici et là et qui auront à résoudre ce problème ?

La classe ouvrière est la véritable force motrice dans le combat pour chasser la dictature. Comment parviendra-t-elle à ouvrir une situation nouvelle qui lui permette de régler ses propres problèmes et ceux des masses paysannes qui ne sont toujours pas réglés depuis 1806 ? Comment, si la classe ouvrière ne possède pas au moins les premiers éléments d'une *représentation politique, indépendante de toutes les fractions bourgeoises et petites-bourgeoises*, plus ou moins démocratiques et plus ou moins prêtes à la lutte décisive contre la dictature ?

Cette question est-elle prématurée et faut-il attendre la chute de Duvalier pour la poser et chercher à la résoudre ? Nul gouvernement, même le plus faible et le plus corrompu, ne quitte le pouvoir



Les fameux « tontons macoutes ».

Boat-people

Des pirates ?

« Est déclaré pirate et puni comme tel de 10 à 15 ans de réclusion ou de travaux forcés (...) sera considéré comme pirate et sera arraisonné le navire sur lequel auraient été acceptés les voyageurs en partance pour l'étranger, non munis des documents prescrits par les lois de police ou d'émigration. » (décret du 17 novembre 1980).

La patience populaire a atteint ses limites ultimes. Tout est favorable à la poursuite d'une existence sans cesse plus misérable, sans espoir d'amélioration, même minime. Le « mouvement » boat-people est une forme de rejet du régime qui le place dans une situation embarrassante, lui qui prétend développer l'économie et se libéraliser.

Délation légalisée, législation d'état de guerre contre une population dont plus de 30 % a fui le pays ces dernières années, telles sont les manifestations de la « libéralisation ». Si le régime parvenait à l'objectif d'empêcher les fuites en masse, alors il convaincrerait ceux qui sont prêts à affronter la mort dans une expédition individuelle ou par petits groupes (fréquents sont les cas de boat-people jetés à la mer par des capitaines crapuleux, échoués sur des îlots perdus ou emportés par la tempête) qu'il n'y a plus d'autre issue que de risquer sa vie dans un affrontement collectif contre la dictature, puisqu'il n'est plus possible de la risquer pour... la fuir.

si on ne l'en chasse pas. C'est pourquoi nous ne pensons pas que cette question du parti ouvrier soit prématurée. Sa résolution nous paraît même être une condition de la chute, le plus rapidement possible, de la vieille dictature. Il est vital, pour l'écrasante majorité du peuple haïtien, que la dictature soit balayée au plus tôt.

Certains poseront peut-être la question du programme d'un tel parti. Pour leur part, les militants de la « IV^e Internationale (Comité international) », qui agissent sur la base des principes marxistes, estiment que cette question-là et les réponses concrètes qu'elle devra trouver seront discutées en leur temps. En d'autres termes, aucun préalable programmatique, sauf à répondre à la question suivante : si le prolétariat ne doit en aucun cas refuser que tous ceux qui disent vouloir réellement combattre Duvalier se placent à ses côtés, doit-il pour autant renoncer, pour toute une période, à bâtir son propre parti indépendant et à poursuivre ses propres buts ? Devrait-il pour chasser Duvalier cesser sa propre action, pour son propre gouvernement et pour ses propres revendications immédiates, économiques et politiques ?

Nous estimons que non et, à notre avis, il n'existe pas d'autre « préalable » pour former un tel parti. Il s'en trouvera peut-être pour considérer que c'est déjà trop ou pas assez... Sans sectarisme aucun, nous disons : personne ne peut s'arroger le monopole de la vérité révélée, alors, ouvrons la discussion.

Vie du mouvement

Le PST de Panama a recueilli 5 300 signatures

A la fin du mois de juin, le PST de Panama avait recueilli 5 300 signatures dans le cadre de la campagne pour sa légalisation. Ce chiffre représente un succès notable, en considérant les obstacles de toute sorte imposés par la législation en vigueur.

La loi 81 sur les partis politiques n'exige pas moins de 30 000 adhérents, dans un pays qui compte moins de 2 millions d'habitants. Mais ce n'est pas tout : pour être valable, la signature de chaque adhérent doit être apposée sur un registre officiel, à un horaire déterminé et en présence d'un fonctionnaire. La conséquence logique est que les fonctionnaires, par exemple, ne s'y inscrivent pas par une peur justifiée de perdre leur emploi, car la « machine » du gouvernement paternaliste ne tarde jamais à prendre des mesures de représailles.

Comme les élections auront lieu en 1984, l'objectif que le PST s'est fixé pour cette année, la première de sa campagne est d'atteindre les milles signatures. Il a dès les premières semaines dépassé largement ce chiffre.

La répercussion de cette campagne au sein des couches ouvrières et populaires est due à la trajectoire politique et la force de l'organisation trotskyste. Elle diffuse à Panama les positions du Comité international et développe plus spécialement une campagne de solidarité envers la lutte au Salvador, au Nicaragua et en Amérique centrale.

Au plan national, elle appelle à la formation d'un front ouvrier pour le pain, le travail, la liberté et combat à la fois le gouvernement nationaliste bourgeois — dont elle dénonce les capitulations face à l'impérialisme — et les patrons de l'« opposition » parmi lesquels se trouvent des agents directs de l'impérialisme.

Costa Rica : nous appuyons les candidats ouvriers et populaires du PU

A la mi-juillet, des représentants du Parti révolutionnaire des travailleurs — section de la « IV^e Internationale (Comité international) » — ont eu une entrevue avec Rodrigo Gutiérrez, candidat à la présidence pour la coalition *Pueblo Unido*.

Il s'agit d'un front de gauche, qui soutient des candidats ouvriers et populaires et qui s'oppose électoralement aux différents partis bourgeois.

Durant l'entrevue avec le candidat, nous avons remis une lettre qui affirme textuellement : « Nous considérons que votre décision constitue un apport important à la juste cause du peuple du Costa Rica ».

En le soutenant, le PRT a exprimé son désir de s'inscrire dans le processus de rupture des travailleurs avec les partis des patrons. L'instrument à utiliser pour cela est la création de comités de soutien à *Pueblo Unido* dans lesquels les différents organismes conserveraient leur totale indépendance politique et organisationnelle.

La direction de *Pueblo Unido* a pour sa part considéré que la décision du PRT est un apport important et il en a fait état dans le journal du PRT, *Adelante*. De cette façon, il a fait un premier pas en direction de notre politique de soutien critique au front électoral qui s'est formé.

La LCT du Sénégal a condamné l'envoi de troupes sénégalaises armées par la France en Gambie

Le 30 juillet, les troupes sénégalaises sont intervenues en Gambie pour s'opposer au *putsch* victo-

rieux dans ce pays. La Gambie est un Etat de 575 000 habitants, aux frontières artificielles, enclavé à l'intérieur du Sénégal et reconnu en 1965. Il s'agit d'un « protectorat » britannique inséré en Afrique « francophone ».

La section sénégalaise de la « IV^e Internationale (Comité international) » a pris position contre l'envoi de troupes sénégalaises, dotées d'armes françaises et dont les officiers sont formés par l'armée française. En précisant qu'elle ne prenait aucune responsabilité quant aux intentions des *putschistes* de Gambie, celle-ci dénonce le fait que Abdou Diouf — qui organise le chômage et la vie chère au Sénégal — ne peut accepter la chute de Diawara, organisateur du chômage et de la vie chère en Gambie. D'autre part, l'« intervention en Gambie est en relation avec l'occupation de l'entreprise SENELEC par la gendarmerie, contre les ouvriers qui voulaient constituer leur syndicat indépendant ». La LCT, dans un tract sorti à Dakar le 4 août, appelle à organiser une manifestation unitaire devant le palais présidentiel pour le retrait immédiat des troupes sénégalaises.

V^e Congrès du GST canadien

Du 18 au 21 juin, s'est tenu au Québec, le V^e Congrès du GST. La grève des postiers canadiens qui a duré du 1^{er} juillet au 11 août et qui démontre la combativité ouvrière n'a pas permis que nous recevions plus tôt le rapport sur le congrès. Celui-ci a été centré autour du débat sur la situation internationale, sur la situation politique au Québec et au Canada anglais et sur le travail dans la jeunesse.

La résolution adoptée sur le premier point affirme : « Nous voulons lutter pour que la IV^e Internationale (Comité international) soit à l'échelle internationale et dans chaque pays, et en particulier au Canada, identifiée et reconnue comme le fer de lance de la défense de la révolution politique en Pologne et de la lutte révolutionnaire du peuple salvadorien. » *Tribune ouvrière*, journal du GST, accordera de plus une attention toute particulière à l'évolution de la lutte des classes aux Etats-Unis.

Le caractère internationaliste du combat du GST a été mis en relief dans le congrès par la présence de deux invités, Stefan Lamed, délégué de la section polonaise à la Conférence de fondation de la IV^e Internationale en 1938, et Naomi Brennan, secrétaire général de l'Irish Republican Socialist Party, qui a remercié le GST pour son combat de solidarité internationale.

Au Canada, une lutte croissante se développe contre l'inflation, la dégradation du pouvoir d'achat, la fermeture d'usines, les licenciements, le chômage, les réductions des services sociaux. C'est dans ce cadre de crise économique que s'approfondit la crise politique de l'Etat fédéral.

Le gouvernement Trudeau prépare un projet « constitutionnel » pour renforcer le pouvoir centralisateur et oppresseur de la bourgeoisie. Au Québec, toutes les organisations ouvrières et démocratiques y compris les centrales syndicales ont pris position contre le plan de Trudeau, hormis les dirigeants du Nouveau parti démocratique et le Congrès du travail du Canada.

C'est dans ce cadre que le GST a entrepris une campagne pour la marche sur Ottawa qui a réuni 10 000 signatures. C'est avec elle qu'est poursuivie l'unité d'action contre Trudeau, contre les fédéralistes et les capitalistes, des travailleurs du Québec et du Canada anglais.

Les délégués au V^e Congrès ont démontré leur détermination de construire le GST comme organisation pan-canadienne, car la victoire contre l'Etat bourgeois du Canada passe par le combat de la classe ouvrière du pays tout entier.

Presse et macoutisme

« Vous auriez dû l'abattre comme un chien (...) En ces temps-ci (1979), on n'a qu'à tuer un homme et dire qu'il est un camoquin. » (1) Michel Cayot explique ensuite dans sa lettre ouverte publiée dans l'hebdomadaire haïtien *Le Petit Samedi Soir*, « qu'il est traqué, menacé de mort, à la merci des barbares », parce qu'il a eu une prise de gueule avec sa femme... Cela se passe de tout commentaire.

D'autres lettres ont été publiées par la presse indépendante. Toutes s'indignent contre les « barbouzes », les « salauds » qui « traquent » menacent de mort, frappent ou tuent pour rien. Ainsi, dans la lettre adressée au ministre de l'Intérieur et publiée dans le mensuel *Le Regard*, Mlle Rose Edith X. explique qu'elle a dû s'enfuir, qu'« elle est sans sous-vêtements », « sans gîte », « errante », « traquée »... pour une simple affaire de contravention.

Mais y a-t-il de « simples » affaires sous l'empire du macoutisme qui prend le peuple à la gorge et fait tourner au drame des pécadilles ? Le moindre problème tend à devenir une question de vie ou de mort. Le macoutisme est un racket généralisé, voilà pourquoi la formation d'une presse indépendante a constitué une arme pour les masses attendant une issue, et quelque chose d'incompatible avec le régime lui-même.

Duvalier, en écartant Luc Désir, n'abolit pas pour autant les bandes macoutes. Celles-ci constituent la base de l'Etat. Voilà pourquoi la moindre réforme a des conséquences si dangereuses pour l'Etat duvaliériste. Pour en finir avec les brigades, les assassins, les kidnappings, qui sont le lot quotidien du peuple en Haïti, la disparition du régime est indispensable. En publiant les lettres, en révélant les exactions commises, la presse indépendante a joué un rôle de caisse de résonance, faisant écho au cri poussé par le peuple. C'est pourquoi la frappe ne change rien à la situation.

Elle a joué un rôle de forum, de centre, dans une période où le mouvement ouvrier n'avait pas encore reconstitué son réseau militant. Derrière, et lui donnant force et audace, se concentrait le formidable mouvement qui va mettre à bas l'une des plus vieilles dictatures d'Amérique centrale.

Après le chah, après Somoza... Duvalier ? interrogeait une pancarte au cours d'une manifestation de Haïtiens qui s'est tenue devant l'ambassade d'Haïti à Paris en décembre 1980.

Le régime est lui aussi pris à la gorge. La presse continue à le déstabiliser par la place qu'elle a acquise, mais il doit pourtant lui laisser une certaine latitude pour tenter l'impossible « ouverture ».

(1) Expression créole désignant un opposant politique.

Treize ans après l'invasion des troupes du pacte de Varsovie, la Tchécoslovaquie toujours sous la répression

Libérez Battek, Siklova et leurs camarades !

Le 21 août 1968, les blindés du pacte de Varsovie entraînent en Tchécoslovaquie. C'était là la réponse du Kremlin aux ouvriers et aux masses tchécoslovaques à leur révolution : le « Printemps de Prague ».

Cela fait donc treize ans que les troupes de la bureaucratie occupent Prague et maintiennent en place Husak, le premier secrétaire du PC tchécoslovaque, à la pointe des baïonnettes. Durant ces treize années, la répression n'a jamais cessé sous toutes ses formes : procès, emprisonnements, licenciements pour délit d'opinion.

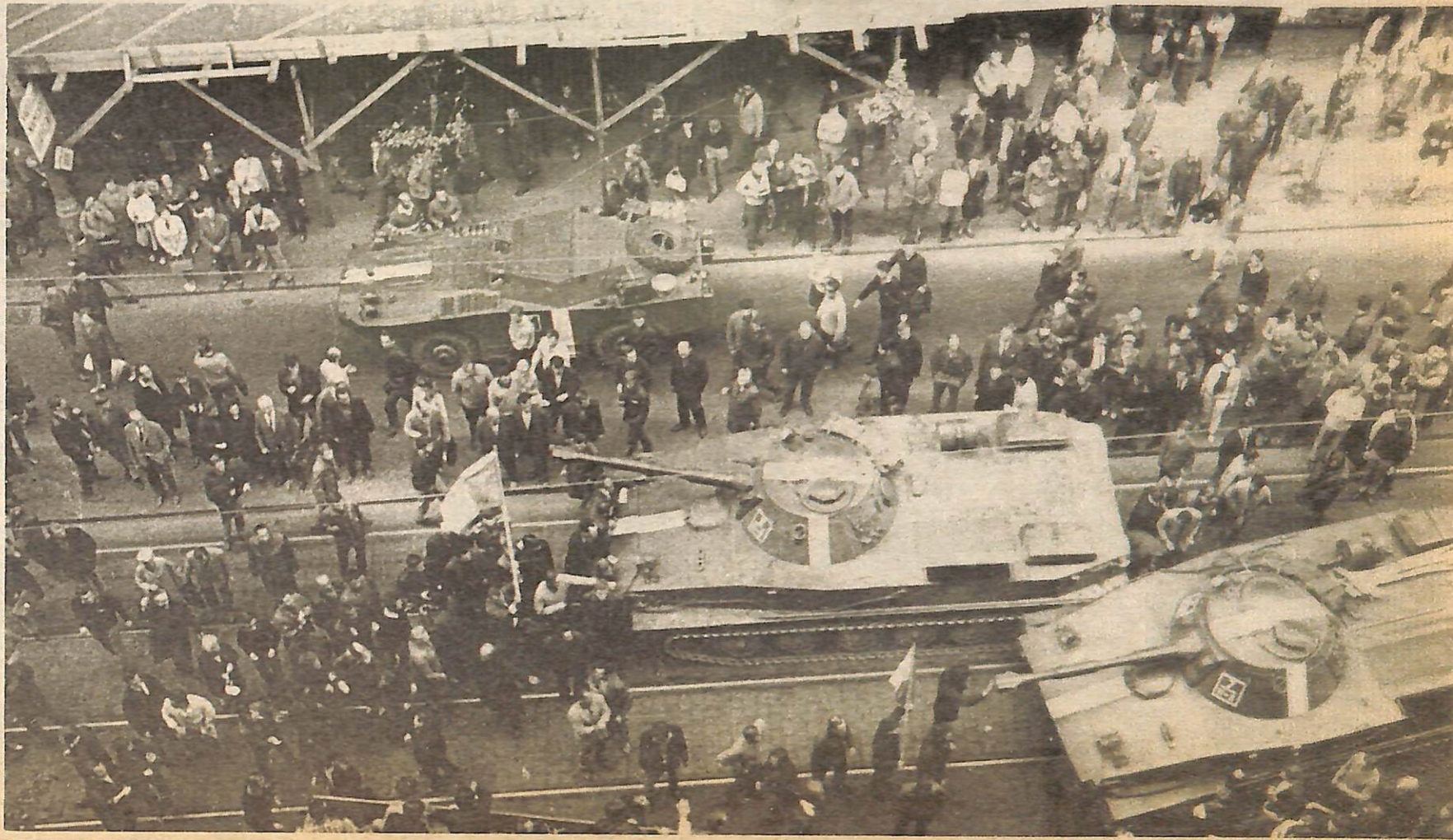
Pourtant, le gouvernement Husak et les chars soviétiques ne sont jamais parvenus à « normaliser » complètement la situation. L'opposition n'a pas cessé de se manifester, en particulier lorsque le 1^{er} janvier 1977, elle a rendu publique une pétition exigeant toute une série de droits démocratiques : la *Charte 77* que des milliers de personnes ont ensuite signée.

Aujourd'hui, alors que la classe ouvrière et les jeunes tchécoslovaques suivent avec passion le développement de la révolution polonaise, la bureaucratie tente d'établir une sorte de coupe-feu à la propagation de ce que l'on a appelé le « virus polonais ». Elle cherche à terroriser la direction de l'Opposition tchécoslovaque.

Après la condamnation de Peter Uhl, c'est un véritable procès de Moscou à Prague qui a été monté. Deux jeunes Français, Gilles Thonon et Françoise Anis, étaient arrêtés le 28 avril dernier lors de leur passage de la frontière. On « trouvait » dans leur camionnette des documents dits subversifs ; mais une exemplaire campagne internationale s'est engagée et la bureaucratie a dû les relâcher (voir *Correspondance internationale* n° 9).

L'une des principales pièces de l'accusation de tout procès stalinien qui se respecte était ainsi démontée : le complot international. Fin juillet, Rudolf Battek était condamné à sept ans et demi de réclusion et trois ans de résidence surveillée. La plus lourde peine qui ait été prononcée contre un opposant depuis plus de dix ans.

Maintenant, ils sont dix-huit qui, arrêtés en même temps que Gilles et Françoise, doivent passer incessamment en jugement. Dix-huit militants tchécoslovaques qui risquent les plus lourdes condamnations.



21 AOUT 1968 : les blindés du pacte de Varsovie envahissent la Tchécoslovaquie.

lovaques qui risquent les plus lourdes condamnations.

La victoire remportée par le mouvement ouvrier et démocratique international avec la libération de Gilles et Françoise ne doit pas en rester là. Ce sont toutes ses victimes qui doivent être arrachées à la bureaucratie.

Halte aux procès de Prague !

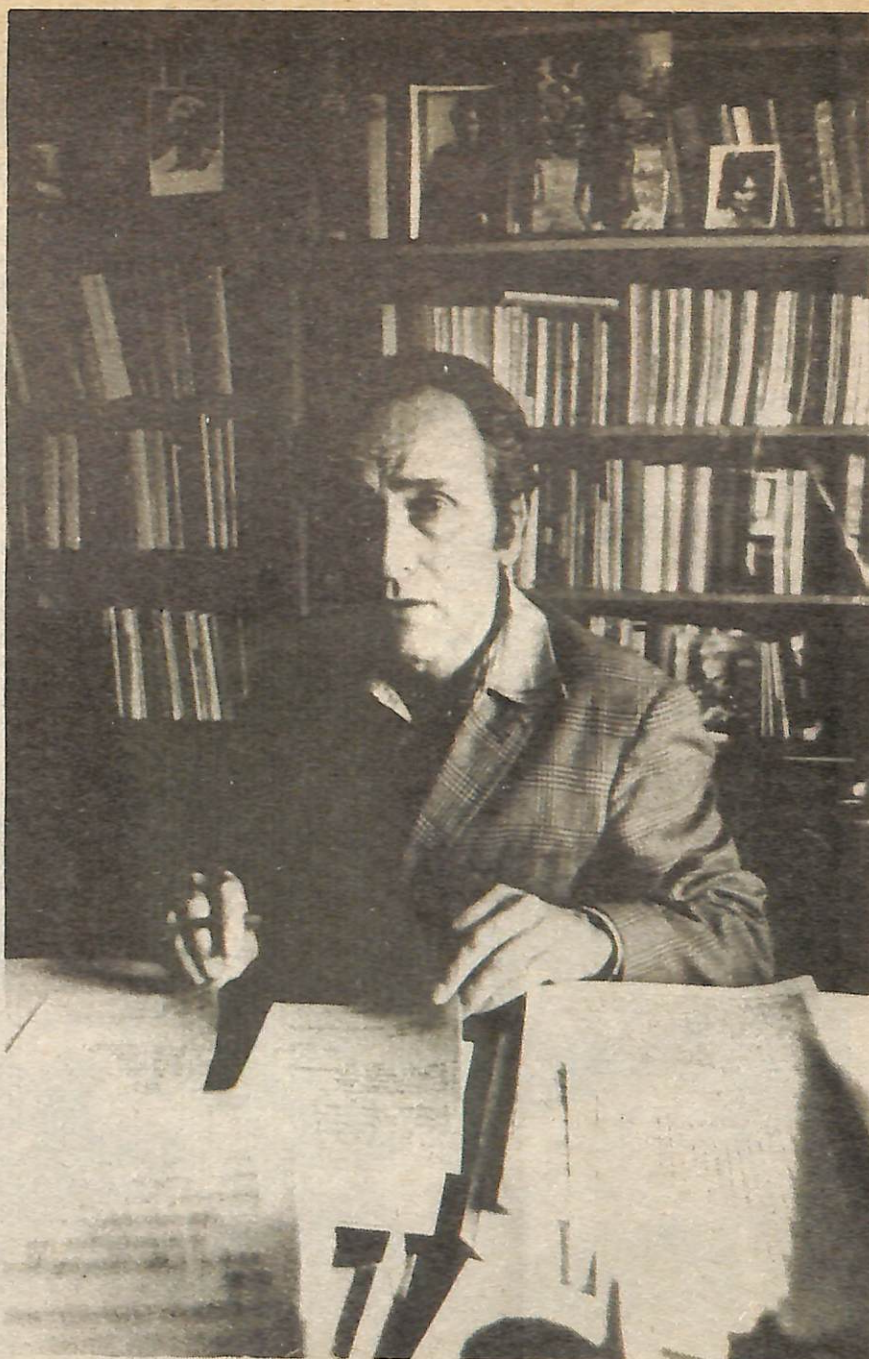
Unité, nous sortirons Battek de prison !

Libérez Jirina Siklova et ses camarades !

Qui sont-ils ?

Voici la liste des dix-huit combattants de l'opposition en Tchécoslovaquie dont le procès doit s'ouvrir incessamment à Prague :

- Jaromir HOREC, 60 ans, poète.
- Mme Eva KANTURKOVA, 51 ans, écrivain, signataire de la *Charte 77*.
- Karel KYNCL, 54 ans, journaliste, déjà emprisonné auparavant, signataire de la *Charte 77*.
- Jan MLYNARIK, 49 ans, historien.
- Jan RUMIL, 28 ans, ouvrier, signataire de la *Charte 77*.
- Jiri RUMIL, 56 ans, journaliste, signataire de la *Charte 77*, père de Jan Rumil.
- D^r Jirina SIKLOVA, 46 ans, sociologue, licenciée pour motifs politiques, mère de deux enfants ; elle est la principale accusée dans ce procès. Elle a toujours refusé de déposer sur les autres inculpés.
- D^r Milan SIMECKA, 51 ans, professeur d'université et écrivain.
- D^r Jiri HAJEK, 68 ans, ancien ministre tchécoslovaque des Affaires étrangères.
- Ivan HAVEL, mathématicien, frère du dramaturge Vaclav HAVEL, condamné à quatre ans et demi de prison.
- Mme Olga HAVLOVA, ouvrière, femme de Vaclav HAVEL.
- Karel HOLOMEK, architecte, beau-frère de Milan SIMECKA.
- D^r Jozef JABLONICKY, 49 ans, historien.
- D^r Zdenek JICINSKY, 52 ans, professeur d'université, ancien député.
- Mojmir KLANSKY, 60 ans, écrivain et journaliste.
- D^r Miroslav KUSY, 50 ans, professeur d'université. Signataire de la *Charte 77*.
- D^r Jaroslav MEZNIK, historien, 53 ans, a déjà été emprisonné, signataire de la *Charte 77*.
- Jiri MULLER, né en 1943, ouvrier et ancien dirigeant de l'Union des étudiants tchécoslovaques, a déjà subi une peine de prison de 5 ans. Signataire de la *Charte 77*.



Rudolf Battek : sept ans et demi de réclusion.

Libérez Linda Winsch !

Linda Winsch est une jeune tchécoslovaque qui résidait en Pologne et a rejoint dès son apparition l'Union indépendante des étudiants (NZS) polonais. En particulier, elle a participé à la grève de l'Université de Lodz qui, en février-mars derniers, a imposé au gouvernement la légalisation du NZS.

Arrêtée peu après dans un appartement privé et expulsée en Tchécoslovaquie, elle y a été aussitôt emprisonnée et se voyait reprocher d'être restée en Pologne plus longtemps que ne l'y autorisait son visa. Bien vite pourtant, les masques sont tombés. Aujourd'hui, Linda est inculpée de « menées subversives dans un pays socialiste ou ami de la Tchécoslovaquie » sous prétexte qu'à Lodz elle aurait participé à la confection du journal étudiant *Strajk* et y aurait écrit un article sur le KOR, le Comité de défense des ouvriers, dont les principaux animateurs étaient J. Kuron et A. Michnik.

Son arrestation s'est effectuée en complète violation des accords qui avaient été signés avec le gouvernement à l'issue de la grève étudiante et qui stipulaient explicitement que personne ne pouvait être inquiété en raison de sa participation à la grève.

Alors que Linda a été présentée une première fois devant ses juges et qu'elle risque des années de prison, le NZS, l'UNEF indépendante et démocratique, et avec ces deux syndicats de nombreux autres membres de l'Association internationale des étudiants (AEI, fondée en juin à Paris, voir *Correspondance internationale* n° 10/11) font activement campagne pour sa libération.

Au moment même où se prépare également à Prague le procès des dix-huit, cette campagne de solidarité étudiante et internationaliste doit s'amplifier.

Libérez Linda Winsch !